

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

## **BANK OF AMERICA EUROPE DESIGNATED ACTIVITY COMPANY**

Société à responsabilité limitée d'un Etat membre de la CE  
Siège social : Two Park Place, Hatch Street, DUBLIN 2 - Irlande  
Autorisée et réglementée par la Banque centrale d'Irlande

**Succursale en France :**  
51 rue de La Boétie 75008 PARIS  
843 444 001 RCS Paris

### **Rapport annuel et états financiers au 31 décembre 2024**

## **Rapport des auditeurs indépendants à l'attention des membres de Bank of America Europe DAC**

### **Rapport sur l'audit des états financiers**

#### **Opinion**

Nous avons vérifié les états financiers de Bank of America Europe DAC (« la Société ou « BofAE DAC »), pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, qui comprennent le compte de résultat, l'état du résultat global, l'état de la situation financière, le présent état des variations des capitaux propres et les notes aux états financiers de la Société, y compris le résumé des principales méthodes comptables énoncées dans la note 2. Le cadre de reporting financier qui a été appliqué dans sa préparation est le droit irlandais et la norme d'information financière 100 (« FRS 100 ») - Application des exigences d'information financière et de la norme d'information financière 101 (« FRS 101 ») - Cadre de divulgation réduite.

A notre avis, les états financiers ci-joints :

- fournissent une présentation juste et précise des actifs et des passifs de la Société et de sa situation financière au 31 décembre 2024 et de ses bénéfices pour l'exercice clos ;
- ont été correctement préparés conformément aux normes FRS 100 et FRS 101 ; et
- ont été dûment établis conformément aux exigences de la loi 2014 sur les sociétés.

#### **Base pour l'avis**

Nous avons réalisé notre audit conformément aux normes d'audit internationales (Irlande) (« ISA [Irlande] ») et à la loi applicable. Nos responsabilités dans le cadre de ces normes sont plus amplement décrites dans la section Responsabilités des auditeurs pour l'audit des états financiers de notre rapport.

Nous sommes indépendants vis-à-vis de la Société, conformément aux exigences éthiques qui sont pertinentes pour notre audit des états financiers en Irlande, ce qui inclut les normes éthiques pour les auditeurs établies par l'IAASA (Irish Auditing and Accounting Supervisory Authority) qui s'appliquent aux entités d'intérêt public, et nous avons rempli nos autres responsabilités éthiques conformément à ces exigences.

Nous estimons que les pièces justificatives obtenues pour l'audit sont suffisantes et appropriées pour fournir une base pour notre avis.

#### **Conclusions concernant les affaires en cours**

Lors du contrôle des états financiers, nous avons conclu que l'utilisation par l'administrateur du principe de continuité de l'exploitation pour la préparation des états financiers était appropriée.

Notre étude de l'évaluation par les administrateurs de la capacité de la Société à poursuivre l'utilisation du principe de continuité de l'exploitation pour la comptabilité comprenait :

- La compréhension du processus d'évaluation de la continuité d'exploitation de la direction, y compris la préparation des plans et prévisions financiers ;
- La réalisation d'une évaluation des risques pour identifier les facteurs pouvant avoir un impact sur l'utilisation du principe de continuité de l'exploitation pour la comptabilité ; et
- L'évaluation de la performance financière prévisionnelle, de la liquidité, de la position du capital et du plan stratégique de la Banque sur la période de continuité d'exploitation.

Sur la base de notre étude, nous n’avons pas identifié d’incertitudes importantes relatives aux événements ou aux conditions qui, individuellement ou collectivement, pourraient jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre ses activités pendant une période d’au moins douze mois à compter de la date à laquelle les états financiers peuvent être publiés.

Nos responsabilités et les responsabilités des administrateurs en ce qui concerne la suite de l’exploitation sont décrites dans les sections pertinentes de ce rapport.

Points clés de l’audit

Les points clés de l’audit sont ceux qui, selon notre évaluation professionnelle, étaient de la plus grande importance pour notre audit des états financiers de l’exercice en cours, et qui incluent les principaux risques évalués en matière d’inexactitude substantielle (dus ou non à une fraude) et identifiés par l’auditeur, y compris ceux qui avaient l’impact le plus important sur la stratégie d’audit globale, l’attribution de ressources dans le cadre de l’audit et la direction des efforts de l’équipe chargée des relations avec les auditeurs. Ces questions ont été abordées dans notre audit des états financiers dans leur ensemble et dans la formation de notre opinion à cet égard, et nous ne fournissons pas d’avis séparé sur ces questions.

Nous synthétisons ci-dessous les principales questions d’audit dans la formation de notre opinion d’audit ci-dessus, ainsi qu’un aperçu des principales procédures d’audit effectuées pour traiter chaque question et, le cas échéant, les principales observations découlant de ces procédures.

Point clé de l’audit	Comment le problème a été traité
<p><b>Indemnité de dépréciation pour pertes de crédit attendues (IFRS 9)</b></p> <p>Conformément à la norme IFRS 9, la Société comptabilise les pertes de crédit attendues (Expected Credit Losses, « ECL ») pour les instruments classés au coût amorti et à la FVOCI. Il s’agit notamment des prêts et des avances aux banques et aux clients, y compris les garanties et engagements connexes.</p> <p>L’estimation des pertes de crédit attendues est un processus complexe qui nécessite l’utilisation d’un jugement et d’estimations. Les risques clés du processus d’estimation sont liés à la méthodologie employée et à l’utilisation d’hypothèses inappropriées, y compris la détermination de l’augmentation significative du risque de crédit (Significant Increase in Credit Risk, « SICR »), ou des informations prospectives qui pourraient potentiellement conduire à des états financiers sensiblement erronés. En outre, le risque d’utiliser des données d’entrée incomplètes et inexactes comme base de calcul est un autre domaine de risque qui pourrait entraîner des estimations erronées.</p> <p>Enfin, les ajustements des résultats des ECL axés sur les modèles peuvent être soulevés par la direction pour répondre aux limitations connues du modèle de dépréciation, aux tendances émergentes ou aux risques de crédit futurs potentiels identifiés par la direction. Ces ajustements sont intrinsèquement incertains et le jugement de la direction est impliqué dans le processus d’estimation. Il existe donc un risque d’inexactitude lié à la pertinence et à l’évaluation des ajustements post-modèle.</p> <p>Toute surestimation ou sous-estimation de la provision pour dépréciation pourrait avoir un impact important sur les résultats rapportés.</p> <p>Au 31 décembre 2024, une provision pour dépréciation de 225 millions USD était comptabilisée dans les états financiers sur les prêts et les avances aux banques et aux clients, y compris les garanties connexes et engagements. Il s’agissait de 122 millions USD d’ECL axée sur le modèle et de 103 millions USD d’ajustements post-modèle.</p> <p><i>Reportez-vous à la Note 2.12 Méthodes comptables – Dépréciation des actifs financiers détenus au coût amorti et à la FVOCI, à la Note 3(a) Jugements d’application des politiques comptables, à la Note 15 Disposition pour la perte de prêts, à la Note 17 Prêts et avances aux banques, à la Note 18 Prêts et avances aux clients et à la Note 42(b), (h) Gestion des risques.</i></p>	<p>Nous avons traité le risque d’audit lié à l’affaire d’audit clé en effectuant les procédures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Avons mis à jour notre compréhension du processus global de dépréciation, y compris les contrôles clés, le modèle de dépréciation utilisé et les hypothèses sous-jacentes ;</li><li>• Avons convenu et examiné le champ d’application du travail des auditeurs du groupe applicable à la Société, couvrant les tests de contrôles informatiques et la validation des modèles ;</li><li>• Avons validé la conformité du processus d’estimation de la dépréciation aux exigences IFRS 9, y compris l’examen du document-cadre et de la politique IFRS 9 de la Société ;</li><li>• Avons testé la conception, la mise en œuvre et l’efficacité opérationnelle des contrôles clés qui sous-tendent l’estimation et la reconnaissance de la provision pour dépréciation dans les registres comptables, y compris les contrôles d’applications informatiques pertinents ;</li><li>• A examiné les hypothèses significatives du modèle de dépréciation et la méthodologie appliquée pour déterminer si l’ajustement global de la dépréciation est adéquat. Cela comprenait l’évaluation de la définition du défaut adoptée par la Société, et la détermination de PD, LGD et EAD. Cela couvrait également la prise en compte des variables économiques utilisées dans le processus d’estimation ;</li><li>• Avons évalué le caractère raisonnable de la mise en place appliquée au portefeuille et avons pris en compte les critères d’allocation ;</li><li>• Avons examiné la validation du modèle et la validation de l’étalonnage des paramètres effectuées par la Société, ainsi que les tests de vérification effectués pour garantir la viabilité du modèle ;</li><li>• Pour les provisions évaluées individuellement, avons évalué la mesure de la provision, y compris la méthodologie et les hypothèses appliquées ;</li></ul>

**Evaluation des prêts négociés de niveau 3, des prêts négociés et des avances aux clients à la juste valeur par le biais du compte de résultat (Fair Value Through Profit and Loss, « FVTPL »)**

La situation financière et les résultats d'exploitation de la Société dépendent de l'évaluation des prêts négociés de niveau 3 et des avances aux clients mesurées à la FVTPL, qui est basée sur le jugement et l'estimation de la direction.

L'évaluation des instruments présentant des caractéristiques de risque plus élevé implique un jugement significatif. Le jugement dans l'estimation de la juste valeur de ces instruments implique des modèles d'évaluation complexes et des ajustements significatifs de la juste valeur, qui dépendent tous deux des données saisies lorsqu'il y a une observabilité limitée des données du marché. Toute erreur dans l'évaluation d'un instrument financier peut avoir un impact significatif sur les états financiers.

Les instruments financiers de la Société classés au niveau 3 dans la hiérarchie de la juste valeur comprennent le portefeuille de prêts en difficulté, les prêts hypothécaires et les prêts bancaires aux entreprises.

*Se reporter à la Note 2.11 Méthodes comptables – Actifs financiers, Note 3(b) Estimations et jugements comptables critiques, Note 17 Prêts et avances aux banques, Note 18 Prêts et avances aux clients, Note 20 Actifs détenus à des fins de transactions, Note 42(a), (b), (d), (h) Gestion des risques et Note 43 Mesure de la juste valeur.*

- Avons évalué le caractère raisonnable et adéquat des ajustements post-modèle et des superpositions de gestion, en tenant compte des risques spécifiques découlant de l'environnement économique réel ;

- Avons évalué l'exhaustivité et l'exactitude des données utilisées dans le processus de calcul ; et

- Evaluation de la pertinence des divulgations et des politiques comptables dans les états financiers.

Des spécialistes IFRS 9 et des experts économistes ont été engagés pour soutenir l'équipe d'audit dans certains aspects de ces procédures.

Sur la base des preuves obtenues à partir des procédures énumérées ci-dessus, nous considérons que l'estimation de la dépréciation des instruments financiers en vertu de l'IFRS 9 est raisonnable.

Nous avons traité le risque d'audit lié à l'affaire d'audit clé en effectuant les procédures suivantes :

- Avons mis à jour notre compréhension du processus d'évaluation de bout en bout, y compris les rôles et responsabilités des trois lignes de défense, la collaboration entre les départements et les systèmes informatiques impliqués dans le calcul de la vérification indépendante des prix (VPI) et de l'ajustement de la juste valeur (Fair value adjustment, FVA) ;

- Avons testé la conception, la mise en œuvre et l'efficacité opérationnelle des contrôles clés qui sous-tendent l'évaluation des prêts négociés de niveau 3 et des avances aux clients à la juste valeur par le biais du bénéfice ou de la perte dans les registres comptables, y compris les contrôles d'application informatique pertinents. Cela comprenait les contrôles relatifs au calcul de l'IPV et de la FVA, le caractère approprié des sources de tarification externes, la résolution des conflits de marge, l'IPV collatéral ;

- Avons évalué l'adéquation de la tolérance aux différences de prix (écarts faibles et infranchissables, seuil tolérable) ;

- Avons mis à jour notre compréhension et évalué la gouvernance du modèle (évaluation du risque interne, fréquence d'examen, identification et suivi des limitations du modèle) ;

- Avons évalué la sensibilité de l'évaluation aux jugements d'experts et avons conclu à leur pertinence ;

- Examen de la méthodologie d'évaluation et du calcul sous-jacent pour un échantillon d'instruments. Les hypothèses clés contestées sous-tendant l'évaluation faite par la direction, y compris l'observabilité des paramètres, les dérogations à la direction et le nivellement appliqué ; et

- Avons examiné la conformité des divulgations de juste valeur aux normes IFRS 13, y compris la mise à niveau des actifs et passifs, les transferts à l'intérieur et à l'extérieur du niveau 3, et les sensibilités aux principaux intrants non observables.

Sur la base des preuves obtenues à partir des procédures énumérées ci-dessus, nous considérons que l'estimation de l'évaluation des prêts négociés de niveau 3 et des avances aux clients à la FVTPL est raisonnable.

## Notre application de la matérialité

Nous appliquons le concept de matérialité dans la planification et la réalisation de l'audit et dans l'évaluation de l'impact des déclarations erronées, le cas échéant. La matérialité est l'expression de l'importance relative d'une question dans le contexte des états financiers. Des inexactitudes dans les états financiers sont importantes si elles peuvent influencer, individuellement ou globalement, les décisions économiques des utilisateurs prises sur la base de ces états financiers.

Le champ d'application de l'audit a été influencé par le seuil de matérialité. Nous avons fixé un certain seuil de matérialité. Avec des considérations qualitatives, ces limites nous ont aidés à déterminer la portée de notre audit, ainsi que la nature, le délai et l'étendue de nos procédures d'audit sur les sujets de l'état financier individuel et les publications. Elles ont aussi permis d'évaluer l'effet des inexactitudes, tant individuellement que pour les états financiers dans leur ensemble. Sur la base de notre jugement professionnel, nous avons déterminé le seuil de matérialité pour les états financiers dans leur ensemble comme suit :

Matérialité générale	160 millions USD
Comment l'avons-nous déterminé	1 % de l'actif net
Justificatif pour référence appliqué	Nous considérons l'actif net comme un indicateur clé sur lequel les utilisateurs des états financiers se concentrent.
Importance relative de la performance	112 millions USD  L'importance relative de la performance est définie pour réduire à un niveau suffisamment bas la probabilité que l'ensemble des inexactitudes non corrigées et non détectées dans les états financiers dépassent l'importance relative pour les états financiers dans leur ensemble.  Nous déterminons que 70 % (2023 : 60 %) de l'importance relative globale sont appropriés, ce qui reflète un certain nombre de facteurs : l'historique des anomalies, l'évaluation des risques et le risque d'agrégation, ainsi que l'efficacité des contrôles.
Seuil de déclaration	Nous avons convenu avec les personnes chargées de la gouvernance que nous déclarerions les erreurs identifiées lors de l'audit au-delà de 4,81 millions USD, ainsi que les erreurs inférieures à ce montant qui, de notre point de vue, garantissent un bon rapport pour des raisons de qualité.

## Aperçu du champ d'application de l'audit

Dans le cadre de la conception de notre audit, nous avons évalué le risque d'anomalies significatives dans les états financiers, qu'elles soient dues à une fraude ou à une erreur, puis nous avons conçu et exécuté des procédures d'audit répondant à ces risques. En particulier, nous avons examiné où les administrateurs ont porté des jugements subjectifs, tels que des hypothèses sur des estimations comptables significatives.

Nous avons adapté la portée de notre audit afin de nous assurer que nous avons effectué suffisamment de travail pour pouvoir donner une opinion sur les états financiers dans leur ensemble. Nous avons utilisé les résultats d'une évaluation des risques, notre compréhension de la Société, de son environnement, de ses contrôles et de ses processus commerciaux critiques, pour prendre en compte des facteurs qualitatifs afin de garantir que nous obtenions une couverture suffisante pour tous les postes des états financiers. Lorsque le travail était exécuté par d'autres auditeurs, nous avons déterminé le niveau d'implication dont nous avons besoin dans leur travail d'audit et émis et convenu des instructions d'audit pour nous assurer que les pièces justificatives obtenues pour l'audit étaient suffisantes pour servir de base pour notre avis sur les états financiers dans leur ensemble.

La nature, le délai et la portée des travaux ayant un impact sur l'avis de l'audit ont été déterminés et surveillés par nous-mêmes. Lorsque des tâches étaient réalisées par d'autres auditeurs, notre implication dans ces tâches couvrait des réunions entre les autres auditeurs concernés et les membres responsables des équipes chargées des relations avec les auditeurs, la révision des résultats de leurs procédures d'audit, y compris la nature, le délai et l'étendue du travail ayant un impact sur l'avis de l'audit, ainsi que des communications fréquentes par l'équipe chargée des relations avec les auditeurs afin de corroborer le fait que notre plan d'audit avait été exécuté correctement.

## Autres informations

Les administrateurs sont responsables des autres informations. Les autres informations couvrent toutes les informations figurant dans le rapport annuel des administrateurs et dans les états financiers, hormis les états financiers et notre rapport d'audit correspondant. Notre avis sur les états financiers ne couvre pas les autres informations et, par conséquent, nous n'exprimons pas, sauf dans la mesure où le rapport le mentionne expressément, une quelconque forme de conclusion de garantie à ce sujet.

Notre responsabilité consiste à lire les autres informations, et ainsi à voir si ces dernières sont substantiellement incohérentes avec les états financiers ou les connaissances que nous avons obtenues lors de l'audit, ou si elles semblent substantiellement erronées de toute autre manière. Si nous identifions des incohérences substantielles ou des erreurs apparemment importantes, nous sommes tenus de déterminer s'il y a une erreur substantielle dans les états financiers ou une erreur substantielle dans les autres informations. Si, sur la base des travaux que nous avons réalisés, nous concluons qu'il y a une erreur substantielle dans ces autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet effet.

## Opinions sur les autres éléments indiqués par le Companies Act de 2014

A notre avis, sur la base du travail réalisé dans le cadre de l'audit, nous pouvons rapporter que :

- Les informations fournies dans le rapport des administrateurs de l'exercice concerné par les états financiers sont alignées sur ces états financiers ;
- Les parties du rapport des administrateurs spécifiées pour notre examen, qui n'incluent pas les rapports sur le développement durable lorsque la Partie 28 de la Loi sur les sociétés de 2014 l'exige, ont été préparées conformément à la Loi sur les sociétés de 2014 ;
- Les registres comptables de la Société étaient suffisants pour permettre un audit correct des états financiers ; et que
- les états financiers concordent avec les registres comptables.

Nous avons obtenu, à notre connaissance et selon notre conviction, l'ensemble des informations et des explications que nous considérons nécessaires à notre audit.

## Éléments sur lesquels nous devons exceptionnellement établir un rapport

A la lumière de la connaissance et de la compréhension de la Société et de son environnement obtenues au cours de l'audit, nous n'avons identifié aucune inexactitude dans le rapport des administrateurs.

La Loi sur les sociétés de 2014 nous oblige à vous signaler si, à notre avis, les exigences de l'une des sections 305 à 312 de la Loi, qui se rapportent aux divulgations de la rémunération et des transactions des administrateurs, ne sont pas respectées par la Société. Nous n'avons rien à signaler à cet effet.

## Responsabilités respectives

### *Responsabilités concernant les déclarations des administrateurs et les états financiers*

Comme expliqué plus en détail dans la déclaration des responsabilités des administrateurs à la page 1, les administrateurs sont responsables de la préparation des états financiers conformément au cadre de reporting financier applicable, qui donne une image fidèle et pour tout contrôle interne que la direction détermine nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'inexactitudes significatives, que ce soit en raison d'une fraude ou d'une erreur.

Lors de la préparation des états financiers, les administrateurs doivent évaluer la capacité de la Société à continuer ses activités en cours, en divulguant le cas échéant les questions sur les affaires en cours et en utilisant la base comptable de continuité de l'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Société ou de cesser les activités, ou si elle n'a pas d'autre alternative réaliste.

### *Responsabilités de l'auditeur concernant l'audit des états financiers*

Nos objectifs consistent à obtenir une garantie raisonnable du fait que les états financiers dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes substantielles, qu'elles soient dues à une fraude ou à une erreur, et à établir un rapport d'audit qui inclut notre opinion. Une garantie raisonnable consiste en un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit mené conformément aux ISA (Irlande) détectera toujours une inexactitude importante éventuelle. Des inexactitudes peuvent survenir suite à une fraude ou à une erreur, et sont considérées comme substantielles lorsqu'elles peuvent, individuellement ou ensemble, influencer raisonnablement les décisions économiques des utilisateurs prises sur la base de ces états financiers.

Les irrégularités, y compris la fraude, sont des cas de non-respect des lois et réglementations. Nous concevons des procédures conformes à nos responsabilités, décrites ci-dessus, afin de détecter les inexactitudes importantes concernant les irrégularités, y compris la fraude. La mesure dans laquelle nos procédures sont capables de détecter les irrégularités, y compris la fraude, est détaillée ci-dessous.

Sur la base de notre compréhension de la Société et de son secteur, nous avons identifié que les principaux risques de non-conformité aux lois et réglementations liées à l'environnement réglementaire de la Banque centrale d'Irlande dans lequel la Société opère, et nous avons examiné dans quelle mesure la non-conformité pourrait avoir un effet significatif sur les états financiers.

Dans l'identification et l'évaluation des risques d'anomalies significatives en ce qui concerne les irrégularités, y compris le non-respect des lois et réglementations, nos procédures comprenaient, sans s'y limiter :

- Obtenir une compréhension du cadre juridique et réglementaire applicable à la Société et au secteur dans lequel elle opère ;
- Discuter avec les administrateurs et la direction de la conformité de la Société aux lois et réglementations, et discuter des politiques et procédures en place concernant la conformité aux lois et réglementations ;
- Inspection de la correspondance avec la Banque centrale d'Irlande ;

- Examen des procès-verbaux des réunions du Conseil d'administration, des réunions du Comité d'audit et des réunions du Comité des risques ;
- Evaluer comment la Société garantit la conformité aux exigences de capitaux et de liquidités imposées en externe ;
- Discuter au sein de l'équipe d'engagement des lois et réglementations identifiées, et prendre en compte toute indication de non-conformité ; et
- Se concentrer sur des domaines de lois et réglementations qui pourraient raisonnablement avoir un effet important sur les états financiers, tels que la législation fiscale, la loi sur les banques centrales de 1942-2014 et la loi sur les sociétés de 2014.

Nos procédures relatives à la fraude comprenaient, sans s'y limiter :

- Enquêter auprès des administrateurs et de la direction sur la connaissance d'une fraude réelle, suspectée ou présumée ;
- Comprendre les contrôles internes mis en place pour atténuer les risques liés à la fraude ;
- Discuter au sein de l'équipe de mission des risques de fraude tels que les opportunités de manipulation frauduleuse des états financiers et déterminer les principaux risques ;
- Identifier toutes les écritures de journal manuelles visant à manipuler les performances financières ;
- Evaluer tout préjugé de la direction par le biais de jugements et d'hypothèses dans des estimations comptables significatives ;
- Examiner toute transaction exceptionnelle ou inhabituelle importante ; et
- Traiter les risques de fraude par le contournement des contrôles par la direction, en effectuant des tests d'entrée de journal.

La responsabilité principale de la prévention et de la détection des irrégularités, y compris la fraude, incombe à la fois aux responsables de la gouvernance et de la gestion. Comme pour tout audit, il restait un risque de non-détection d'irrégularités, car celles-ci peuvent impliquer une collusion, une falsification, des omissions intentionnelles, des fausses déclarations ou le contournement des contrôles internes.

Suite à nos procédures, nous n'avons identifié aucune question d'audit clé relative aux irrégularités. Les risques d'anomalies significatives qui ont eu le plus grand effet sur notre audit, y compris la fraude, sont abordés dans la section « Questions clés d'audit » de ce rapport.

Une plus ample description de nos responsabilités concernant l'audit de ces états financiers est disponible sur le site Web de l'autorité de surveillance de la comptabilité et de l'audit irlandais à l'adresse : [http://www.iaasa.ie/getmedia/b2389013-1cf6-458b-9b8f-a98202dc9c3a/Description\\_of\\_auditors\\_responsibilities\\_for\\_audit.pdf](http://www.iaasa.ie/getmedia/b2389013-1cf6-458b-9b8f-a98202dc9c3a/Description_of_auditors_responsibilities_for_audit.pdf). Cette description fait partie intégrante du rapport d'audit.

## Autres questions que nous sommes tenus de traiter

Suivant les recommandations du Comité d'audit, nous avons été nommés par la Société le 11 août 2021 afin d'auditer les états financiers pour l'exercice s'étant achevé le 31 décembre 2021 et pour les périodes financières suivantes. La période totale d'engagement ininterrompu, y compris les renouvellements et renouvellements précédents, est de 4 ans.

Les services non liés à l'audit interdits par la Norme éthique de l'IAASA n'ont pas été fournis à la Société et nous restons indépendants de la Société dans la conduite de notre audit.

Notre avis d'audit est cohérent avec le rapport supplémentaire au Comité d'audit que nous sommes tenus de fournir conformément à ISA (Irlande) 260.

## L'objectif de notre travail d'audit et à qui nous devons nos responsabilités

Notre rapport est uniquement adressé aux membres de la Société, en tant qu'organe, conformément à la Section 391 de la Loi sur les sociétés de 2014. Notre travail d'audit a été entrepris afin que nous puissions indiquer aux membres de la Société les questions que nous sommes tenus de leur indiquer dans un rapport d'auditeur et à aucune autre fin. Dans toute la mesure permise par la loi, nous n'acceptons ni n'assumons de responsabilité envers quiconque autre que la Société et les membres de la Société, en tant qu'organe, pour notre travail d'audit, pour ce rapport ou pour les opinions que nous avons formées.

**Tommy Doherty**

Pour et au nom de Forvis Mazars  
Cabinet d'experts comptables et d'audit légal  
Harcourt Centre, bloc 3  
Harcourt Road  
Dublin 2  
Date : 25 mars 2025

## COMPTE DE RESULTAT

	Remarque	2024 Millions USD	2023 Millions USD
Produits d'intérêts		3 497	2 927
Charges d'intérêts		(2 264)	(1 838)
<b>PRODUITS NETS D'INTERETS</b>	4	<b>1 233</b>	<b>1 089</b>
Produits des honoraires et commissions		518	479
Charges des honoraires et commissions		(50)	(128)
<b>PRODUITS NETS DES HONORAIRES ET COMMISSIONS</b>	5	<b>468</b>	<b>351</b>
Revenu net de négociation		294	292
Résultat net des autres instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat	6	162	166
Autres produits du résultat d'exploitation	7	1 104	1 122
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION TOTAL</b>		<b>3 261</b>	<b>3 020</b>
Frais de personnel	8	(623)	(594)
Dépréciation et amortissement	22,23	(34)	(32)
Autres charges d'exploitation	9	(753)	(635)
Dépréciation (charge)/mainlevée pour pertes de crédit	15	(90)	80
<b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION</b>		<b>(1 500)</b>	<b>(1 181)</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>		<b>1 761</b>	<b>1 839</b>
Impôt sur le résultat courant	13	(432)	(392)
<b>BENEFICE DE L'EXERCICE FINANCIER</b>		<b>1 329</b>	<b>1 447</b>

Aucune activité abandonnée au cours de l'année.

## COMPTE DE RESULTAT GLOBAL

	2024 Millions USD	2023 Millions USD
Bénéfice de l'exercice financier	1 329	1 447
<b>Autres produits du résultat global :</b>		
<b>Postes pouvant être reclassés ultérieurement en profit ou en perte :</b>		
Ecart de change	(37)	47
Mouvement en juste valeur des obligations non garanties à la FVOCI	(1)	5
<b>Postes qui ne seront pas reclassés en profit ou en perte :</b>		
Remesure de l'obligation de prestations définies (note 34)	1	(11)
Transfert de l'impôt différé relatif au déficit de retraite	—	3
	(37)	44
<b>Résultat global total de l'exercice financier</b>	<b>1 292</b>	<b>1 491</b>



## ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE

	Remarque	2024 Millions USD	2023 Millions USD
<b>ACTIFS</b>			
Liquidités détenues auprès des banques centrales	14	23 077	17 142
Effets à recevoir liés au marché et aux clients	16	1 819	1 427
Prêts et avances aux banques	17	8 444	8 848
Prêts et avances aux clients	18	32 278	32 071
Prise en pension	19	12 638	9 580
Actifs détenus à des fins de transactions	20	1 525	1 353
Titres de placement	21	2 207	2 273
Instruments financiers dérivés	42	2 931	2 579
Immobilisations corporelles	22	42	41
Droit d'utilisation des actifs	23	77	89
Impôts différés actifs bruts	25	84	77
Autres actifs	24	332	439
<b>TOTAL DES ACTIFS</b>		<b>85 454</b>	<b>75 919</b>
<b>PASSIFS</b>			
Impôts différés passifs	25	—	—
Dépôts par des banques	26	15 743	15 422
Dépôts par des clients	27	46 008	38 716
Dettes liées au marché et aux clients	28	1 287	848
Prise en pension	29	128	—
Titres de créance	30	1 176	1 224
Instruments financiers dérivés	42	3 809	3 722
Passifs financiers désignés à la juste valeur	42	238	17
Autres passifs	31	801	999
Comptes de régularisation	33	152	137
Obligations au titre des prestations de retraite	34	85	103
<b>TOTAL DES PASSIFS</b>		<b>69 427</b>	<b>61 188</b>
<b>CAPITAL ET RESERVES</b>			
Capital social émis	35	32	32
Compte de primes d'émission	36	9 061	9 061
Autres réserves	36	38	76
Compte de résultat		6 896	5 562
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES</b>		<b>16 027</b>	<b>14 731</b>
<b>TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES</b>		<b>85 454</b>	<b>75 919</b>

Ces états financiers ont été approuvés par le Conseil d'administration et autorisés à la publication le 24 mars 2025.

**F. Vicario**  
Administrateur

**J.H. Lee**  
Administrateur

**P.M. Donofrio**  
Administrateur

**S. McGuinness**  
pour, et au nom de Merrill Lynch  
Corporate Services Limited  
Secrétaire de la société

## ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

	Capital social appelé Millions USD	Compte de primes d'émission Millions USD	Autres réserves Millions USD	Compte de résultat Millions USD	Total des capitaux propres Millions USD
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2024	32	9 061	76	5 562	14 731
<b>Résultat global de l'exercice</b>					
Bénéfices de l'exercice	—	—	—	1 329	1 329
Ecart de change	—	—	(37)	—	(37)
Mouvement en juste valeur des titres de créance à la FVOCI	—	—	(1)	—	(1)
Gain actuariel relatif aux régimes de retraite (net d'impôt différé)	—	—	—	1	1
<b>Résultat global total de l'exercice</b>	—	—	(38)	1 330	1 292
Refacturation des frais de paiement basés sur la part du groupe	—	—	—	(85)	(85)
Paievements du groupe fondés sur des actions	—	—	—	89	89
Apport en capital	—	—	—	—	—
<b>Au 31 décembre 2024</b>	<b>32</b>	<b>9 061</b>	<b>38</b>	<b>6 896</b>	<b>16 027</b>

	Capital social appelé Millions USD	Compte de primes d'émission Millions USD	Autres réserves Millions USD	Compte de résultat Millions USD	Total des capitaux propres Millions USD
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2023	32	9 061	28	4 118	13 239
<b>Résultat global de l'exercice</b>					
Bénéfices de l'exercice	—	—	—	1 447	1 447
Ecart de change	—	—	47	—	47
Mouvement en juste valeur des titres de créance à la FVOCI	—	—	5	—	5
Pertes actuarielles liées aux régimes de retraite	—	—	—	(8)	(8)
<b>Résultat global total de l'exercice</b>	—	—	52	1 439	1 491
Refacturation des frais de paiement basés sur la part du groupe	—	—	—	(65)	(65)
Paievements du groupe fondés sur des actions	—	—	—	70	70
Apport en capital	—	—	(4)	—	(4)
<b>Au 31 décembre 2023</b>	<b>32</b>	<b>9 061</b>	<b>76</b>	<b>5 562</b>	<b>14 731</b>

## NOTES ACCOMPAGNANT LES ETATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

### 1. Informations générales sur la Société

La Société est une société à activité désignée, constituée et domiciliée en République d'Irlande, avec des succursales au Royaume-Uni (« RU »), en Belgique, en France, en Allemagne, en Grèce, en Italie, au Luxembourg, aux Pays-Bas, en Espagne, en Suède et en Suisse, en plus de son siège social irlandais. Le siège social est situé Two Park Place, Hatch Street, Dublin 2.

La Société propose un large éventail de services financiers et s'inscrit dans les opérations de marché et dans les services bancaires et financiers mondiaux de BAC dans les régions Europe et Moyen-Orient et Afrique (Europe, the Middle East and Africa, « EMEA »). Parmi ses clients figurent principalement des grands groupes multinationaux, des institutions financières, des gouvernements et des entités gouvernementales. La Société est en mesure de traiter avec des clients provenant du monde entier et de réaliser des transactions dans l'Espace économique européen (« EEE ») et autres marchés appartenant à la région EMEA.

En plus de services financiers, la Société a, durant l'année, proposé des services de soutien aux autres sociétés du groupe BAC de la région EMEA. Les services fournis comprennent notamment le soutien informatique (« IT ») et opérationnel, le soutien administratif et ressources humaines (« RH ») et les services immobiliers.

La société mère immédiate de la Société est BANA, une société constituée dans le Delaware. La société mère immédiate de la Société est BANA et la société mère ultime et partie contrôlante est BAC, qui est établie et constituée conformément aux lois de l'Etat du Delaware, aux Etats-Unis d'Amérique.

BAC est la société mère du plus grand groupe et du plus petit groupe de la Société, pour laquelle les états financiers du groupe sont préparés. Des exemplaires des états financiers consolidés de BAC peuvent être obtenus sur l'un des sites Web suivants : <http://investor.bankofamerica.com> ou [www.sec.gov/](http://www.sec.gov/).

Les états financiers ont été préparés conformément à la Loi sur les compagnies 2014, à la norme d'information financière 100 (Financial Reporting Standard 100, « FRS 100 ») : Application des exigences d'informations financières et norme d'informations financière 101 (« FRS 101 ») : Cadre de divulgation réduite. Certains ajustements de conformité ont été effectués dans les exercices antérieurs pour se conformer à la présentation de la période actuelle.

Les normes FRS 100 et FRS 101 définissent les exemptions de divulgation de chaque état financier des entités qui, sans cela, suivraient les exigences de reconnaissance, d'analyse et de divulgation des normes internationales d'information financière adoptées par l'Union européenne (« UE - IFRS adoptées »). Toute référence aux normes comptables dans ces états financiers se référera aux normes internationales d'information financière (« IFRS ») et aux normes comptables internationales (International Accounting Standards, « IAS ») en vigueur.

Les états financiers ont été préparés selon le principe du coût historique et ont été modifiés pour intégrer certains actifs et passifs à la juste valeur. La Société ne tient pas à jour les informations de coût historique sur les postes à la juste valeur, car il ne s'agit pas d'un élément pertinent pour ses activités.

La préparation des états financiers conformément à la norme FRS 101 requiert d'utiliser certaines estimations comptables critiques. Elle exige également de la direction qu'elle fasse preuve de discernement dans le cadre du processus d'application des méthodes comptables de la Société. Les domaines supposant un plus haut degré d'appréciation ou présentant une plus grande complexité, ou ceux dans lesquels les hypothèses et les estimations présentent une incidence importante sur les états financiers sont indiqués dans la note 3.

Les états financiers sont présentés en dollars américains, qui est également la devise fonctionnelle de la Société, et toutes les valeurs sont arrondies au million le plus proche, sauf indication contraire. Les transactions en devise sont converties en devise fonctionnelle en utilisant les taux de change applicables aux dates des transactions.

Les administrateurs ont une attente raisonnable, en fonction de la performance actuelle et anticipée prévue, du capital et de la position de liquidité, que la Société poursuivra ses activités pendant une période d'au moins 12 mois à compter de la date d'approbation du rapport annuel et des états financiers. Les administrateurs n'ont connaissance d'aucune incertitude importante susceptible de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre ses activités pendant au moins cette période de 12 mois. Les états financiers ont donc été préparés selon le principe de continuité. Les divulgations concernant le risque de liquidité et la gestion du capital sont présentées dans la note 41.

Ces états financiers ont été approuvés par le Conseil d'administration et autorisés à la publication le 24 mars 2025. Les administrateurs ont le pouvoir de modifier et de réémettre les états financiers.

Ces états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 sont les états financiers individuels de la Société.

La Société a tiré parti du cadre d'information réduit suivant, prévu par la norme FRS 101 et concernant :

- les exigences des paragraphes 45(b) et 46-52 de l'IFRS 2 – Paiement fondé sur des actions ;
- les exigences IAS 7 – Etat des flux de trésorerie ;
- les exigences des paragraphes 30 et 31 de l'IAS 8 – Règles comptables, modifications des estimations comptables et erreurs ;
- les exigences de l'IAS 24 – Informations relatives aux parties liées pour la divulgation des transactions des parties liées entre deux ou plusieurs membres d'un groupe, étant établi que toute filiale participant à la transaction appartient entièrement à un tel membre ; et
- les exigences de l'IFRS 5 paragraphe 33(c) de divulguer les flux de trésorerie nets attribuables aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement des activités abandonnées.

## 2. METHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES

Les principales règles comptables appliquées de façon constante tout au long de l'exercice actuel et antérieur, sont présentées ci-dessous.

### 2.1 NOUVELLES NORMES ET NORMES MODIFIEES ADOPTEES PAR LA SOCIETE

Au cours de l'année en cours, la Société a appliqué un certain nombre d'amendements aux normes comptables IFRS émises par l'International Accounting Standards Board (IASB) qui sont obligatoirement en vigueur pour une période comptable commençant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, lorsque leur adoption n'a eu aucun impact significatif sur les divulgations ou sur les montants déclarés dans ces états financiers.

#### **Normes émises mais pas encore en vigueur**

Il existe plusieurs nouvelles normes et modifications aux normes publiées, mais pas encore obligatoires pour la période de rapport actuelle. Dans la mesure où, ce qui est connu ou raisonnablement estimable, aucun de ces développements, à l'exception de l'IFRS 18, ne devrait avoir d'impact significatif sur les états financiers de la Société au cours de la période d'application initiale.

#### *Présentation et divulgation IFRS 18 dans les états financiers*

En avril 2024, l'IASB a publié l'IFRS 18, qui remplace la présentation des états financiers de l'IAS 1. L'IFRS 18 introduit de nouvelles exigences de présentation dans l'état des profits et pertes, y compris les totaux et sous-totaux spécifiés. En outre, les entités sont tenues de classer tous les revenus et dépenses dans le compte de résultat dans l'une des cinq catégories suivantes : exploitation, investissement, financement, impôts sur le revenu et activités abandonnées, dont les trois premières sont nouvelles.

Elle exige également la divulgation de mesures de performance nouvellement définies par la direction, de sous-totaux de revenus et de dépenses, et comprend de nouvelles exigences pour l'agrégation et la désagrégation des informations financières en fonction des « rôles » identifiés des états financiers primaires (PFS) et des notes.

L'IFRS 18, ainsi que les modifications apportées aux autres normes, entrent en vigueur pour les périodes de déclaration commençant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027, mais une demande antérieure est autorisée et doit être divulguée. La norme IFRS 18 s'appliquera rétrospectivement.

La Société travaille actuellement à identifier tous les impacts que les modifications auront sur les principaux états financiers et les notes aux états financiers.

### 2.2 DEVISES

#### **a. Transactions et soldes**

Les transactions en devise sont converties en devise fonctionnelle en utilisant les taux de change applicables aux dates des transactions. Les gains et pertes sur le marché des changes résultant du règlement de ces transactions et de la conversion des actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères dans la devise fonctionnelle en utilisant les taux de change en vigueur à la date de déclaration sont généralement comptabilisés dans le compte de résultat.

Les évolutions en juste valeur des titres monétaires libellés en devise et classés comme juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« FVOCI ») sont analysées entre les gains et pertes de change résultant de l'évolution du coût amorti du titre et des autres évolutions de la valeur comptable du titre. Les gains et pertes de change liés au coût amorti sont pris en compte dans le compte de résultat et les autres évolutions de la valeur comptable sont pris en compte dans les autres éléments de résultat global.

Les gains et pertes de change sur les actifs et passifs financiers non monétaires comptabilisés à la juste valeur par le résultat (« FVPL ») sont pris en compte dans le compte de résultat comme faisant partie du gain ou de la perte en juste valeur.

Les actifs et passifs non monétaires en devise qui ne sont pas mesurés à la juste valeur ne sont pas convertis à nouveau par la suite pour les mouvements aux taux de change applicables.

**b. Succursales**

Les résultats et la situation financière des succursales qui ont une devise fonctionnelle différente du dollar américain sont traduits comme suit :

- au cours de l'année, les revenus et les dépenses qui ne sont pas dans la devise fonctionnelle de la succursale sont convertis dans le compte de résultat de la succursale au taux de change à la date de la transaction, dans la devise de déclaration de la succursale ;
- à la fin de la période de rapport, les actifs et passifs figurant sur l'état de la situation financière de la succursale sont convertis au taux de change en vigueur à la date de déclaration dans la devise de déclaration du siège social ; et
- les différences de conversion qui en résultent sont comptabilisées dans l'état des autres éléments du résultat global.

**2.3 PRODUITS ET CHARGES D'INTERETS****a. Coût amorti et taux d'intérêt effectif**

Le coût amorti d'un actif financier ou d'un passif financier est le montant auquel l'actif financier ou le passif financier est évalué lors de la comptabilisation initiale, diminué des remboursements de capital, majoré ou diminué de l'amortissement cumulé selon la méthode du taux d'intérêt effectif de toute différence entre ce montant initial et le montant à l'échéance et, pour les actifs financiers, ajusté pour tenir compte de toute provision pour perte sur créances attendue.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les recettes ou les paiements futurs estimés pendant la durée de vie prévue de l'actif financier ou du passif financier à la valeur comptable brute d'un actif financier (c'est-à-dire son coût amorti avant toute dépréciation) ou au coût amorti d'un passif financier.

Lors du calcul du taux d'intérêt effectif pour les instruments financiers autres que les actifs dépréciés, la Société estime les flux de trésorerie en tenant compte de toutes les conditions contractuelles de l'instrument financier, mais ne prend pas en compte les pertes de crédit attendues.

Le calcul du taux d'intérêt effectif inclut l'ensemble des montants payés ou reçus par la Société faisant partie intégrante du rendement global, les coûts de transaction directs supplémentaires attribuables à l'acquisition ou à l'émission d'un instrument financier et toutes autres primes ou escomptes.

**b. Calcul des revenus et charges d'intérêts**

Les revenus et charges d'intérêts de tous les instruments financiers évalués au coût amorti ou à la FVOCI sont comptabilisés pour leur montant couru selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le taux d'intérêt effectif s'applique au montant comptable brut de l'actif financier (pour les actifs sans dépréciation de crédit) ou au coût amorti du passif.

Les revenus et charges d'intérêts sur tous les actifs et passifs de transaction, et les autres instruments financiers évalués à la FVPL, sont comptabilisés en utilisant le taux d'intérêt contractuel dans les bénéfices nets de transaction et le résultat net sur les autres instruments financiers à la FVPL, respectivement.

Les intérêts négatifs sur les actifs financiers mesurés au coût amorti ou FVOCI sont comptabilisés au moyen des charges d'intérêts, et les intérêts négatifs sur les passifs financiers mesurés au coût amorti sont comptabilisés au moyen des produits d'intérêts.

**2.4 PRODUITS NETS DES HONORAIRES ET COMMISSIONS****a) Honoraires liés aux services bancaires d'investissement**

Le résultat de la banque d'investissement comprend notamment les revenus tirés du service d'évaluation des risques, des services de conseil financier et les revenus tirés des frais de syndication. La Société comptabilise les revenus des contrats avec les clients selon l'IFRS 15. Les frais de syndication représentent les honoraires perçus en tant qu'agent responsable de la structuration, des dispositions et de l'administration d'une syndication d'avances. Les revenus sont généralement comptabilisés en fin de transaction, une fois que tous les services ont été rendus et que la Société n'a conservé aucune partie de l'avance pour elle-même ou a conservé une partie au même taux d'intérêt effectif que les autres participants.

Les services de conseil financier consistent en des honoraires gagnés pour aider les clients dans le cadre d'opérations liées à des fusions et acquisitions et à des restructurations financières. Les revenus varient en fonction de la taille et du nombre de services exécutés pour chaque contrat et sont généralement subordonnés à la réussite de la transaction. Les produits sont généralement constatés une fois la transaction terminée et tous les services rendus. De plus, la Société peut gagner des frais fixes dans les opérations de fusion et d'acquisition afin de fournir un avis d'équité, les frais étant constatés lorsque l'avis est remis au client.

**b) Revenus de cartes de crédit**

Les revenus de carte comprennent les frais annuels, les frais de retard et les frais de dépassement de limite, ainsi que les interchanges, les avances en espèces et autres éléments divers provenant des transactions par carte de crédit et de débit et du traitement des transactions par carte pour les commerçants. Les frais d'interchange sont comptabilisés lors du règlement des transactions de paiement par carte de crédit et de débit et sont généralement déterminés sur une base de pourcentage pour les cartes de crédit et des taux fixes pour les cartes de débit basés sur les taux du réseau de paiement correspondant. La quasi-totalité des frais de carte sont comptabilisés à la date de transaction.

**c) Frais de service**

Les frais de service comprennent les frais de dépôt et de prêt. Les frais liés aux dépôts sont des frais gagnés sur les activités de dépôt commercial et sont généralement comptabilisés lorsque les transactions ont lieu ou lorsque le service est exécuté. Les frais liés aux dépôts commerciaux proviennent de l'activité Global Payments Solutions de la Société et comprennent des services de dépôt commercial et de gestion de trésorerie, y compris la gestion de compte, les frais de traite étrangers et d'autres services, tels que la paie, le compte de balayage et d'autres services de gestion de trésorerie.

Les frais liés aux prêts représentent généralement les frais transactionnels gagnés à partir de certains engagements de prêt et garanties financières. Les frais de facilité de prêt et d'arrangement sont reportés et comptabilisés sur la durée de vie de la facilité, lorsqu'il n'est pas considéré comme probable qu'il y ait un prêt résultant par la Société.

La Société a appliqué l'opportunité pratique en vertu de l'IFRS 15 et n'a pas divulgué la valeur des obligations de performance ouvertes au 31 décembre 2024, car ses contrats avec les clients ont généralement une durée fixe inférieure à un an, une durée ouverte avec une période d'annulation inférieure à un an, ou des dispositions qui permettent à la Société de comptabiliser les revenus au montant qu'elle a le droit de facturer.

**2.5 RESULTAT NET DE NEGOCIATION**

Les revenus nets de négociation intègrent les bénéfices et les pertes encourus par l'achat et la vente d'instruments détenus à des fins de transaction, et par leur réévaluation à la juste valeur. Les revenus d'intérêts et de dividendes générés par ces instruments sont également présentés dans le résultat net de négociation. Le résultat net de négociation comprend les gains et pertes sur les instruments dérivés utilisés dans les activités de négociation ainsi que les instruments dérivés détenus dans le but de couvrir l'exposition au marché des changes et toute différence de change associée sur les instruments de la Société sur le marché des changes.

**2.6 RESULTAT NET DES AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS DE LA FVPL**

Le résultat net des autres instruments financiers à la FVPL est lié aux actifs et passifs financiers désignés à la FVPL, aux actifs et passifs non commerciaux évalués obligatoirement à la FVPL et à certains instruments dérivés utilisés pour gérer le risque de crédit lié à ces actifs et passifs. Le résultat net inclut les variations de juste valeur, les intérêts et les dividendes.

**2.7 RESULTAT LIE AUX PRESTATIONS DE SERVICES**

Les revenus des frais de service consistent en des frais versés aux sociétés affiliées pour rémunérer la Société pour les services fournis ou pour rembourser la Société pour les dépenses engagées. Les produits tirés des frais de service sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice lorsque les transactions ont eu lieu ou au fur et à mesure de la fourniture du service, et sont comptabilisés dans les autres produits d'exploitation.

**2.8 IMPOT SUR LE REVENU**

La charge d'impôt de la période comprend les impôts courants et les impôts différés. L'impôt est porté au compte de résultat, sauf s'il concerne des éléments qui ont été comptabilisés dans les autres produits du résultat d'exploitation global ou directement dans les fonds propres. Dans ce cas, l'impôt est également comptabilisé dans les autres produits du résultat d'exploitation global ou dans les fonds propres, respectivement.

La charge ou le crédit d'impôt sur le revenu pour la période est l'impôt payable sur le revenu imposable de la période en cours, ajusté par les variations des actifs et passifs d'impôt différé attribuables aux différences temporaires et aux pertes d'impôt non utilisées.

La charge d'impôt sur le revenu actuelle, y compris l'impôt irlandais sur les sociétés et les impôts étrangers, est calculée sur la base des lois fiscales promulguées ou substantiellement promulguées à la fin de la période de rapport.

Les impôts différés sont comptabilisés au titre des différences temporaires existant entre la base fiscale de l'actif et du passif et leur valeur comptable, tel qu'elle figure dans les états financiers. Les impôts différés sont calculés sur la base des taux d'imposition et des lois en vigueur ou quasiment en vigueur à la date du bilan. Ils sont évalués d'après les taux moyens d'imposition prévus lorsque l'actif d'impôt différé est réalisé ou lorsque le passif d'impôt différé est réglé.

L'actif d'impôt différé n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible sur lequel pourront être imputés les écarts temporaires.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne peuvent être compensés que si la Société a le droit légal de régler les actifs et passifs d'impôts courants et que les montants d'impôts différés sont prélevés par la même autorité fiscale.

Les actifs et passifs fiscaux actuels ne peuvent être compensés que si la Société a le droit légal de compenser et l'intention de régler sur une base nette.

Les impôts courants et différés sont comptabilisés en résultat.

## 2.9 ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS - COMPTABILISATION ET MESURE INITIALES

La Société comptabilise les dettes financières dans l'état de la situation financière lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de cet instrument. Les achats et ventes réguliers d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction, date à laquelle la Société s'engage à acheter ou à vendre les actifs.

En règle générale, les instruments financiers de financement (prêts et dépôts, par exemple) sont comptabilisés et décomptabilisés à la date de règlement dans l'état de la situation financière, et les instruments de négociation (par exemple, titres de créance, instruments dérivés) sont comptabilisés et décomptabilisés à la date de transaction.

Pour la comptabilisation initiale des actifs financiers classés comme mesurés au coût amorti ou FVOCI, la Société les mesure à la juste valeur plus ou moins les coûts de transaction qui sont incrémentiels et directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission de l'actif financier ou du passif financier, tels que les commissions et commissions. Immédiatement après la comptabilisation initiale, la Société comptabilise une provision pour perte sur créances attendue pour les actifs financiers évalués au coût amorti et les investissements dans des obligations non garanties évaluées selon la méthode de la juste valeur, comme décrit à la note 2.12 ci-dessous, qui se traduit par une perte comptable comptabilisée en résultat lorsqu'un actif est nouvellement créé.

Pour la comptabilisation initiale des actifs ou passifs financiers classés comme étant évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat, la Société les mesure initialement à la juste valeur avec tous les coûts de transaction passés en charges dans le compte de résultat.

## 2.10 RECONNAISSANCE DU BÉNÉFICE ET DE LA PERTE DU PREMIER JOUR

Lorsque le prix de transaction de l'instrument diffère de la juste valeur à l'origine et que la juste valeur est basée sur une technique d'évaluation utilisant uniquement des données observables dans les transactions de marché, la Société reconnaît la différence entre le prix de transaction et la juste valeur, dans le revenu net de négociation. Dans les cas où la juste valeur est basée sur des modèles pour lesquels certaines des entrées ne sont pas observables, la différence entre le prix de transaction et la juste valeur est différée jusqu'à ce que la juste valeur de l'instrument puisse être déterminée à l'aide d'entrées observables sur le marché ou que l'instrument soit éliminé ou réglé.

## 2.11 ACTIFS FINANCIERS - CLASSIFICATION ET MESURES ULTÉRIEURES

La Société classe ses actifs financiers tels que mesurés à : coût amorti, FVOCI ou FVPL.

Un actif financier est classé tel que mesuré au coût amorti s'il remplit les deux conditions suivantes et n'est pas désigné comme étant à la FVPL :

- L'actif est détenu dans un modèle d'entreprise dont l'objectif est de détenir des actifs pour collecter des flux de trésorerie contractuels : et
- Les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates précises, à des flux de trésorerie qui sont uniquement des paiements de capital et d'intérêts sur le montant principal impayé (le « test SPPI »).

Un instrument de la dette n'est classé comme mesuré à la FVOCI que s'il remplit les deux conditions suivantes et n'est pas désigné comme étant à la FVPL :

- L'actif est détenu dans un modèle commercial dont l'objectif est atteint à la fois par la collecte de flux de trésorerie contractuels et la vente d'actifs financiers : et
- Le test SPPI ci-dessus est satisfait.

### *Modèle commercial*

Le modèle commercial reflète la façon dont la Société gère les actifs afin de générer des flux de trésorerie. C'est-à-dire si l'objectif de la Société est uniquement de percevoir les flux de trésorerie contractuels des actifs ou de percevoir à la fois les flux de trésorerie contractuels et les flux de trésorerie découlant de la vente d'actifs. Si aucun de ces éléments n'est applicable (par ex., des actifs financiers sont détenus à des fins de transaction, sont conservés de manière à maximiser les flux de trésorerie par la vente ou sont gérés selon la méthode de la juste valeur), ils sont

alors classés comme faisant partie d'un « autre » modèle d'entreprise et sont mesurées à la FVPL. Les facteurs pris en considération par la Société dans la détermination du modèle commercial d'un groupe d'actifs sont les suivants :

- Expérience passée sur la façon dont les flux de trésorerie des actifs ont été collectés ;
- Comment la performance de l'actif est évaluée et rapportée au personnel clé de la direction ;
- Comment les risques sont évalués et gérés ; et
- Comment les gestionnaires sont rémunérés.

#### *Test SPPI*

Lorsque le modèle commercial consiste à détenir des actifs pour recueillir des flux de trésorerie contractuels ou pour percevoir les flux de trésorerie contractuels et les vendre, la Société évalue si les flux de trésorerie des instruments financiers remplissent le critère de l'SPPI. Pour procéder à cette évaluation, la Société examine si les flux de trésorerie contractuels concordent avec un accord de prêt élémentaire, c'est-à-dire que l'intérêt ne tient compte que de la valeur temps de l'argent, des risques de crédit, des autres risques de prêt élémentaires et d'une marge bénéficiaire compatible avec un accord de prêt de base. Lorsque les conditions contractuelles introduisent une exposition au risque ou à la volatilité incompatibles avec un arrangement de prêt de base, l'actif financier connexe est classé et mesuré à la FVPL.

Lors de la comptabilisation initiale d'un investissement en actions qui n'est pas détenu à des fins de transaction, la Société peut irrévocablement choisir de présenter les variations de juste valeur ultérieures par le biais des autres éléments du résultat global (Other Comprehensive Income, « OCI »). Ce choix est effectué investissement par investissement. La société n'a pas fait ce choix pour ses investissements en actions.

Tous les autres actifs financiers, y compris les actifs dérivés, sont classés comme mesurés à la FVPL.

En outre, lors de la comptabilisation initiale, la Société peut désigner de manière irrévocable un actif financier qui répond par ailleurs aux exigences permettant d'être évalué au coût amorti ou à la juste valeur par le biais de la FVPL si cela élimine ou réduit de manière significative une asymétrie comptable qui se produirait autrement.

Les actifs financiers ne sont pas reclassés après leur reconnaissance initiale, sauf dans la période qui suit la modification du modèle commercial de la Société pour la gestion des actifs financiers.

## **2.12 DEPRECIATION DES ACTIFS FINANCIERS DETENUS AU COUT AMORTI ET A LA FVOCI**

La société comptabilise des provisions pour pertes sur créances attendues (expected credit loss « ECL ») sur les instruments financiers suivants, qui ne sont pas évalués à la FVPL :

- Actifs financiers qui sont des instruments de dette ;
- Créances locatives ;
- Contrats de garantie financière émis ; et
- Engagements de prêt émis.

La Société fournit des provisions pour pertes sur ces instruments financiers sur la base d'une évaluation interne de l'étendue du risque de crédit d'un instrument financier :

- A un montant égal aux pertes de crédit attendues qui résultent d'événements de défaut attendus dans les 12 mois suivant la date de déclaration pour les instruments financiers sur lesquels le risque de crédit n'a pas augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale et qui n'ont pas été altérés par le crédit lors de la comptabilisation initiale (« Phase 1 » ou « ECL sur 12 mois »).
- pour les instruments financiers sur lesquels le risque de crédit a augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale, mais qui ne sont pas considérés comme ayant une dépréciation du crédit (« Phase 2 » ou « ECL à vie - Prêts n'ayant pas de déficience de crédit »).
- pour les instruments financiers ayant une déficience de crédit, c'est-à-dire déjà en défaut ou non performants (« Phase 3 » ou « ECL à vie - Prêts ayant une déficience de crédit »).

L'ECL sur 12 mois correspond à la partie des ECL résultant d'événements de défaut sur un instrument financier qui sont possibles dans les 12 mois suivant la date de reporting. Les ECL à vie sont les pertes de crédit attendues résultant de tous les événements de défaut possibles au cours de la durée de vie prévue de l'instrument financier.

#### ***Augmentation significative du risque de crédit***

Le débiteur d'une Société a considérablement augmenté le risque de crédit si :

- La probabilité de défaut à la période de déclaration a considérablement évolué par rapport à la probabilité de défaut à la date de début. Une comparaison relative et absolue est utilisée pour mesurer le mouvement.
- Le débiteur est en retard de plus de 30 jours sur toute obligation(s) de crédit importante envers la Société.



**Définition du défaut de paiement**

Le débiteur d'une Société est en défaut si :

- La Société détermine que le débiteur est peu susceptible de payer ses obligations de crédit à la Société en totalité, sans recours par la Société à des actions telles que la réalisation de garanties (si elles sont détenues) ; ou
- Le débiteur est en retard de plus de 90 jours pour toute obligation(s) de crédit importante envers la Société.

Un débiteur en défaut reste en défaut jusqu'à ce que la Société ait une assurance raisonnable du remboursement et de l'exécution de tous les paiements contractuels de principal et d'intérêts sur toutes les expositions de la Société au débiteur (autres que les expositions qui ont été entièrement imputées).

La définition du défaut s'aligne sur celle appliquée par la société à des fins de fonds propres réglementaires.

**Mesure de l'ECL**

Les principaux apports dans la mesure de l'ECL correspondent aux variables suivantes :

- Probabilité de défaut de paiement (Probability of Default « PD ») : probabilité qu'un emprunteur manque à son obligation financière ;
- Perte donnée par défaut (Loss Given Default « LGD ») : l'ampleur de la perte probable en cas de défaut de paiement ; et
- Exposition par défaut (Exposure At Default « EAD ») : l'exposition prévue en cas de défaut de paiement.

L'ECL est déterminée en projetant la PD, LGD et EAD pour chaque mois à venir et pour chaque exposition individuelle. La Société tire généralement ces paramètres de modèles statistiques développés en interne en fonction des données compilées en interne comprenant des facteurs quantitatifs et qualitatifs, ainsi que d'autres données historiques telles que les taux de recouvrement des créances sur des contreparties en défaut de paiement.

L'ECL est une estimation pondérée en fonction de la probabilité des pertes de crédit, mesurée comme suit :

- Pour les actifs financiers non dépréciés par crédit (phases 1 et 2) à la date de clôture, la valeur actuelle de toutes les insuffisances de trésorerie (c.-à-d., La différence entre les flux de trésorerie dus à la Société conformément au contrat et les flux de trésorerie que celle-ci s'attend à recevoir) ;
- Pour les actifs financiers dépréciés par crédit phase 3) à la date de clôture, la différence entre la valeur comptable brute et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés ;
- Pour les engagements de prêt non utilisés, la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels dus à la Société si l'engagement est utilisé et les flux de trésorerie que la Société s'attend à recevoir ; et
- Pour les contrats de garantie financière, les paiements prévus pour rembourser le titulaire moins tous les montants que la Société s'attend à recouvrer.

**Définition de la déficience de crédit**

La définition de la dépréciation du crédit pour l'ECL en vertu de l'IFRS 9 comprend les expositions défaillantes telles que définies par l'article 178 du CRR et les expositions non productives.

Par conséquent, la Société considère qu'un actif financier est soumis à une dépréciation de crédit et la phase 3 lorsque :

- les expositions importantes sont échues depuis plus de 90 jours et/ou ;
- l'emprunteur est considéré comme peu susceptible de payer ses obligations de crédit en totalité sans réalisation de la garantie, indépendamment de l'existence d'un montant en souffrance ou du nombre de jours de retard.

Pour évaluer si une exposition est soumise à une dépréciation de crédit, la Société tient compte d'indicateurs qualitatifs tels que les manquements aux clauses restrictives, ainsi que d'indicateurs quantitatifs tels que le statut en souffrance et le non paiement d'autres obligations du même émetteur.

Un prêt qui a été renégocié en raison d'une détérioration de la situation de l'emprunteur est généralement considéré comme ayant une dépréciation de crédit sauf s'il est prouvé que le risque de ne pas recevoir de flux de trésorerie contractuels s'est considérablement réduit et qu'il n'existe aucun autre indicateur de dépréciation.

**Présentation de l'allocation pour ECL dans l'état de la situation financière**

Pour les actifs financiers évalués au coût amorti, la provision pour perte pour l'ECL est présentée en déduction de la valeur comptable brute des actifs. Pour les engagements de prêt et les contrats de garantie financière, l'allocation de perte est présentée comme une provision dans le cadre d'autres passifs.

Pour les obligations non garanties mesurées à la FVOCI, aucune provision pour perte n'est reconnue dans l'état de la situation financière car le montant comptable de ces actifs est leur juste valeur. Toutefois, l'allocation de perte est divulguée et est reconnue dans la réserve de juste valeur, avec une charge correspondante en profit ou en perte.

Un gain ou une perte de dépréciation est comptabilisé dans le compte de résultat au montant des pertes de crédit (ou annulations) prévues nécessaires pour ajuster la provision de perte au montant requis à la date du bilan.

**Radiation**

Les prêts et les titres de créance sont radiés, partiellement ou totalement, lorsqu'il n'existe aucune perspective réaliste de recouvrement. C'est généralement le cas lorsque la Société détermine que l'emprunteur n'a pas d'actifs ou de sources de revenus qui pourraient générer des flux de trésorerie suffisants pour rembourser les montants assujettis à la radiation. Toutefois, les actifs financiers radiés pourraient tout de même faire l'objet d'activités d'exécution afin de se conformer aux procédures de recouvrement des montants dus par la Société. Toute radiation et tout recouvrement sont comptabilisés comme une réduction (ou une augmentation) de l'allocation ECL.

**2.13 PASSIFS FINANCIERS - CLASSIFICATION ET MESURE ULTERIEURE**

La Société classe ses actifs financiers tels que mesurés à : coût amorti, FVOCI ou FVPL. Les passifs financiers sont classés comme mesurés au coût amorti à l'aide de la méthode de l'intérêt effectif, à l'exception des :

- Passifs dérivés détenus à des fins de transaction ou à des fins de gestion des risques et évalués à la juste valeur par le biais de la FVPL ; et
- Engagements de prêt que la Société désigne comme des passifs financiers à la FVPL sont inscrits à l'état de la situation financière à leur juste valeur au début du contrat. Les mouvements à la juste valeur subséquents sont inscrits au compte de résultat dans le revenu net des instruments financiers désignés à la FVPL.

Pour la technique de mesure de la juste valeur des actifs et passifs financiers, veuillez vous reporter à la note 42.

**2.14 DECOMPTABILISATION DES ACTIFS ET DES PASSIFS FINANCIERS**

La Société décomptabilise un actif financier uniquement lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à cet actif financier arrivent à expiration ou qu'elle transfère substantiellement les risques et avantages correspondants à la propriété de l'actif à une autre entité. Si la Société ne transfère pas, mais ne conserve pas non plus la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété et continue à contrôler l'actif transféré, elle comptabilise les intérêts conservés dans l'actif et un passif associé pour un montant qu'elle doit éventuellement payer. Si la Société conserve la quasi-totalité des risques et avantages liés au droit de propriété de l'actif financier transféré, elle continue à comptabiliser cet actif financier ainsi qu'un emprunt garanti pour les produits en espèces perçus.

Lors de la décomptabilisation d'un actif financier, la différence entre la valeur comptable de l'actif (ou la valeur comptable imputée à la partie décomptabilisée de l'actif) et la somme de la contrepartie reçue et de tout gain cumulé comptabilisé dans les autres éléments du résultat global est comptabilisée en résultat.

La Société reconnaît un passif financier lorsque ses obligations contractuelles sont acquittées ou annulées, ou expirent.

Les modifications apportées aux conditions des actifs et des passifs financiers peuvent entraîner une dé-reconnaissance si l'on estime que la modification entraîne l'expiration des droits et obligations contractuels de l'instrument initial, voir la note 2.16 pour plus de détails

**2.15 CESSIONS TEMPORAIRES DE TITRES**

La Société conclut des accords de revente et de rachat et des opérations sur titres empruntés et prêtés pour accommoder les clients et obtenir des écarts de taux d'intérêt (également appelés « opérations appariées »), pour obtenir des titres pour le règlement et pour financer les positions d'inventaire. Ces transactions sont principalement conclues en relation avec des titres achetés dans le cadre d'accords de revente (« accords de rachat inversé ») et des titres vendus dans le cadre d'un accord de rachat (« accords de rachat »).

Les conventions de revente et les conventions de rachat sont comptabilisées comme des opérations de financement garanti. Les contrats de revente sont comptabilisés à un coût amorti, lequel correspond à leurs montants contractuels plus les intérêts courus, ou obligatoires à la FVPL, à la suite de l'évaluation du modèle commercial en vertu de l'IFRS 9. Les contrats de mise en pension sont comptabilisés au coût amorti ou à la juste valeur dans le cadre du choix de l'option de juste valeur afin d'éliminer les discordances comptables. Les accords de revente enregistrés à

la juste valeur sont généralement évalués sur la base de modèles de tarification qui utilisent des intrants avec des niveaux de transparence des prix observables.

Le coupon d'intérêt contractuel sur les contrats de revente au coût amorti est comptabilisé comme produits d'intérêt. Lorsque les accords de revente sont enregistrés à la FVPL, les intérêts sont inclus avec les modifications de la juste valeur des accords de revente et présentés dans le revenu net ou les dépenses d'autres instruments financiers à la FVPL.

La politique de la Société est de prendre possession d'un bien affecté en garantie dont la valeur de marché est supérieure ou égale au montant en principal des prêts assortis des conventions. Pour s'assurer que la valeur de marché des actifs sous-jacents affectés en garantie reste suffisante, l'actif est généralement évalué tous les jours, et la Société peut exiger des contreparties qu'elles apportent une garantie supplémentaire, ou elle peut restituer une partie des actifs affectés en garantie selon le cas.

Les opérations de financement de titres donnent lieu à un risque de crédit négligeable en raison de ces provisions de garantie. Ces instruments sont donc gérés en fonction du risque de marché plutôt que du risque de crédit.

Toutes les activités de revente sont conclues dans le cadre de contrats-cadres donnant à la Société le droit, en cas de défaillance de la contrepartie, de liquider la garantie détenue et de compenser les créances et les dettes avec la même contrepartie. La Société compense certains soldes de contrats de rachat et de revente avec la même contrepartie sur l'état de la situation financière (voir note 2.17 ci-dessous pour la Compensation).

Les titres reçus dans le cadre de conventions de revente et d'emprunt de titres et les titres livrés dans le cadre de conventions de rachat et de prêt de titres ne sont généralement pas comptabilisés ou décomptabilisés dans l'état de la situation financière, car les risques et avantages inhérents à la propriété ne sont ni obtenus ni cédés à la contrepartie.

## 2.16 MODIFICATIONS DE L'ACTIF FINANCIER ET DU PASSIF FINANCIER

Si les conditions d'un actif financier ou d'une dette financière sont modifiées, la Société évalue si les nouvelles conditions de l'instrument modifié sont sensiblement différentes des conditions d'origine. Si les nouvelles conditions sont sensiblement différentes, l'instrument initial est décomptabilisé et un nouvel instrument, basé sur les conditions modifiées, est comptabilisé à la juste valeur. Les différences de valeur comptable sont comptabilisées en résultat en tant que profit ou perte sur décomptabilisation.

Si les conditions contractuelles de l'actif ou du passif modifié comptabilisées au coût amorti ne sont pas substantiellement différentes, la modification n'entraîne pas de décomptabilisation. Au lieu de cela, la Société recalcule la valeur comptable brute de l'instrument financier sur la base des flux de trésorerie révisés de l'instrument financier et comptabilise un gain ou une perte de modification en résultat. La nouvelle valeur comptable brute est recalculée en actualisant les flux de trésorerie modifiés au taux d'intérêt effectif d'origine (ou au taux d'intérêt effectif ajusté en fonction de la qualité du crédit pour les actifs financiers dépréciés acquis ou créés).

Si une telle modification d'un actif financier est effectuée en raison de difficultés financières de l'emprunteur, alors le gain ou la perte est présenté avec des pertes de valeur. Dans d'autres cas, il est présenté comme un revenu d'intérêt.

Lorsque la modification entraîne la décomptabilisation, la date de renégociation est considérée comme la date de comptabilisation initiale aux fins du calcul de la perte de valeur, notamment pour déterminer si une augmentation significative du risque de crédit s'est produite.

Une restructuration peut être considérée comme substantielle sur une base qualitative ou quantitative.

## 2.17 COMPENSATION

Lorsque la Société a légalement le droit et a l'intention de procéder à un règlement net (auprès de l'un de ses créanciers débiteurs), soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément, le solde net dû à ou par la contrepartie.

Les contreparties centrales de compensation (« CCP ») sont évaluées individuellement pour identifier si les critères de règlement net sont satisfaits. Lorsque cela est réalisé, les actifs et passifs faisant face aux CCP sont compensés.

## 2.18 GARANTIES FINANCIERES ET ENGAGEMENTS

Les contrats de garantie financière imposent à l'émetteur d'effectuer des paiements spécifiés pour rembourser le titulaire d'une perte qu'il encourt en cas de défaillance du débiteur à la date d'exigibilité d'un paiement, conformément aux termes de la dette.

Les garanties financières sont initialement comptabilisées dans les états financiers à la juste valeur à la date d'attribution de la garantie. Après la comptabilisation initiale, les engagements de la Société au titre de ces garanties sont évalués au montant le plus élevé de l'évaluation initiale, moins l'amortissement calculé pour comptabiliser dans le compte de résultat les honoraires gagnés sur une base linéaire au cours de la durée de la garantie, et le montant déterminé conformément au modèle ECL tel que détaillé dans la note 2.12. Toute provision pour pertes est comptabilisée comme une provision dans d'autres passifs.

Les engagements de prêts désignés par la Société comme des dettes financières à la juste valeur par le biais du compte de résultat sont comptabilisés selon les principes de la note 2.13.

Les autres engagements de prêt fournis par la Société sont mesurés comme le montant de l'allocation de perte calculée conformément à la note 2.12) toute allocation de perte étant comptabilisée comme une provision dans les autres passifs. La Société n'a pris aucun engagement de fournir des prêts à un taux d'intérêt inférieur à celui du marché, ou pouvant être réglé net en espèces ou par la livraison ou l'émission d'un autre instrument financier.

## 2.19 ESPECES ET EQUIVALENTS D'ESPECES

Les liquidités et équivalents de trésorerie comprennent les espèces en caisse, les dépôts détenus à l'appel auprès d'institutions financières, d'autres investissements à court terme, très liquides, avec des échéances d'origine de trois mois ou moins, qui sont facilement convertibles en montants connus en liquidités et qui sont soumis à un risque négligeable de variations de valeur, et les découverts bancaires. Les découverts bancaires sont indiqués sous « Dépôts par les banques » dans les passifs dans l'état de la situation financière.

## 2.20 ACTIFS ET PASSIFS DE NEGOCIATION

Les actifs et passifs de négociation sont les actifs et passifs que la Société acquiert ou encourt principalement dans le but de vendre ou de racheter à court terme ou qui sont détenus dans le cadre d'un portefeuille qui est géré ensemble pour des bénéfices ou une prise de position à court terme.

Les actifs et passifs de négociation sont initialement comptabilisés et ensuite évalués à la juste valeur dans l'état de la situation financière, les coûts de transaction étant comptabilisés en résultat. Toutes les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans le résultat net de négociation du résultat.

## 2.21 TITRES DE PLACEMENT

Les titres de placement comprennent :

- Titres de participation obligatoirement mesurés à la FVPL ou désignés comme à la FVPL. Ils sont à la juste valeur avec des changements comptabilisés dans le compte de résultat ; et
- Titres de créance évalués à la FVOCI. Ceux-ci sont évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global. Les mouvements de la valeur comptable sont effectués par le biais de l'OCI, à l'exception de la comptabilisation des gains ou pertes de valeur et des intérêts créditeurs, qui sont comptabilisés dans le compte de résultat. Lorsque l'actif financier est décomptabilisé, le gain ou la perte cumulé précédemment comptabilisé dans l'OPC est reclassé des capitaux propres en bénéfices ou pertes. Le revenu d'intérêts de ces actifs financiers est inclus dans le revenu d'intérêts net en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

## 2.22 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les biens, les installations et les équipements sont déclarés au coût moins l'amortissement et toute perte de valeur (voir la note 22 ci-dessous).

La dépréciation est indiquée à des taux calculés pour lisser le coût des actifs financiers, moins leur valeur résiduelle estimée, sur leur durée de vie prévue en fonction des principes suivants :

Améliorations locatives - de 1 à 22 ans  
Matériel de bureau - de 1 à 15 ans

Les valeurs résiduelles et les durées de vie utiles des actifs sont examinées et ajustées, le cas échéant, à la fin de chaque période de déclaration.

Les gains et pertes sur les cessions sont déterminés en comparant les produits à la valeur comptable. Ils sont inclus dans le compte de résultat.

## 2.23 CONTRATS DE CREDIT-BAIL

### Dispositions relatives au bailleur

La Société assure le financement des équipements de ses clients au moyen de différentes dispositions de bailleur de fonds. Les contrats de crédit-bail sont comptabilisés à la somme des paiements de location à recevoir, plus la valeur résiduelle estimée de la propriété louée, moins le produit comptabilisé d'avance, et sont présentés dans les prêts et avances aux clients. Les produits des contrats de crédit-bail sont enregistrés dans les produits d'intérêts en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

## **Dispositions relatives au locataire**

Pour les dispositions relatives au locataire, la Société enregistre séparément les actifs de droit d'utilisation dans la déclaration de situation financière, et les passifs de location dans Autres passifs au début du bail.

La Société a choisi une méthode comptable consistant à ne pas séparer les composantes de location et de non-location d'un contrat qui est, ou contient, un bail pour ses locations de biens immobiliers et d'équipement. Ainsi, les paiements de location représentent des paiements sur des composantes louées et non-louées. Au début du bail, les passifs de location sont comptabilisés en fonction de la valeur actuelle des paiements de crédit-bail restants et actualisés au moyen du taux d'emprunt marginal de la Société. Le droit d'utilisation des actifs est initialement égal à la dette de location, ajustée pour tout paiement de location effectué avant le début de la location et pour toute incitation à la location.

Le droit d'utilisation des actifs est généralement amorti sur la durée de vie utile de l'actif et le terme du bail, sur une base linéaire. Les paiements de location sont répartis entre le coût principal et le coût de financement. Le coût de financement est facturé au profit ou à la perte sur la période de location afin de produire un taux d'intérêt constant sur le solde restant du passif pour chaque période.

## **2.24 DEPRECIATION D'ACTIFS NON FINANCIERS**

Les actifs non financiers sont soumis à des tests de dépréciation lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable peut ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est comptabilisée pour le montant par lequel la valeur comptable de l'actif dépasse son montant recouvrable. La valeur recouvrable est le montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité. Aux fins de l'évaluation de la dépréciation, les actifs sont regroupés aux niveaux les plus bas pour lesquels il existe des entrées de trésorerie identifiables séparément qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie provenant d'autres actifs ou groupes d'actifs (unités génératrices de trésorerie). Les actifs qui ont subi une dépréciation sont examinés pour une éventuelle inversion de la dépréciation à la fin de chaque période de déclaration.

## **2.25 AVANTAGES SOCIAUX**

### **Obligations en matière d'avantages sociaux des employés à court terme**

Les passifs des salaires, y compris les avantages non monétaires et les congés annuels qui devraient être entièrement réglés dans les 12 mois suivant la fin de la période au cours de laquelle les employés rendent le service connexe, sont comptabilisés en ce qui concerne les services des employés jusqu'à la fin de la période de déclaration et sont mesurés aux montants attendus pour être payés lorsque les passifs sont réglés.

### **Obligations post-emploi**

La Société participe à des régimes de retraite à cotisations définies et à prestations définies en République d'Irlande et dans toute l'Europe.

#### *Régimes à cotisations déterminées*

La Société gère un certain nombre de régimes à cotisations définies ; les cotisations sont calculées sous forme de pourcentage du salaire de chaque employé et de son ancienneté. La Société n'a plus d'obligation de paiement une fois que les cotisations ont été payées. Les contributions sont comptabilisées en tant que frais de personnel lorsqu'elles sont dues.

#### *Retraites à prestations définies*

Pour les régimes de retraite à prestations définies, la Société comptabilise un actif ou un passif net, soit la différence entre la valeur actuelle de l'obligation de prestation définie à la fin de la période du bilan et la juste valeur des actifs du régime. L'obligation de prestation définie est calculée chaque année par des actuaires indépendants utilisant la méthode de la projection de l'unité de crédit.

La valeur actuelle de l'obligation de prestation définie est déterminée en déduisant les décaissements futurs estimés en utilisant les taux d'intérêt des obligations d'entreprise de grande qualité et qui ont des dates d'échéance proches des dates de l'obligation de pension y afférente.

Le coût net des intérêts est calculé en appliquant le taux d'actualisation au solde net de l'obligation à prestations définies et à la juste valeur des actifs du régime. Ce coût est inclus dans les coûts de personnel dans le compte de résultat.

Les gains et pertes de réévaluation découlant des ajustements d'expérience et des modifications apportées aux hypothèses actuarielles sont débités ou crédités directement dans les autres éléments du résultat global pour la période au cours de laquelle ils surviennent. Ils sont inclus dans le compte de résultat dans l'état des variations des capitaux propres et dans l'état de la situation financière.

Les variations de la valeur actuelle de l'obligation à prestations définies résultant des amendements ou des réductions du régime sont comptabilisées immédiatement dans le compte de résultat en tant que coûts de service passés.

Le compte de résultat inclut les intérêts facturés ou crédités sur les actifs et passifs de prestations définies, l'impact des frais de réévaluation du marché des changes et des coûts de service.

## 2.26 PAIEMENTS FONDES SUR DES ACTIONS

BAC attribue des avantages de paiement fondé sur des actions aux employés de la Société dans le cadre de différents programmes incitatifs.

Pour la plupart des attributions, les frais sont généralement comptabilisés proportionnellement sur la période d'acquisition, déduction faite des annulations estimées, à moins que l'employé ne soit en mesure de faire valoir ses droits à la retraite. Dans le cas d'attributions accordées aux employés admis à faire valoir leurs droits à la retraite, la Société provisionne la charge l'année précédant l'attribution. Dans le cas des employés qui deviennent admissibles à la retraite au cours de la période d'acquisition, la Société répartit la charge sur la période comprise entre la date d'attribution et la date à laquelle l'employé devient admissible à la retraite, déduction faite des annulations estimées.

Sachant qu'il s'agit de transactions intragroupes fondées sur des actions, toutes les attributions sont traitées par la Société comme des plans dont le paiement est fondé sur des actions, et sont évaluées sur la base de leur juste valeur à la date d'attribution. La juste valeur ainsi déterminée à la date d'attribution est constatée sur la période d'acquisition des droits, en fonction des estimations de la Société sur le nombre d'actions ultérieurement acquises.

La Société a signé un accord de refacturation avec BAC qui l'engage à payer à BAC le prix équitable à la date d'attribution, ainsi que les mouvements suivants à la juste valeur de ces attributions à BAC au moment de la distribution à ses employés. La transaction de paiement fondé sur des actions et l'accord de rétrofacturation créent une charge totale sur le bénéfice et la perte en fonction de la juste valeur de la date d'attribution des attributions ajustée pour les mouvements ultérieurs de la juste valeur de ces attributions avant la livraison.

La juste valeur déterminée à la date d'attribution passée en charge sur la période d'acquisition est comptabilisée sous le coût du personnel, tandis que le mouvement ultérieur de la juste valeur avant la livraison est enregistré dans le revenu des frais de service ou les frais de service.

## 2.27 DISPOSITION

Les provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation légale ou constructive actuelle à la suite d'événements passés, il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour régler l'obligation, et le montant peut être estimé de manière fiable. Les provisions ne sont pas comptabilisées pour les pertes d'exploitation futures.

Les provisions sont mesurées à la valeur actuelle de la meilleure estimation par la direction des dépenses requises pour régler l'obligation actuelle à la fin de la période de déclaration.

## 3. ESTIMATIONS ET JUGEMENTS CRITIQUES DE COMPTABILITE

La préparation des états financiers conformément à la norme FRS 101 nécessite de s'appuyer sur certaines estimations et hypothèses comptables concernant l'avenir. Les estimations comptables qui en résultent seront, par définition, rarement identiques aux résultats réels. La direction doit également apprécier le processus d'application des méthodes comptables de la Société. Les estimations et les hypothèses présentant un risque important d'entraîner des ajustements considérables sur la comptabilisation des actifs et des passifs au cours de l'exercice suivant, sont présentées ci-dessous.

### Estimations

#### (a) Dépréciation d'instruments financiers

La méthode comptable de la Société pour les pertes liées à la dépréciation d'instruments financiers est décrite à la note 2.12. La mesure de la provision pour perte de crédit attendue est un domaine qui nécessite l'utilisation de modèles complexes et hypothèses significatives sur les conditions économiques futures et le comportement des clients. Une explication des saisies, des hypothèses et des techniques d'estimation utilisées pour mesurer l'ECL est fournie à la note 15, qui définit également les sensibilités clés de l'ECL aux changements dans ces éléments.

En appliquant les exigences comptables relatives au calcul de la dépréciation, la Société a rendu des jugements importants, notamment en ce qui concerne l'établissement de groupes d'actifs financiers similaires aux fins de la mesure de l'ECL, et l'établissement du nombre et de pondérations relatives pour les scénarios prospectifs utilisés dans le calcul.

Dans le cadre de l'évaluation des phases en vertu de la norme IFRS 9, la Société applique son jugement pour établir des critères permettant de déterminer si le risque de défaut d'un instrument financier a augmenté de manière considérable depuis la comptabilisation initiale, en prenant en compte des informations raisonnables et justifiables, disponibles sans coûts ni efforts indus. La note 15 fournit des détails supplémentaires sur l'approche de la Société pour déterminer une augmentation importante du risque de crédit.

**(b) Valorisation des instruments financiers**

Les justes valeurs des instruments financiers, qui ne sont pas cotés sur les marchés financiers, sont déterminées au moyen de techniques de valorisation basées sur des modèles comme les modèles d'actualisation des flux de trésorerie, les modèles d'évaluation du prix des options et d'autres méthodes conformes aux méthodologies économiques admises pour déterminer le prix des instruments financiers. Ces modèles intègrent des données observables et, dans certains cas, des données non observables, notamment le cours des titres, les courbes de rendement des taux d'intérêt, la volatilité des options, le taux de change, les tarifs des matières premières ou le prix des actions, ainsi que les corrélations entre ces données.

Lorsque des modèles servent à déterminer les justes valeurs, ils sont examinés périodiquement par un personnel qualifié extérieur au secteur qui les a créés. Tous les modèles sont certifiés avant d'être utilisés et calibrés pour que les résultats soient compatibles avec les données réelles et les prix de marché comparables. Ces méthodes d'estimation sont inévitablement subjectives et peuvent comprendre différentes hypothèses. Voir la note 42 pour plus de détails sur l'approche de la Société en matière d'évaluation des instruments financiers.

**(c) Retraites**

La Société a l'obligation de verser des prestations de retraite à certains employés et anciens employés du groupe BAC. Le coût de ces avantages et la valeur actuelle de l'obligation dépendent d'un certain nombre de facteurs, notamment : l'espérance de vie, les augmentations de salaire, les évaluations d'actifs et le taux d'actualisation des obligations d'entreprises. La direction utilise l'évaluation fournie par les actuaires et estime ces facteurs pour déterminer l'obligation nette de retraite ou l'excédent dans l'état de la situation financière. Les hypothèses reflètent l'expérience historique et les tendances actuelles. Voir la note 34 Obligations relatives aux prestations de retraite pour plus d'informations concernant les prestations de retraite.

**Jugements****Statut des actifs financiers**

Le statut des actifs financiers dépend d'une évaluation du modèle commercial dans lequel les actifs sont détenus. La Société suit les directives de l'IFRS 9 pour déterminer si les conditions contractuelles de l'actif financier consistent uniquement en des paiements de principal et d'intérêts sur le principal restant dû. Dans certains cas, cette détermination exige un jugement important, par exemple lors du regroupement de portefeuilles d'actifs gérés selon le même modèle d'affaires ou lors de l'évaluation de l'impact des conditions contractuelles pour les instruments liés contractuellement.

Pour évaluer le modèle commercial, la Société évalue, entre autres facteurs, la stratégie de l'entreprise et les types d'informations de gestion utilisés pour mesurer la performance du portefeuille, ainsi que des informations sur les ventes du portefeuille. Les informations contractuelles sur les flux de trésorerie sont étudiées en examinant la transaction et la documentation de structure en collaboration avec les experts commerciaux afin de s'assurer que les termes pertinents sont analysés. Voir la note 2.11 sur les méthodes comptables pour plus de détails sur le statut des actifs financiers.

**4. PRODUITS NETS D'INTERETS**

	<b>2024</b> <b>Millions</b> <b>USD</b>	<b>2023</b> <b>Millions</b> <b>USD</b>
Liquidités détenues auprès des banques centrales	636	486
Prêts et avances aux clients et aux banques	2 095	1 897
Obligations non garanties détenues à la FVOCI	108	70
Prise en pension	577	427
Garanties en liquidités	81	47
<b>Intérêts et produits assimilés</b>	<b>3 497</b>	<b>2 927</b>
Dépôts par les banques et les clients	(2 247)	(1 836)
Prise en pension	(5)	—
Garanties en liquidités	(10)	—
Intérêts sur les passifs de location	(2)	(2)
<b>Intérêts et charges assimilés</b>	<b>(2 264)</b>	<b>(1 838)</b>
<b>Produits nets d'intérêts</b>	<b>1 233</b>	<b>1,089</b>
	<b>2024</b> <b>Millions</b> <b>USD</b>	<b>2023</b> <b>Millions</b> <b>USD</b>
<b>Les montants ci-dessus comprennent :</b>		
Intérêts (charges) nets / revenus dus à des sociétés liées	(802)	(683)

## 5. PRODUITS NETS DES HONORAIRES ET COMMISSIONS

	2024 Millions USD	2023 Millions USD
<b>Honoraires liés aux services bancaires d'investissement</b>		
Services de conseil financier	164	114
Frais de syndication des prêts	88	33
	252	147
<b>Revenus de cartes de crédit</b>		
Autres revenus de carte	46	41
Revenu des commissions d'interchange	35	114
	81	155
<b>Frais de service</b>		
Frais d'engagement de prêt	89	81
Frais de traite étrangère	43	39
Autres	53	57
	185	177
<b>Total des honoraires et des commissions</b>	518	479
Frais de carte	(6)	(9)
Frais d'interchange	(33)	(106)
Autres	(11)	(13)
<b>Charges des honoraires et commissions</b>	(50)	(128)
<b>Produits nets des honoraires et commissions</b>	468	351

Les honoraires et commissions nets ci-dessus comprennent un produit de 406 millions USD (2023 : 446 millions USD) et une charge de 50 millions USD (2023 : 128 millions USD) liés à des actifs et passifs financiers non évalués à la FVPL. Ces chiffres excluent les montants incorporés dans la détermination du taux d'intérêt effectif sur ces actifs et passifs financiers, c.-à-d. les frais initiaux, qui sont inclus dans les Prêts et Avances dans la Note 4 Revenus nets d'intérêts ci-dessus. La Société ne disposait d'aucun actif ou passif contractuel important au 31 décembre 2024 et 2023.

## 6. RESULTAT NET D'AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU COMPTE DE RESULTAT

Le tableau suivant présente les (dépendances)/le résultat net tiré des instruments financiers évalués à la FVPL autres que ceux inclus dans le revenu net de transaction.

	2024 Millions USD	2023 Millions USD
Instruments dérivés	(21)	(40)
Instruments de capitaux propres	64	4
Prêts et avances	116	154
Prise en pension	25	48
Engagements non utilisés	(22)	—
	162	166

## 7. AUTRES PRODUITS DU RESULTAT D'EXPLOITATION

	2024 Millions USD	2023 Millions USD
Revenus de frais de service des filiales	1 097	1 102
Revenu d'occupation	2	16
Autres	5	4
	1 104	1 122



## 8. FRAIS DE PERSONNEL

	2024 Millions USD	2023 Millions USD
Traitements et salaires	535	496
Charges sociales	61	60
Coûts des plans de retraite à cotisations définies et à prestations définies (voir la note 34)	27	38
	623	594

Les charges relatives aux plans de rémunération en actions sont incluses dans la rubrique Traitements et salaires. Veuillez vous reporter à la note 2.26, et à la note 12 pour en savoir plus.

Au cours de l'année, le nombre moyen d'employés par mois, y compris les administrateurs et les sous-traitants, était le suivant :

	2024 No.	2023 No.
Support, opérations et technologie	2 105	2 076
Transactions, ventes et conseil	444	472
	2 549	2 548

## 9. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

	2024 Millions USD	2023 Millions USD
Frais liés aux prestations de services	543	420
Honoraires et services externes	39	35
Taxes	44	47
Frais et prélèvements réglementaires	32	47
Dépenses liées à l'occupation	23	30
Traitement de l'information et communications	22	23
Autres	50	33
	753	635

## 10. REMUNERATION DES AUDITEURS

La Société a payé les montants suivants aux auditeurs concernant l'audit des états financiers et d'autres services fournis à la Société :

	2024 000 USD	2023 000 USD
Honoraires d'audit des états financiers de l'entité	1 462	1 481
Frais pour d'autres services d'assurance	384	48
	1 846	1 529

D'autres frais de service d'assurance de 16 000 USD (2023 : 16 000 USD) se rapportent aux rapports pays par pays, 12 000 USD (2023 : 32 000 USD) se rapportent aux frais relatifs aux rapports sur les procédures convenues sur les contributions aux soumissions du Fonds à résolution unique, 27 000 USD (2023 : zéro) se rapportent aux frais relatifs à l'engagement d'assurance des actifs des clients et 329 000 USD (2023 : zéro) se rapportent aux frais relatifs à l'examen limité de l'assurance de la Déclaration de durabilité de la CSRD.

## 11. REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS

Parmi les administrateurs en poste au cours de l'exercice, neuf d'entre eux (2023 : 11 ont été rémunérés par la Société pour leurs services fournis à la Société en tant qu'administrateurs. Les montants apparaissant ci-dessous sont basés sur le temps estimé.

Sur un total de 9 administrateurs, 7 (2023 : 9) étaient des administrateurs non exécutifs au cours de l'année.

Les prestations de retraite s'accumulent pour 4 administrateurs (2023 : 4) dans le cadre du régime de retraite à cotisations définies.

	2024 000 USD	2023 000 USD
Emoluments	5 226	5 407
	5 226	5 407

## 12. PAIEMENTS FONDES SUR LES ACTIONS

Le groupe BAC administre plusieurs régimes de rémunération sous forme d'actions, où les primes attribuées le sont essentiellement dans le cadre du plan d'actionnariat destiné aux employés clés de Bank of America (Key Employee Equity Plan, « KEEP »). Dans le cadre de ce plan, les actions ordinaires de BAC sont autorisées à être utilisées pour l'octroi d'attributions aux employés de la Société.

Au cours de la période close le 31 décembre 2024, BAC a accordé des attributions d'unités d'actions restreintes (« UAR ») à certains employés de la Société en vertu du BACEP, qui se régleront principalement en actions ordinaires de BAC. Les UAR attribuées sont principalement acquises sur quatre ans par incréments d'un quart à chacun des quatre premiers anniversaires de la date d'attribution, à condition que l'employé reste continuellement employé par la Société pendant cette période. La dépense comptabilisée est nette des confiscations estimées pour les employés non admissibles à la retraite sur la base de la juste valeur des actions à la date d'attribution. Pour les UAR attribuées aux employés admissibles à la retraite, elles sont réputées autorisées au début de l'année précédant la date d'attribution lorsque les plans d'intéressement sont généralement approuvés. En conséquence, la valeur estimée est imputée de manière proportionnelle sur l'année précédant la date d'attribution.

Certaines attributions comportent des clauses de récupération qui permettent à BAC d'annuler des attributions en tout ou en partie dans certaines circonstances.

Les bénéficiaires d'attributions d'unités d'actions assujetties à des restrictions peuvent recevoir des versements en liquide équivalents aux dividendes. Pour les primes qui ne sont pas éligibles aux dividendes, la juste valeur mesurée de la prime est réduite pour refléter la valeur attendue des dividendes que des primes similaires seraient éligibles à recevoir.

Le coût total de la rémunération avant impôts comptabilisé dans le compte de résultat pour les plans de rémunération à base d'actions pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 était de 135 millions USD (2023 : 73 millions USD), y compris les effets incrémentiels des accords de rétrofacturation avec BAC.

## 13. IMPOTS

	2024 Millions USD	2023 Millions USD
Taxe actuelle		
Impôt sur les sociétés	65	71
Impôts étrangers	374	360
Impôt total actuel	439	431
Impôt différé		
Origine et inversion des différences de timing (voir la note 25)	(7)	(39)
Impôt différé total	(7)	(39)
Charge fiscale totale pour l'année	432	392

Le tableau ci-dessous montre le rapprochement entre la charge d'impôt réelle (avantage) et celle qui résulterait de l'application du taux d'imposition irlandais standard sur les sociétés au bénéfice avant impôt de la Société.

	2024 Millions USD	2024	2023 Millions USD	2023
Bénéfices avant impôt	1 761	100 %	1 839	100 %
Impôt calculé sur la base des taux d'imposition irlandais de 12,50 %	220	12,5 %	230	12,5 %
<b>Effets fiscaux des :</b>				
Charges non déductibles aux fins de l'impôt	—	— %	(1)	(0.1) %
Impact des impôts étrangers	209	11,8 %	163	8,9 %
Autres différences temporaires (non reconnues)	1	0,1 %	—	— %
Ajustements par rapport à l'année précédente	(9)	(0.5) %	—	— %
Taxe d'appoint minimale nationale	10	0,6 %	—	— %
<b>Charge fiscale totale pour l'année</b>	<b>432</b>	<b>24,5 %</b>	<b>392</b>	<b>21,3 %</b>

Le taux d'imposition effectif pour 2024 est de 24,5 % (2023 : 21,3 %).

Les ajustements des périodes précédentes pour le siège social étaient des crédits d’impôt de 9 millions USD et des dépenses fiscales de 28 millions USD pour les succursales étrangères. Ils sont inclus respectivement dans l’impôt sur les sociétés et l’impôt étranger subi.

Deux règles types du pilier de réforme fiscale internationale

En décembre 2021, l’Organisation de coopération et de développement économiques (« OCDE ») a publié des règles types pour un nouveau cadre fiscal minimum mondial, également appelé règles du « Pilier 2 ». Le 23 mai 2023, l’International Accounting Standards Board (« IASB ») a publié la réforme fiscale internationale, le Pilier deux Règles types – Amendements à l’IAS 12. La norme a introduit une exception temporaire obligatoire à la comptabilisation des impôts différés découlant de la mise en œuvre juridictionnelle des règles du modèle du Pilier 2, qui a pris effet immédiatement. La Société continue d’adopter l’exception temporaire obligatoire.

Le deuxième pilier de la législation relative aux règles d’inclusion des revenus (« IIR ») et à l’impôt d’appoint minimal national qualifié (« QDMTT ») a été promulgué en Irlande, la juridiction dans laquelle la Société est constituée, et est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024. En vertu de la législation, la Société est tenue de payer son allocation d’impôt de complément pour la différence entre le taux d’imposition effectif Anti-Base Erosion (« GloBE ») mondial du Groupe BAC en Irlande (si inférieur à 15 %) et le taux minimum de 15 %. Pour l’exercice clos le 31 décembre 2024, la Société a comptabilisé une charge fiscale actuelle de 10 millions USD liée à cette législation.

La législation sur la règle des bénéfices sous-taxés (UTPR) du Pilier 2 a été promulguée en Irlande, la juridiction dans laquelle la Société est constituée, et entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2025. Etant donné que la législation UTPR du Pilier 2 n’était pas en vigueur à la date de déclaration, la Société n’a pas d’exposition fiscale actuelle associée.

La règle de taxe complémentaire UTPR est une règle de taxation secondaire conçue pour fonctionner comme un frein aux autres règles du Pilier 2. Elle garantit que la taxe de complément est allouée aux entités du groupe dans les juridictions de mise en œuvre. La taxe peut s’appliquer si un groupe n’a pas de société mère dans une juridiction qui a mis en œuvre le Pilier 2.

La Société est en train d’évaluer son exposition à la législation UTPR du Pilier 2 pour la date d’entrée en vigueur. Compte tenu des taux d’imposition légaux ou effectifs plus élevés dans les juridictions importantes du Groupe, l’exposition prévue de la Société au UTPR devrait être non significative pour la Société.

Le calcul du UTPR est complexe et soumis à un certain nombre d’incertitudes, y compris les pays qui promulguent finalement la législation du Pilier 2 sur l’IIR, le QDMTT et le UTPR. Une exemption de sphère de sécurité UTPR s’applique également à la juridiction UPE avec un taux d’imposition des sociétés d’au moins 20 % pour 2024 et 2025, étant les Etats-Unis, le lieu de l’entité mère ultime de la Société. La Société n’anticipe pas d’enregistrer de taxes importantes sur les UTPR. Des directives supplémentaires et une législation promulguée pourraient modifier cette évaluation.

FACTEURS SUSCEPTIBLES D’AFFECTER LES CHARGES D’IMPOT A VENIR

Les facteurs susceptibles d’affecter les charges fiscales futures sont indiqués dans la note 25 Impôts différés.

14. LIQUIDITES DETENUES AUPRES DES BANQUES CENTRALES

	2024 Millions USD	2023 Millions USD
Soldes auprès des banques centrales autres que les dépôts de réserve obligatoires	22 713	16 868
Dépôts de réserve obligatoires auprès des banques centrales	364	274
	23 077	17 142

Les dépôts de réserve obligatoires auprès des banques centrales ne peuvent pas être utilisés pour les opérations courantes de la Société.

15. PROVISION POUR PERTE DE PRET

Mesure de l’ECL

L’ECL est estimée à l’aide de méthodes quantitatives qui prennent en compte divers facteurs tels que l’expérience de perte historique, la qualité de crédit actuelle du portefeuille ainsi qu’une perspective économique sur la durée de vie du prêt. Les paramètres comprennent PD, LGD et EAD pour estimer la probabilité et l’impact global du défaut. La Société intègre des informations prévisionnelles grâce à l’utilisation de scénarios macroéconomiques appliqués sur la durée de vie prévue des actifs, en plus d’un cadre de préproduction qui aide à informer une augmentation significative du risque de crédit. La Société accorde également des réserves qualitatives pour couvrir les pertes prévues, mais qui, selon l’évaluation de la Société, peuvent ne pas être représentées de manière adéquate dans les méthodes quantitatives ou les hypothèses économiques décrites ci-dessus.

Le cadre comprend l'estimation des ECL à 12 mois et à vie. Lors de l'évaluation de la PD pour les prêts classés comme phase 1, la projection ne prévoit pas plus de 12 mois. Lors de l'évaluation de la PD pour les prêts classés aux phase 2 et 3, la Société considère le risque de défaut sur la période contractuelle maximale (y compris les options de prolongation de l'emprunteur) sur laquelle la Société est exposée au risque de crédit, même si, à des fins de gestion du risque, la Société considère une période plus longue. La période contractuelle maximale s'étend jusqu'à la date à laquelle la Société a le droit d'exiger le remboursement d'une avance ou de mettre fin à un engagement ou à une garantie de prêt.

Le modèle LGD informe l'entreprise de la gravité attendue des pertes qu'elle subira en raison de différentes caractéristiques de garantie et de prêt dans des environnements économiques stressés. Les caractéristiques clés d'un prêt commercial, telles que le type de garantie, la taille du débiteur, le pays et la présence d'un garant, qui, en combinaison avec les conditions économiques, influencent les taux de gravité des pertes.

Le modèle ECL est fréquemment examiné et amélioré pour intégrer les changements critiques, y compris, mais sans s'y limiter, les exigences commerciales et les directives réglementaires, qui peuvent avoir un impact sur la mesure ECL.

Au cours de la période de déclaration, en dehors des modifications divulguées ci-dessus, il n'y a eu aucun autre changement important dans les techniques d'estimation ou les hypothèses significatives concernant la mesure de l'ECL.

**Incorporation d'informations prospectives**

La Société intègre des informations prospectives pour évaluer si le risque de contrepartie d'un instrument a nettement augmenté depuis sa comptabilisation initiale et pour mesurer l'ECL. Cela inclut diverses estimations et hypothèses, dont certaines nécessitent un jugement. L'une des méthodes utilisées dans le processus consiste à pondérer les scénarios macroéconomiques prospectifs utilisés dans les modèles statistiques. Bien que la Société s'appuie généralement sur des estimations consensuelles, une voie de perspectives économiques est intrinsèquement incertaine, et en tant que telle, la Société utilise plusieurs scénarios macroéconomiques dans son calcul ECL.

Au 31 décembre 2024, cinq scénarios ont été utilisés, y compris un scénario de référence dérivé d'estimations consensuelles, un scénario défavorable reflétant une récession modérée, un scénario de baisse reflétant une inflation continue et des taux d'intérêt supérieurs au scénario de référence, un scénario de risque final similaire au scénario gravement défavorable utilisé dans les tests de résistance et un scénario de hausse qui considère le potentiel d'amélioration au-dessus du scénario de référence.

Ces scénarios comprennent des variables macroéconomiques clés qui ont historiquement été des facteurs d'augmentations et de diminutions des créances irrécouvrables. Ces variables comprennent, sans s'y limiter, le taux de chômage, le niveau du produit intérieur brut (PIB) et les écarts d'obligations d'entreprises. Au 31 décembre 2024, les perspectives économiques pondérées supposent que le taux de chômage au Royaume-Uni et le rendement élevé des marchés développés de l'UE fin 2025 seraient d'environ 4,7 % et 6,8 % respectivement. Le tableau ci-dessous résume l'éventail de certains des informations macroéconomiques utilisées dans le modèle à travers les scénarios choisis par la Société :

	Scénario de base de référence	Gamme de scénarios		
		2025	2026	2027
<b>Variables macroéconomiques</b>				
Taux de chômage au Royaume-Uni (%)	4,4	4.3 à 7.2	4.1 à 8.1	4.0 à 7.2
% du PIB réel du Royaume-Uni	1,5	(4.5) à 2.1	0.4 à 2.0	1.4 à 1.9
% du PIB réel en France	1,2	(3.4) à 1.6	0.6 à 1.9	1.5 à 1.9
% du PIB réel en Allemagne	1,0	(5.1) à 1.5	0.2 à 1.8	1.2 à 1.8
% écart des rendements élevés des marchés développés de l'UE	4.8	4.1 à 19.5	4.6 à 14.3	5.1 à 7.8

Des informations supplémentaires sont fournies ci-dessous pour illustrer la manière dont les changements dans les hypothèses macroéconomiques pourraient avoir un impact sur nos ECL modélisées. Cependant, il n'est pas destiné à prévoir comment notre provision pour pertes sur créances irrécouvrables devrait changer dans une perspective macroéconomique différente. Comme pour toute prévision économique, les projections et les probabilités d'occurrence sont sujettes à un degré élevé d'incertitude inhérente et, par conséquent, les résultats réels peuvent être sensiblement différents de ceux prévus. En tenant compte de la variété des facteurs envisagés lors du développement et de la pondération des perspectives macroéconomiques telles que les événements économiques récents, des indicateurs économiques de premier plan, les opinions des économistes internes et tiers et les tendances du secteur, en plus d'autres facteurs qualitatifs, la société estime que la provision pour pertes sur créances au 31 décembre 2024 reflète un montant impartial et pondéré en fonction de la probabilité qui est déterminé en évaluant un éventail de résultats possibles, la valeur temporelle de l'argent, et des informations raisonnables et justifiables qui sont disponibles sans frais ou efforts indus à la date de signalement des événements passés, les conditions actuelles et les prévisions des conditions économiques futures.

**Notations de risque de crédit**

En plus des jugements et estimations ci-dessus concernant les attentes macroéconomiques, la provision pour pertes de crédit peut également être affectée par des changements dans la qualité des actifs du portefeuille, tels que des augmentations ou une diminution du crédit et/ou des notations de risque internes au sein du portefeuille.

Dans le cadre de son processus de gestion des risques, la Société attribue des cotes de risque numériques à ses facilités de crédit, en fonction d'évaluations quantitatives et qualitatives du débiteur et de la facilité. Ces cotes de risque sont examinées au moins une fois par an ou plus souvent si des événements importants se sont produits liés au débiteur ou à la facilité.

Les cotes de risque de crédit sont une contribution principale à la détermination de la structure à terme de la PD pour les expositions. La Société recueille des informations sur le rendement et les défauts de paiement relatives à ses expositions au risque de crédit, analysées par juridiction ou région, par type de produit et par emprunteur, ainsi que par notation du risque de crédit. La Société utilise des modèles statistiques pour analyser les données collectées et générer des estimations de la PD restante sur la durée de vie des expositions et de la manière dont elles devraient changer en fonction du temps.

### **Détermination d'une augmentation considérable du risque de crédit**

Pour qu'un prêt soit admissible au traitement des pertes à vie (comme phase 2 ou 3 selon l'IFRS 9), il doit être soumis à une dépréciation de crédit (phase 3) ou avoir connu une augmentation significative du risque de crédit (phase 2). Pour déterminer si le risque de défaut d'un instrument financier a augmenté de manière considérable depuis la comptabilisation initiale, la Société compare la PD résiduelle à la date de clôture avec la PD résiduelle à la date d'échéance restante pour ce moment, estimée au moment de la comptabilisation initiale de l'exposition (ajustée en fonction des changements dans les attentes en matière de remboursement anticipé). La Société calcule la PD restante sur la durée de vie en utilisant la même méthodologie, les mêmes éléments de données au niveau du débiteur, les scénarios macroéconomiques prévus et les pondérations utilisées pour calculer l'ECL. La Société a établi des seuils basés sur l'évolution absolue et relative de la PD en s'appuyant sur la définition de la détérioration significative du crédit des responsables internes du risque de crédit. En plus de l'examen quantitatif de l'évolution de la PD et de la notation du risque, les facteurs qualitatifs alignés sur la vision de la gestion du risque de crédit des responsables internes sont pris en compte, notamment la notation du risque global du débiteur dans les périodes suivant l'origine. De plus, la Société applique l'hypothèse (qui n'a pas été réfutée à la date de déclaration) basée sur la délinquance, de sorte que les instruments en souffrance depuis plus de 30 jours sont considérés comme présentant une augmentation significative du risque de crédit. Les instruments financiers qui ont été déterminés comme présentant une augmentation importante du risque de crédit sont ensuite examinés conformément aux échéances de notation afin d'identifier s'il y a eu une amélioration de la qualité du crédit dans l'instrument sous-jacent.

La Société continue à surveiller de près l'évolution de la pandémie et les risques qui y sont liés et à accorder une grande importance au choix de scénarios et à la quantité de pondération accordée à chaque scénario, tous deux examinés sur une base trimestrielle. Ces sélections dépendent de divers facteurs, notamment des événements économiques récents, des indicateurs économiques avancés, des points de vue d'économistes internes et des tendances de l'industrie. La Société accorde également des réserves qualitatives pour couvrir les pertes prévues, mais qui, selon l'évaluation de la Société, peuvent ne pas être représentées de manière adéquate dans les hypothèses économiques décrites ci-dessus. A titre d'illustration, les facteurs que la Société considère comprennent, sans s'y limiter : les changements dans les conditions commerciales, la qualité des actifs, la nature et la taille du portefeuille, et les concentrations du portefeuille. De plus, la Société tient compte de l'incertitude inhérente aux modèles statistiques bâtis sur les données historiques.

### **Sensibilité**

Le calcul de l'allocation de l'ECL dépend d'un certain nombre de jugements et d'estimations quant aux intrants et aux hypothèses inhérents au modèle. Les variables relatives à la détermination du stade, à la pondération des scénarios et à d'autres hypothèses de prévisions macroéconomiques sont considérées comme ayant l'impact le plus important sur les calculs de l'ECL pour la population principale de prêts et de baux de tiers de la Société. L'examen des hypothèses est intégré aux processus de gestion des risques et de la gouvernance de la Société. Dans le cadre de ces processus de gouvernance, la Société a adopté un cadre pour évaluer certains risques qui peuvent ne pas être pleinement pris en compte dans le calcul modélisé de l'ECL. Ces facteurs tiennent compte de l'impact estimé de l'ECL sur les segments à haut risque, notamment les prêts à effet de levier ou certains secteurs. La Société prend en compte le risque de concentration découlant de la construction du portefeuille, qui comprend des expositions importantes aux contreparties à l'étape 1. En outre, des évaluations individuelles sont effectuées pour les expositions désignées comme non performantes. Les résultats de cette évaluation sont ensuite superposés à la production modélisée pour aboutir à la provision globale relative à l'ECL. Le total des superpositions de jugement au 31 décembre 2024 s'élevait à 103 millions USD (2023 : 102 millions USD), dont 87 millions USD liés à la concentration et à l'effet de levier du portefeuille.

Bien que les superpositions à la production modélisée soient destinées à garantir que la Société a correctement saisi les risques potentiels de pertes de crédit, la provision ECL reste sensible aux modifications des hypothèses du modèle. Afin de fournir une illustration de la sensibilité des scénarios macroéconomiques et d'autres hypothèses sur l'estimation de notre provision pour pertes de crédit, la Société a évalué les changements modélisés de l'ECL en fonction de la phase et des scénarios, indiqués ci-dessous :

	2024 Millions USD	2023 Millions USD
Réduction de la provision en calculant l'ECL pour tous les prêts sur une base de 12 mois	42	29
Augmentation de l'allocation en déplaçant tous les prêts vers l'horizon de perte à vie (étape 2 ou 3)	82	81
Réduction de l'allocation en exécutant des calculs de mise à disposition et d'ECL en utilisant uniquement un scénario à la hausse	32	32
Réduction de l'allocation en utilisant uniquement le scénario de référence	29	27
Augmentation de l'allocation si le scénario macroéconomique le plus pessimiste était pondéré à une probabilité de 100 %.	285	199

Bien que l'analyse de sensibilité puisse être utile pour comprendre comment les changements dans les hypothèses macroéconomiques pourraient avoir un impact sur nos ECL modélisés, elle n'est pas destinée à prévoir comment notre provision pour pertes de crédit devrait changer dans une perspective macroéconomique différente. Il est important de noter que les sensibilités ci-dessus n'intègrent pas une variété de facteurs, y compris les réserves qualitatives et la pondération de scénarios alternatifs, qui pourraient avoir des effets de compensation sur l'estimation. Par exemple, les réserves qualitatives sont déterminées sur la base d'un certain nombre de facteurs de risque non reflétés dans les résultats modélisés et peuvent augmenter ou diminuer en fonction des données méthodologiques ou de pondération du scénario.

### Evaluation collective et autre allocation de perte

Les principales expositions au crédit de la Société qui s'inscrivent dans les provisions de dépréciation de l'IFRS 9 concernent le portefeuille de prêts et d'avances de la Société à des clients et à des banques tiers, ainsi que ses engagements de prêts de tiers. Les indemnités de perte pour ces instruments financiers sont calculées sur une base d'instrument par instrument, en déterminant la PD, l'ADL et l'EAD pertinentes à l'aide de données statistiques, comme décrit ci-dessus et tout au long de la présente note.

Pour les autres instruments financiers, la Société évalue l'ECL sur une base collective ou individuelle en utilisant un calcul de complexité réduite, tout en intégrant les données quantitatives pertinentes de l'historique des pertes et des informations prospectives, ainsi que des informations qualitatives quant à la nature des risques inhérents aux instruments. Dans le cas de l'accord de rachat inversé de la Société, la majorité du risque de crédit est sur-collatéralisé et les clients et autres créances de la Société sont généralement à court terme. Les titres de placement de la Société à la FVOCI sont détenus dans des actifs de qualité supérieure. Par conséquent, la PD, LGD ou les deux sont telles que l'ECL qui en résulte n'est pas importante pour la Société. Les montants réels radiés au cours de l'exercice sur ces autres instruments financiers ne sont pas non plus importants pour la Société. Dans ce contexte, la divulgation distincte de la provision pour les ECL ou des montants radiés sur ces instruments n'est pas considérée comme nécessaire dans les états financiers.

### Rapprochement de l'allocation de perte

Les tableaux suivants montrent des rapprochements entre le solde d'ouverture et le solde de clôture de l'allocation de perte par catégorie d'instrument financier. Explication des termes : ECL de 12 mois, ECL à vie et altération du crédit est incluse dans la note 2.12 sur les méthodes comptables.

### Prêts et avances aux banques

	ECL de 12 mois Millions USD	ECL à vie Prêts non dépréciés Millions USD	Total Millions USD
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2024</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>2</b>
Transferts vers les ECL de 12 mois	—	—	—
Transferts vers des ECL à vie – Prêts non dépréciés	—	—	—
Nouveaux actifs financiers créés ou achetés	1	1	2
Variations nettes du risque de crédit	—	—	—
Actifs financiers décomptabilisés pendant l'exercice (non amortis)	—	(1)	(1)
<b>Au 31 décembre 2024</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>3</b>

	<b>ECL de 12 mois Millions USD</b>	<b>ECL à vie Prêts non dépréciés Millions USD</b>	<b>Total Millions USD</b>
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2023	3	4	7
Transferts vers les ECL de 12 mois	1	(1)	—
Transferts vers des ECL à vie – Prêts non dépréciés	(2)	2	—
Nouveaux actifs financiers créés ou achetés	1	—	1
Variations nettes du risque de crédit	(2)	(3)	(5)
Actifs financiers décomptabilisés pendant l'exercice (non amortis)	—	(1)	(1)
Au 31 décembre 2023	1	1	2

**Prêts et avances aux clients**

	<b>ECL de 12 mois Millions USD</b>	<b>Prêts ECL à vie non dépréciés Millions USD</b>	<b>Prêts ECL à vie dépréciés Millions USD</b>	<b>Total Millions USD</b>
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2024	25	46	27	98
Transferts vers les ECL de 12 mois	2	(2)	—	—
Transferts vers des ECL à vie – Prêts non dépréciés	(8)	10	(2)	—
Transferts vers des ECL à vie – Prêts dépréciés	—	(18)	18	—
Nouveaux actifs financiers créés ou achetés	6	3	1	10
Variations nettes du risque de crédit	(3)	10	62	69
Modifications des hypothèses et des méthodologies du modèle	(1)	(2)	(2)	(5)
Montants prélevés	—	—	(62)	(62)
Actifs financiers décomptabilisés pendant l'exercice (non amortis)	(4)	(7)	(10)	(21)
Ajustements de change et d'escompte	—	1	—	1
Au 31 décembre 2024	17	41	32	90

	<b>ECL de 12 mois Millions USD</b>	<b>Prêts ECL à vie non dépréciés Millions USD</b>	<b>Prêts ECL à vie dépréciés Millions USD</b>	<b>Total Millions USD</b>
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2023	27	69	76	172
Transferts vers les ECL de 12 mois	14	(14)	—	—
Transferts vers des ECL à vie – Prêts non dépréciés	(4)	4	—	—
Transferts vers des ECL à vie – Prêts dépréciés	—	(4)	4	—
Nouveaux actifs financiers créés ou achetés	16	8	—	24
Variations nettes du risque de crédit	(13)	15	10	12
Modifications des hypothèses et des méthodologies du modèle	(8)	(4)	(7)	(19)
Montants prélevés	—	—	(27)	(27)
Actifs financiers décomptabilisés pendant l'exercice (non amortis)	(6)	(27)	(27)	(60)
Ajustements de change et d'escompte	(1)	(1)	(2)	(4)
Au 31 décembre 2023	25	46	27	98

**Garanties financières et engagements**

	<b>ECL de 12 mois Millions USD</b>	<b>Prêts ECL à vie non dépréciés Millions USD</b>	<b>Prêts ECL à vie dépréciés Millions USD</b>	<b>Total Millions USD</b>
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2024</b>	<b>29</b>	<b>59</b>	<b>9</b>	<b>97</b>
Transferts vers les ECL de 12 mois	6	(6)	—	—
Transferts vers des ECL à vie – Prêts non dépréciés	(6)	14	(8)	—
Transferts vers des ECL à vie – Prêts dépréciés	—	(2)	2	—
Nouvelles garanties / engagements créés ou achetés	20	14	6	40
Variations nettes du risque de crédit	(7)	24	6	23
Modifications des hypothèses et des méthodologies du modèle	—	(2)	—	(2)
Actifs financiers décomptabilisés pendant l'exercice (non amortis)	(13)	(7)	(7)	(27)
Ajustements de change et d'escompte	—	1	—	1
<b>Au 31 décembre 2024</b>	<b>29</b>	<b>95</b>	<b>8</b>	<b>132</b>

  

	<b>ECL de 12 mois Millions USD</b>	<b>Prêts ECL à vie non dépréciés Millions USD</b>	<b>Prêts ECL à vie dépréciés Millions USD</b>	<b>Total Millions USD</b>
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2023</b>	<b>40</b>	<b>74</b>	<b>11</b>	<b>125</b>
Transferts vers les ECL de 12 mois	27	(27)	—	—
Transferts vers des ECL à vie – Prêts non dépréciés	(12)	13	(1)	—
Transferts vers des ECL à vie – Prêts dépréciés	—	(2)	2	—
Nouvelles garanties / engagements créés ou achetés	23	9	—	32
Variations nettes du risque de crédit	(30)	7	(2)	(25)
Modifications des hypothèses et des méthodologies du modèle	(5)	(3)	(1)	(9)
Actifs financiers décomptabilisés pendant l'exercice (non amortis)	(14)	(10)	—	(24)
Ajustements de change et d'escompte	—	(2)	—	(2)
<b>Au 31 décembre 2023</b>	<b>29</b>	<b>59</b>	<b>9</b>	<b>97</b>

L'ECL à vie sur les prêts dépréciés de crédit comprend tout ECL sur les prêts dépréciés de crédit achetés ou émis (« POCI »). Au 31 décembre 2024, le montant total de l'exposition aux prêts POCI s'élevait à 233 millions USD (2023 : 377 millions USD), dont la provision pour pertes fournie est de 10 millions USD (2023 : 11 millions USD).

Le montant contractuel impayé sur les actifs financiers qui ont été amortis au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 et qui font encore l'objet d'activités de contrôle est de 10 millions USD (2023 : 8 millions USD).

Impact sur la provision pour perte de variations significatives de la valeur comptable brute

Au cours de l'année, l'exposition aux prêts et avances de tiers ayant un impact sur la provision pour pertes a augmenté de 4 milliards USD, reflétant la croissance des facilités de prêt tirées et non tirées. Les prêts identifiés comme étant de l'étape 1 ont augmenté d'environ 2 milliards USD et les prêts identifiés comme étant de l'étape 2 ont augmenté de 2 milliards USD, reflétant l'expansion des prêts et du volume anticipé. Cependant, les volumes de prêts de la phase 3 sont restés largement constants au cours de l'année.

L'ECL sur le montant total de l'exposition a augmenté de 35 millions USD à travers les positions de l'étape 2 et de l'étape 3, cette augmentation était largement due à la détérioration de l'environnement macroéconomique. L'ECL sur les positions de l'étape 1 a diminué de 7 millions USD.

L'allocation globale (y compris l'ECL sur les garanties et engagements hors bilan) est passée de 197 millions USD au 31 décembre 2023 à 225 millions USD au 31 décembre 2024.

**Actifs financiers modifiés**

Les conditions contractuelles d'un prêt peuvent être modifiées pour un certain nombre de raisons, y compris l'évolution des conditions du marché, la fidélisation de la clientèle et d'autres facteurs non liés à une détérioration actuelle ou potentielle du crédit du client. Un emprunt existant, dont les conditions ont été modifiées, peut être décomptabilisé et l'emprunt renégocié comptabilisé comme un nouvel emprunt à la juste valeur conformément à la méthode comptable définie dans la note 2.16. Lorsque la modification n'entraîne pas la décomptabilisation de l'actif financier, la valeur comptable brute de l'actif est recalculée et la différence est comptabilisée comme un gain ou une perte de modification.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur l'exposition et la gestion du risque de crédit de la Société, consultez la note 41.



## 16. EFFETS A RECEVOIR LIES AU MARCHE ET AUX CLIENTS

	2024 Millions USD	2023 Millions USD
Sur demande	1 819	1 427
<b>Les montants ci-dessus comprennent :</b>		
Montants dus par les sociétés affiliées	1 067	1 145

Les effets à recevoir du marché et des clients se rapportent aux garanties en espèces et aux opérations en attente de règlement, et sont considérés par la Société comme étant remboursables sur demande. En raison de la nature contractuelle à court terme des soldes débiteurs, les pertes sur créances ne sont pas probables/prévues en raison du crédit minimal impliqué.

## 17. PRETS ET AVANCES AUX BANQUES

	2024 Millions USD	2023 Millions USD
Montant brut des prêts et des avances aux banques à un coût amorti	7 976	8 378
Allocation pour dépréciation (voir la note 15)	(3)	(2)
	7 973	8 376
Prêts et avances aux banques à la FVPL	471	472
<b>Total des prêts et avances aux banques</b>	<b>8 444</b>	<b>8 848</b>

	2024 Millions USD	2023 Millions USD
<b>Analyse par date d'échéance</b>		
Sur demande	5 621	6 328
Dans les trois mois	95	609
Entre trois mois et un an	943	415
Entre un an et cinq ans	1 634	1 344
Après plus de cinq ans	154	154
	8 447	8 850
Allocation pour dépréciation (voir la note 15)	(3)	(2)
<b>Total des prêts et avances aux banques</b>	<b>8 444</b>	<b>8 848</b>
<b>Les montants ci-dessus comprennent :</b>		
Montants dus par les sociétés affiliées	4 887	6 163

Inclus dans les prêts et avances aux banques à la FVPL un montant de 471 millions USD (2023 : 472 millions USD) relatif aux dépôts détenus dans le cadre de certaines transactions de fonds d'amortissement dérivés qui ne peuvent pas être utilisés dans les opérations courantes de la Société.

## 18. PRETS ET AVANCES AUX CLIENTS

	2024 Millions USD	2023 Millions USD
Montant brut des prêts et des avances aux clients à un coût amorti	29 425	29 566
Allocation pour dépréciation (voir la note 15)	(90)	(98)
	29 335	29 468
Prêts et avances aux clients à la FVPL	2 943	2 603
<b>Total des prêts et avances aux clients</b>	<b>32 278</b>	<b>32 071</b>

	2024 Millions USD	2023 Millions USD
<b>Analyse par date d'échéance</b>		
Sur demande	261	313
Dans les trois mois	1 632	855
Entre trois mois et un an	2 840	2 873
Entre un an et cinq ans	15 499	16 568
Plus de cinq ans	12 136	11 560
	32 368	32 169
Allocation pour dépréciation (voir la note 15)	(90)	(98)
<b>Total des prêts et avances aux clients</b>	<b>32 278</b>	<b>32 071</b>

Les prêts et avances aux clients comprennent des créances sur contrats de location-financement pour un montant de 15 millions USD (2023 : 18 millions USD). Voir la note 23 pour plus d'informations sur ces contrats de location-financement.

## 19. PRISE EN PENSION

	2024 Millions USD	2023 Millions USD
Contrats de prise en pension au coût amorti	12 112	8 752
Contrats de prise en pension à FVPL	526	828
	12 638	9 580
<b>Analyse par date d'échéance</b>		
Sur demande	9 813	7 557
Dans les trois mois	117	119
Entre trois mois et un an	201	1 194
Entre un an et cinq ans	2 507	710
	12 638	9 580
<b>Les montants ci-dessus comprennent :</b>		
Montants dus par les sociétés affiliées	9 773	7 255

## 20. ACTIFS DETENUS A DES FINS DE TRANSACTION

	2024 Millions USD	2023 Millions USD
Titres de créance publics	261	287
Prêts négociés	1 251	1 003
Autres titres de créance	13	63
	1 525	1 353
<b>Analyse par date d'échéance</b>		
Sur demande	61	60
Dans les trois mois	49	28
Entre trois mois et un an	82	135
Entre un an et cinq ans	1 134	678
Plus de cinq ans	199	452
	1 525	1 353

Les actifs de dettes en souffrance inclus dans ce qui précède sont présentés en fonction de leur maturité contractuelle. Lorsque la date d'échéance contractuelle est dépassée ou lorsque la réclamation qui en résulte est autrement réglée à une date indéterminée à l'avenir, le solde a été présenté comme dû sous trois mois pour un montant de 61 millions USD (2023 : 0 million USD).

## 21. TITRES DE PLACEMENT

	2024 Millions USD	2023 Millions USD
Obligations non garanties détenues à la FVOCI	2 134	2 226
Instruments de capitaux propres détenus à la FVPL	73	47
	2 207	2 273

  

	2024 Millions USD	2023 Millions USD
<b>Analyse par date d'échéance</b>		
Instruments de dette :		
Sur demande	—	127
Dans les trois mois	1 213	1 152
Entre trois mois et un an	921	947
	2 134	2 226

Les instruments de capitaux propres de 73 millions USD ne sont pas divulgués dans le cadre de l'analyse d'échéance ci-dessus étant donné la nature des instruments.

## 22. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Améliorations locatives Millions USD	Equipements de bureaux Millions USD	Total Millions USD
<b>COUT OU EVALUATION</b>			
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2024	83	33	116
Ajouts	13	5	18
Cessions des investissements	(1)	(3)	(4)
Effet du mouvement en échange	(4)	(1)	(5)
Autres modifications - Transferts	—	—	—
Au 31 décembre 2024	91	34	125
<b>AMORTISSEMENT</b>			
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2024	51	24	75
Amortissement de l'année	9	5	14
Ajouts	(1)	—	(1)
Cessions des investissements	1	—	1
Effet du mouvement en échange	(3)	(3)	(6)
Autres modifications - Transferts	—	—	—
Au 31 décembre 2024	57	26	83
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>			
Au 31 décembre 2024	34	8	42
Au 31 décembre 2023	32	9	41

	Améliorations locatives Millions USD	Equipements de bureaux Millions USD	Total Millions USD
<b>COUT OU EVALUATION</b>			
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2023	79	30	109
Ajouts	3	4	7
Cessions des investissements	—	(1)	(1)
Effet du mouvement en échange	1	1	2
Autres modifications - Transferts	—	(1)	(1)
Au 31 décembre 2023	83	33	116
<b>AMORTISSEMENT</b>			
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2023	42	20	62
Amortissement de l'année	8	4	12
Cessions des investissements	—	(1)	(1)
Effet du mouvement en échange	1	1	2
Autres modifications - Transferts	—	—	—
Au 31 décembre 2023	51	24	75
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>			
Au 31 décembre 2023	32	9	41
Au 31 décembre 2022	37	10	47

## 23. CONTRATS DE CREDIT-BAIL

### Dispositions relatives au bailleur

Les dispositions prises par la Société en tant que bailleur consistent en contrats de crédit-bail pour les équipements et les machines. Les contrats de crédit-bail peuvent inclure des options de renouvellement ou pour que le locataire achète l'article loué à la fin du bail.

Pour l'exercice clos au 31 décembre 2024, le revenu total de crédit-bail était de 1 million USD (2023 : 1 million USD), ce qui correspond aux produits financiers sur l'investissement net dans les contrats de crédit-bail. Cela se reflète dans les intérêts créditeurs sur les prêts et les avances aux clients et aux banques dans la note 4.

Le tableau suivant présente l'analyse de maturité des comptes de tiers débiteurs de crédit-bail de la Société :

	2024 Millions USD	2023 Millions USD
Moins d'un an	4	3
Un à deux ans	3	3
Deux à trois ans	3	3
Trois à quatre ans	3	3
Quatre à cinq ans	3	3
Plus de cinq ans	1	5
	17	20
Valeur résiduelle non garantie escomptée	—	—
Produits financiers non acquis	(2)	(2)
<b>Investissement net en crédit-bail</b>	<b>15</b>	<b>18</b>

Les contrats de crédit-bail de la Société comprennent des accords où le produit financier repose sur des taux d'intérêt variables. Pour ces accords, les montants indiqués ci-dessus représentent uniquement les remboursements principaux fixes.

### Dispositions relatives au locataire

Les dispositions du locataire de la Société consistent en des baux de locaux. Les conditions de location peuvent contenir des options de renouvellement et d'extension, ainsi que des dispositions de résiliation anticipée. En général, ces options n'ont pas d'impact sur la durée du bail, car la Société n'est pas raisonnablement certaine qu'elle exercera les options. La durée moyenne pondérée du bail était de 5 ans au 31 décembre 2024 (2023 : 6 ans).

	2024 Millions USD	2023 Millions USD
Montant reporté au 1 <sup>er</sup> janvier	89	103
Ajustements de traduction	(3)	2
Ajouts	11	4
Dotations aux amortissements	(20)	(20)
Montant reporté au 31 décembre	77	89

Les ajouts aux actifs soumis au droit d'utilisation sur l'exercice se sont élevés à 11 millions USD (2023 : 4 millions USD).

#### Passifs de location

	2024 Millions USD	2023 Millions USD
<b>Analyse de maturité : flux de trésorerie contractuels non actualisés</b>		
Moins d'un an	22	23
Un à cinq ans	50	62
Plus de cinq ans	20	22
	92	107

	2024 Millions USD	2023 Millions USD
<b>Passif de location inclus au bilan financier</b>		
Moins d'un an	20	22
Plus d'un an	65	79
<b>Passif total de crédit-bail (voir note 31)</b>	85	101

#### Montants comptabilisés en résultat

	2024 Millions USD	2023 Millions USD
Intérêts sur les passifs de location (voir note 4)	2	2
Frais d'amortissement pour l'exercice	20	20
Paiements de crédit-bail variables non inclus dans la mesure des passifs de location	7	7

Les coûts variables de location concernent principalement les taux commerciaux payables dans le cadre des dispositions de location de la Société.

Le décaissement total pour les baux au cours de l'exercice était de 23 millions USD (2023 : 23 millions USD).

## 24. AUTRES ACTIFS

	2024 Millions USD	2023 Millions USD
Frais et commissions à recevoir	18	26
Montants dus par les sociétés du groupe	219	197
Sécurité sociale	30	69
Retenue à la source à recevoir	14	10
Créance fiscale actuelle	22	30
Frais prépayés	1	9
Autres	28	98
	332	439

Les montants dus par les entreprises du groupe sont remboursables sur demande.

## 25. FISCALITE DIFFEREE

Au cours de la période de déclaration et de la période comparative, les passifs et actifs d'impôt différé ont été enregistrés et sont répartis comme suit :

### Transfert des soldes d'impôts différés

	1 <sup>er</sup> janvier 2024	Reconnu dans P&L	Reconnu dans OCI	Bilan	31 décembre 2024 Net
	Millions USD	Millions USD	Millions USD	Millions USD	Millions USD
Actif ROU-Location	(19)	2	—	—	(17)
Passifs de location	21	(2)	—	—	19
Obligations au titre des prestations de retraite	15	(2)	—	—	13
Immobilisations	18	(3)	—	—	15
Plus-values sur titres non cotés	(2)	(6)	—	—	(8)
Paielements fondés sur des actions	44	17	—	—	61
Provision pour perte de prêt	(14)	3	—	—	(11)
Goodwill	14	(2)	—	—	12
Actifs fiscaux nets	77	7	—	—	84

	1 <sup>er</sup> janvier 2023	Reconnu dans P&L	Reconnu dans OCI	Bilan	31 décembre 2023 Net
	Millions USD	Millions USD	Millions USD	Millions USD	Millions USD
Actif ROU-Location	—	(19)	—	—	(19)
Passifs de location	—	21	—	—	21
Obligations au titre des prestations de retraite	—	12	3	—	15
Immobilisations	—	(4)	—	22	18
Plus-values sur titres non cotés	(2)	—	—	—	(2)
Paielements fondés sur des actions	17	26	—	—	44
Provision pour perte de prêt	(18)	4	—	—	(14)
Goodwill	15	(1)	—	—	14
Actifs fiscaux nets	12	39	3	22	77

Les actifs d'impôt différé sur l'état de la situation financière de 84 millions USD (2023 : 77 millions USD) sont liés à des différences temporaires.

La direction a conclu que ces actifs d'impôt différé seront entièrement recouverts à l'avenir sur la base des résultats financiers et des prévisions de bénéfices imposables futurs.

Au 31 décembre 2024, la Société a des pertes fiscales non comptabilisées de 53 millions USD (2023 : 866 millions USD) principalement en relation avec les pertes fiscales restreintes relatives à la succursale de Londres. Ces pertes peuvent être reportées indéfiniment et leur utilisation est limitée par rapport aux bénéfices de la succursale de Londres en ce qui concerne l'impôt irlandais sur les sociétés. En outre, la Société a des crédits d'impôt étrangers non comptabilisés de 832 millions USD (2023 : 615 millions USD). Les actifs fiscaux différés n'ont pas été comptabilisés au titre de ces éléments, car il n'est pas probable que des bénéfices et gains imposables futurs soient disponibles sur lesquels ils peuvent être utilisés.

## 26. DEPOTS PAR DES BANQUES

	2024 Millions USD	2023 Millions USD
<b>Analyse par date d'échéance</b>		
Sur demande	614	1 071
Dans les trois mois	4	9
Entre trois mois et un an	—	1
Entre un an et cinq ans	15 125	14 341
	15 743	15 422
<b>Les montants ci-dessus comprennent :</b>		
Montants dus aux sociétés affiliées	15 574	14 981

## 27. DEPOTS PAR DES CLIENTS

	2024 Millions USD	2023 Millions USD
<b>Analyse par date d'échéance</b>		
Sur demande	24 874	18 932
Dans les trois mois	—	—
Entre trois mois et un an	679	857
Entre un an et cinq ans	18 455	16 927
Plus de cinq ans	2 000	2 000
	46 008	38 716
<b>Les montants ci-dessus comprennent :</b>		
Montants dus aux sociétés affiliées*	21 336	20 020
<b>*Dette subordonnée incluse dans En raison de sociétés affiliées</b>		
	2024 Millions USD	2023 Millions USD
Titres de crédit libellés en dollars américains arrivant à maturité en 2033 et portant intérêt au taux SOFR au jour le jour majoré de 217 points de base	2 000	2 000
Prêt MREL interne libellé en dollars américains arrivant à échéance en 2026 et portant intérêt au taux des fonds fédéraux plus 77 points de base	2 000	2 000
Prêt MREL interne libellé en dollars américains arrivant à échéance en 2027 et portant intérêt au taux des fonds fédéraux plus 90 points de base	1 500	—
	5 500	4 000

Les dépôts par les clients comprennent 5,5 milliards USD de passifs subordonnés non négociables au 31 décembre 2024. Parmi ce solde, les exigences minimales pour les fonds propres et les passifs éligibles (« MREL ») de 3,5 milliards USD ne sont pas admissibles en tant qu'instruments de niveau 2 et sont soumises à des exigences de renflouement automatique et 2 milliards USD sont admissibles en tant qu'instruments de niveau 2 à des fins de fonds propres réglementaires. Pour les périodes de reporting précédentes de 2020 à 2023, des soldes de passifs subordonnés totalisant 4 milliards USD, dont 2 milliards USD de MREL et 2 milliards d'instruments de niveau 2, ont été présentés séparément.

La modification de présentation pour inclure les passifs subordonnés, précédemment inclus dans la dette émise et d'autres fonds empruntés dans les dépôts par les clients, fournit des informations financières plus pertinentes car elle s'aligne sur la classification conformément au Règlement (UE) 2015/534 de la Banque centrale européenne. Les détails des passifs subordonnés continuent d'être fournis dans les dépôts par les clients, en notant dans les états financiers.

## 28. DETTES LIEES AU MARCHE ET AUX CLIENTS

	2024 Millions USD	2023 Millions USD
<b>Analyse par date d'échéance :</b>		
Sur demande	1 287	848
<b>Les montants ci-dessus comprennent :</b>		
Montants dus aux sociétés affiliées	5	13

Les dettes liées au marché et aux clients se rapportent aux garanties en espèces et aux opérations en attente de règlement.

## 29. PRISE EN PENSION

	2024 Millions USD	2023 Millions USD
Contrats de mise en pension au coût amorti	128	—
	128	—
<b>Analyse par date d'échéance</b>		
Sur demande	128	—
	128	—
<b>Les montants ci-dessus comprennent :</b>		
Montants dus par les sociétés affiliées	128	—

### 30. TITRES DE CREANCE

Les titres de créance sont entièrement constitués de certificats de dépôt et sont analysés par date d'échéance ci-dessous :

	2024 Millions USD	2023 Millions USD
Sur demande	—	99
Dans les trois mois	353	783
Entre trois mois et un an	823	342
	<b>1 176</b>	<b>1 224</b>

### 31. AUTRES PASSIFS

	2024 Millions USD	2023 Millions USD
Montants dus aux sociétés affiliées	278	137
Taxe sur la valeur ajoutée payable	10	6
Retenue à la source payable	27	24
Impôt courant à payer	63	145
Provisions (voir la note 32)	132	97
Passifs de location (voir la note 23)	85	101
Passifs détenus à des fins de transaction	2	5
Compensation du commerçant	4	30
Autres	200	454
	<b>801</b>	<b>999</b>

Les montants dus aux sociétés affiliées sont payables sur demande. L'autre catégorie concerne principalement les effets à payer dans le processus de règlement.

### 32. PROVISIONS

	2024 Millions USD	2023 Millions USD
Provision pour pertes sur prêts - engagements d'extension de crédit (voir note 15)	132	97
	<b>132</b>	<b>97</b>

### 33. COMPTES DE REGULARISATION

	2024 Millions USD	2023 Millions USD
Avantages sociaux	81	78
Impôts sur la paie	36	30
Charges à payer et produits différés	35	29
	<b>152</b>	<b>137</b>

### 34. OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DE RETRAITE

La Société participe à un nombre de régimes de retraite à cotisations définies et à prestations définies en République d'Irlande et dans toute l'Europe.

#### a. Régimes à cotisations définies

Les principaux régimes sont les suivants :



- Le Bank of America UK Retirement Plan (anciennement le Bank of America Merrill Lynch UK Pension Plan, ou « Régime britannique ») qui est généralement disponible pour les employés de la succursale londonienne de BofA Europe. Le principal employeur du régime britannique est Merrill Lynch International (« MLI »).
- Le Bank of America Ireland Pension Scheme (anciennement le Bank of America Merrill Lynch Ireland Pension Scheme) (le « Régime irlandais ») qui est généralement disponible pour les employés de BofA Europe basés en Irlande.

Les coûts des régimes de retraite à cotisations définies représentent un pourcentage du salaire de chaque employé en fonction de l'ancienneté pour le Régime britannique. L'employeur paie entre 8 % et 12 % du salaire du régime. Les coûts représentent un pourcentage du salaire de chaque employé pour le Régime irlandais et sont basés sur les contributions des membres et leur ancienneté. Les taux de cotisation patronale se situent entre 6 % et 15 % du salaire ouvrant droit à pension. Les coûts sont imputés au compte de résultat de la période au cours de laquelle ils arrivent à échéance.

Le coût des retraites de la Société pour l'année au titre des régimes à cotisations définies s'est élevé à 32 millions USD (2023 : 32 millions USD).

## **b. Régimes de retraite à prestations définies**

La Société participe à des régimes de retraite à prestations définies et liés aux anciennes succursales et entités juridiques du groupe BAC. Ces régimes consistent à la fois en des prestations financées et non financées.

Les principales obligations de la Société en matière de prestations définies concernent les employés allemands et suisses. Il existe également des obligations de prestations définies relatives aux employés français, néerlandais et italiens.

### **b.i. Régime à prestations définies - Suisse**

Le Régime de Zurich est une institution de prévoyance autonome (l'« Institution ») fournissant des prestations en liquide à solde de trésorerie, conformément aux exigences de la Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge / Loi Fédérale sur la Prévoyance Professionnelle Vieillesse, Survivants et Invalidité (« LPP / BVG »). Les prestations de retraite sont fournies soit sous forme de somme forfaitaire lors du départ à la retraite, soit en annuités. Il existe des prestations associées pour le décès et l'invalidité. L'Institution est dirigée par un Conseil d'administration, qui est juridiquement responsable de tous les aspects opérationnels, y compris la supervision des investissements et la distribution des prestations.

Il y a une égale représentation des membres du Conseil, la moitié étant nommée par l'employeur et l'autre moitié par les membres. Les employeurs participants à l'Institution sont BAMLI et les autres filiales suisses du groupe Bank of America et BAMLI est le principal employeur en Suisse.

Les cotisations de l'employeur sont généralement versées conformément à la formule des prestations (c.-à-d. les crédits de cotisations) plus une indemnité pour les cotisations de décès et d'invalidité et les frais d'administration. Toutefois, en vertu des règles du régime et de l'accord d'affiliation, l'employeur est contractuellement obligé de payer des cotisations déficitaires supplémentaires en cas de sous-financement. En 2024, le total des cotisations de l'employeur à prestations déterminées versées à l'actif du régime et des prestations versées directement par l'employeur était de 3 millions USD (2023 : 2 millions USD)

A propos du financement futur :

Tous les employeurs : part de l'employeur des crédits retraite égale au total des crédits moins les cotisations des membres, comme indiqué dans les règles du Régime de Zurich.

Tous les employeurs : 2 % du total des salaires assurés pour les prestations de risques, frais d'administration et autres : 1,2 % du total des salaires assurés pour risques concernant la prime d'assurance risque de l'institution et 3 % du total des salaires assurés pour risques pour l'administration et les autres frais de gestion du Régime de Zurich.

Les évaluations du régime en vertu de l'IAS 19 sont effectuées chaque année.

Un amendement au régime de retraite de BoA Europe DAC Switzerland a été constaté en 2024, ce qui a entraîné un revenu net de 11,5 millions USD. Ce changement de régime est un ensemble qui comprend une augmentation des cotisations de l'employeur, une modification des taux de conversion du régime à la retraite et des mesures de transition pour promulguer ces changements.

### **b.ii. Régimes de retraite à prestations définies - Allemagne**

Les régimes sont les suivants :

Le Régime de retraite à prestations définies de ML International Bank est parrainé par la succursale londonienne de BAMLI DAC. Le Régime concerne les anciens employés allemands de Global Wealth and Investment Management (« GWIM »).

Le régime à prestations définies de ML Capital Markets Bank et le plan de rémunération différée de ML Capital Markets Bank (« MLCMB DCP ») sont parrainés par le siège social de BofA Europe (pour les membres non actifs) et la succursale de Francfort de BofA Europe (pour les employés actifs).

Le Régime DB de ML Management GmbH est parrainé par la succursale de Francfort de BofA Europe et se compose de passifs à l'égard des employés allemands suite à la dissolution de ML Management GmbH en 2016.

Le Régime à prestations définies de ML IM et ML IM DCP sont parrainés par la succursale de Francfort de BofA Europe. Ces régimes concernent les anciens employés allemands de GWIM.

BofA Europe Pension Plan 1992 et BoA Europe DAC Pension Plan 1992 DCP sont parrainés par la succursale de Francfort de BofA Europe. Ces deux plans ne sont pas financés et concernent des membres actifs en Allemagne.

La Société applique une approche de financement Book-Reserve à tous ces régimes à prestations définies, à l'exception du DCP MLCMB qui est partiellement financé par des contrats d'assurance. La Société est également légalement tenue de contribuer à l'Association de protection des pensions (Pensions-Sicherungs-Verein aG – PSVaG), qui protège les promesses d'insolvabilité des employeurs des membres. Ces promesses relèvent de la responsabilité directe de la Société. Il n'y a pas de fiduciaires ou d'autres membres du conseil d'administration de ce type.

La Société est par conséquent exposée aux risques d'intérêts, d'inflation, d'invalidité et de mortalité, et doit disposer du flux de trésorerie disponible pour répondre aux avantages lorsqu'ils arrivent à échéance à l'avenir.

En 2024, le total des cotisations de l'employeur à prestations déterminées versées à l'actif du régime et des prestations versées directement par l'employeur était de 4 millions USD (2023 : 16 millions USD)

Les évaluations du régime en vertu de l'IAS 19 sont effectuées chaque année.

### b.iii. Régimes de retraite à prestations définies - Autres

Les autres régimes sont composés d'un régime de retraite financé à prestations définies aux Pays-Bas, administré via un contrat d'assurance détenu par la Société, un régime d'indemnité de licenciement non financée (« TFR ») en Italie ainsi que d'un régime de retraite à prestations définies en France.

Les cotisations employeur au régime des Pays-Bas sont égales aux primes d'assurance en cours et dans les régimes non financés, aux prestations dues, que l'employeur paie directement. En 2024, le total des cotisations employeur de prestations définies réalisé était de 0,3 million USD (2023 : 1 million USD)

Le tableau suivant indique le passif net des régimes de retraite sur l'état de la situation financière et les charges connexes dans le compte de résultat. Pour certains plans (ML International Bank Plan, MLIB Dublin Capital Markets Bank et MLIB Dublin Capital Markets Bank DCP), la devise des avantages du plan sous-jacent ne correspond pas à la devise de déclaration des succursales de la Société. Pour ces plans, les résultats ont d'abord été convertis dans la devise de déclaration de l'agence, les gains ou pertes de change étant comptabilisés par le biais du compte de résultat.

	2024 Millions USD	2023 Millions USD
Juste valeur des actifs du régime	113	113
Valeur actuelle des obligations de prestations définies	(198)	(216)
<b>Obligation de pension nette sur l'état de situation financière</b>	<b>(85)</b>	<b>(103)</b>
Coût de service actuel	3	3
Coût de service passé - Modifications du plan	(11)	—
Charges d'intérêts	3	3
Frais administratifs, taxes et autres	—	—
Devise (gains)/pertes de la succursale	(4)	3
<b>(Produit)/charges de pension comptabilisées dans le compte de résultat</b>	<b>(9)</b>	<b>9</b>

	Valeur actuelle de l'obligation pour la Suisse Millions USD	Valeur actuelle de l'obligation pour l'Allemagne Millions USD	Valeur actuelle de l'obligation pour Autres Millions USD	Juste valeur des actifs du régime suisse Millions USD	Juste valeur des actifs du régime allemand Millions USD	Juste valeur des actifs des autres régimes Millions USD	Valeur actuelle de l'obligation Total Millions USD	Juste valeur des actifs des régimes Total Millions USD	Respon sabilité nette des régimes de retraite Millions USD
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2024</b>	(111)	(96)	(9)	104	5	4	(216)	113	(103)
Transfert dans	—	(1)	—	—	—	—	(1)	—	(1)
	(111)	(97)	(9)	104	5	4	(217)	113	(104)
<b>Montants comptabilisés en résultat :</b>									
Coût de service actuel	(2)	—	(1)	—	—	—	(3)	—	(3)
Coût de service passé	11	—	—	—	—	—	11	—	11
- Modifications du plan	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Frais administratifs, taxes et autres	(1)	(3)	—	1	—	—	(4)	1	(3)
Charges d'intérêts	8	(3)	(1)	1	—	—	4	1	5
<b>Montants comptabilisés en autres éléments cumulés du résultat global :</b>									
Rendement des actifs du régime (hors produits d'intérêts)	—	—	—	6	—	—	—	6	6
Gain/(perte) de change dans les hypothèses d'expérience	(4)	3	—	—	—	—	(1)	—	(1)
Gain/(perte) de change dans les hypothèses démographiques	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gain/(perte) de change dans les hypothèses financières	(8)	4	—	—	—	—	(4)	—	(4)
	(12)	7	—	6	—	—	(5)	6	1

  

	Valeur actuelle de l'obligation pour la Suisse Millions USD	Valeur actuelle de l'obligation pour l'Allemagne Millions USD	Valeur actuelle de l'obligation pour Autres Millions USD	Juste valeur des actifs du régime suisse Millions USD	Juste valeur des actifs du régime allemand Millions USD	Juste valeur des actifs des autres régimes Millions USD	Valeur actuelle de l'obligation Total Millions USD	Juste valeur des actifs des régimes Total Millions USD	Respon sabilité nette des régimes de retraite Millions USD
<b>Différences de change</b>	8	6	—	(8)	—	—	14	(8)	6
Bénéfices et pertes	—	4	—	—	—	—	4	—	4
OCI	8	2	—	(8)	—	—	10	(8)	2
<b>Contributions</b>									
Employeur	—	—	—	3	4	—	—	7	7
Participants au régime	(1)	—	—	1	—	—	(1)	1	—
	7	6	—	(4)	4	—	13	—	13
<b>Versements à partir du régime</b>									
Versements de prestations	3	4	—	(3)	(4)	—	7	(7)	—
<b>Au 31 décembre 2024</b>	(105)	(83)	(10)	104	5	4	(198)	113	(85)

	Valeur actuelle de l'obligation pour la Suisse Millions USD	Valeur actuelle de l'obligation pour l'Allemagne Millions USD	Valeur actuelle de l'obligation pour les autres régimes Millions USD	Juste valeur des actifs du régime suisse Millions USD	Juste valeur des actifs du régime allemand Millions USD	Juste valeur des actifs des autres régimes Millions USD	Valeur actuelle de l'obligation Total Millions USD	Juste valeur des actifs des régimes Total Millions USD	Responsa- bilité nette des régimes de retraite Millions USD
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2023	(98)	(100)	(7)	97	4	3	(206)	105	(101)
Transfert dans	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	(98)	(100)	(7)	97	4	3	(206)	105	(101)
Montants comptabilisés en résultat :									
Coût de service actuel	(2)	—	(1)	—	—	—	(3)	—	(3)
Charges d'intérêts	(2)	(3)	—	2	—	—	(6)	2	(3)
	(4)	(4)	(1)	2	—	—	(9)	2	(7)
Montants comptabilisés en autres éléments cumulés du résultat global :									
Rendement des actifs du régime (hors produits d'intérêts)	—	—	—	6	—	—	—	6	6
Gain/(perte) de change dans les hypothèses d'expérience	2	1	—	—	—	—	3	—	3
Gain/(perte) de change dans les hypothèses démographiques	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gain/(perte) de change dans les hypothèses financières	(13)	(7)	—	—	—	—	(20)	—	(20)
	(11)	(6)	—	6	—	—	(17)	6	(11)
Différences de change	(10)	(3)	—	9	—	—	(14)	10	(4)
Bénéfices et pertes	—	(2)	—	—	—	—	(2)	—	(2)
OCI	(10)	(1)	—	9	—	—	(11)	10	(2)
Autre modification des obligations à prestations définies	—	—	—	—	—	—	—	—	—

	Valeur actuelle de l'obligation pour la Suisse Millions USD	Valeur actuelle de l'obligation pour l'Allemagne Millions USD	Valeur actuelle de l'obligation pour les autres régimes Millions USD	Juste valeur des actifs du régime suisse Millions USD	Juste valeur des actifs du régime allemand Millions USD	Juste valeur des actifs des autres régimes Millions USD	Valeur actuelle de l'obligation Total Millions USD	Juste valeur des actifs des régimes Total Millions USD	Responsa- bilité nette des régimes de retraite Millions USD
Contributions									
Employeur	—	—	—	2	16	1	—	19	19
Participants au régime	(1)	—	—	1	—	—	(1)	1	—
	(11)	(3)	—	12	16	1	(15)	29	15
Versements à partir du régime									
Versements de prestations	13	16	—	(13)	(16)	—	29	(29)	—
Au 31 décembre 2023	(111)	(96)	(9)	104	5	4	(216)	113	(103)

Les principales hypothèses actuarielles étaient les suivantes et sont pondérées par la taille du passif de retraite :

	2024	2023
Taux d'actualisation	1,97 %	2,16 %
Taux de croissance des pensions de retraite	0,92 %	0,96 %
Inflation IPC	1,70 %	1,72 %
	2024	2023
Espérance de vie pour les hommes âgés de 65 ans	21	21
Espérance de vie pour les femmes âgées de 65 ans	24	24
Espérance de vie à 65 ans pour les hommes actuellement âgés de 50 ans	23	23
Espérance de vie à 65 ans pour les femmes actuellement âgées de 50 ans	25	25

Les hypothèses de mortalité sont basées sur les conseils actuariels, conformément aux statistiques publiées et à l'expérience passée. Elles permettent de prévoir des améliorations à venir des taux de mortalité.

Les actifs du plan global (tous au prix du marché coté) sont investis dans les catégories d'actifs suivantes :

	<b>2024</b> <b>Millions</b> <b>USD</b>	<b>2023</b> <b>Millions</b> <b>USD</b>
Capitaux propres	<b>37</b>	39
Dette	<b>31</b>	23
Immobilier	<b>21</b>	29
Autres	<b>24</b>	22
	<b>113</b>	113

Les durées moyennes des obligations de fin d'année étaient les suivantes :

	<b>2024</b> <b>Ans</b>	<b>2023</b> <b>Ans</b>
Suisse	<b>14</b>	15
Allemagne	<b>14</b>	14
Autres plans	<b>14</b>	15

La sensibilité de l'obligation de prestations définies aux changements dans les hypothèses principales pondérées est la suivante :

	<b>Obligation</b> <b>de</b> <b>prestations</b> <b>définies</b> <b>2024</b> <b>Millions</b> <b>USD</b>	<b>Obligation</b> <b>de</b> <b>prestations</b> <b>définies</b> <b>2023</b> <b>Millions</b> <b>USD</b>
Valeur actuelle au 31 décembre	<b>198</b>	217
<b>Après une hausse de 1 % du taux d'actualisation</b>		
Evolution	<b>(29)</b>	(31)
Nouvelle valeur	<b>169</b>	186
<b>Après une hausse de 1 % de l'hypothèse d'inflation</b>		
Evolution	<b>11</b>	12
Nouvelle valeur	<b>209</b>	229
<b>Après une hausse de l'espérance de vie d'un an</b>		
Evolution	<b>6</b>	7
Nouvelle valeur	<b>204</b>	224

Les régimes exposent la Société à un certain nombre de risques, dont les plus importants sont les suivants :

#### *Variations des rendements d'obligations*

Les rendements des obligations d'entreprise pour une période et une devise similaires aux engagements sont utilisés comme base pour fixer le taux d'actualisation pour chaque régime. Une hausse des rendements des obligations d'entreprise de la zone euro et/ou de la Suisse diminuera la valeur placée sur les engagements de régimes à des fins comptables.

#### *Actifs non correspondants*

Une partie des actifs du régime est investie dans des actifs qui ne correspondent pas à la nature et/ou à la durée du passif. Les changements dans les conditions du marché pourraient entraîner une variation différente des valeurs des actifs, en termes de direction et/ou de montant, des passifs, ce qui entraînerait une variation du passif net de retraite.

#### *Risque d'inflation*

Une part des obligations de prestations des régimes est liée à l'inflation. Une inflation plus élevée entraînera une augmentation des engagements.

#### *Espérance de vie*

La plupart des obligations des régimes sont censées fournir au membre des prestations à vie. Un prolongement de l'espérance de vie entraînera donc une hausse des obligations.

*Les méthodes et hypothèses utilisées dans la préparation des analyses de sensibilité requises et les limites de ces méthodes :*

Les résultats de sensibilité sont calculés de la même manière que les résultats de base, à la même date, en utilisant la même méthodologie actuarielle, mais en utilisant les hypothèses nécessaires pour mener les analyses de sensibilité. Comme l'exige l'IAS 19, le modèle actuariel utilisé pour le calcul des résultats de base et de sensibilité est l'approche unitaire projetée.

Les évaluations des obligations du plan, des actifs et des données associées pour la plupart des plans ont été initialement fournies par les actuaires locaux conformément aux PCGR américains aux fins de la comptabilité BAC. Elles ont ensuite été converties en IFRS. Les hypothèses, passifs, actifs, flux de trésorerie et mesures de sensibilité initialement fournis à la fin de l'exercice en vertu des PCGR américains peuvent également être utilisés en vertu des IFRS sans ajustement.

Les hypothèses actuarielles utilisées pour l'évaluation de l'IAS 19 et pour la divulgation des coûts de retraite dans le rapport annuel et les comptes sont fixées par la Société, auditées par l'auditeur, mais sur la base des conseils de l'actuaire local concerné. Les hypothèses économiques retenues sont les taux déterministes. Le taux d'actualisation est fixé sur la base des rendements disponibles sur les obligations d'entreprises de haute qualité (généralement considérées comme étant notées AA) à une durée et une devise appropriées au passif. D'autres hypothèses économiques et toutes les hypothèses démographiques sont les meilleures estimations, basées sur les recommandations de l'actuaire.

Les hypothèses majeures ont été évaluées et considérées comme se situant dans la plage des hypothèses qui sont raisonnables aux fins pour lesquelles elles ont été utilisées. Cependant, d'autres hypothèses sont également raisonnables et appropriées et leur utilisation produirait des résultats différents.

*Changements par rapport à la période précédente dans les méthodes et hypothèses utilisées pour préparer l'analyse de sensibilité, et les raisons de ces changements :*

Aucune modification n'a été apportée aux méthodes utilisées pour préparer l'analyse de sensibilité. La méthodologie utilisée pour déduire les hypothèses d'évaluation sous-jacentes est également inchangée par rapport à l'année précédente.

*Contribution prévue pour l'année 2025*

La contribution de l'employeur aux actifs du régime à prestations déterminées et aux prestations payées directement par l'employeur pour la prochaine période de déclaration annuelle devrait s'élever à 7 millions USD, contre 7 millions USD en 2024.

## 35. CAPITAL SOCIAL

	2024 Millions USD	2023 Millions USD
<b>Autorisé</b>		
55 051 000 (2023 : 55 051 000) actions ordinaires de 1 USD chacune	55	55
<b>Appelé, émis et entièrement payé</b>		
32 067 011 (2023 : 32 067 011) actions ordinaires de 1 USD chacune	32	32

## 36. RESERVES

### Compte de primes d'émission

Aux termes de la fusion de 2018 avec Bank of America Merrill Lynch International Limited (« BAMLI Ltd »), la Société a émis une part de la valeur nominale de 1 USD à la société mère immédiate BANA en contrepartie de l'actif net de BAMLI Ltd. L'allègement de la reconstruction du groupe a été appliqué pour limiter l'augmentation de la prime d'action de la Société à 9 061 millions USD.

### Bénéfices non distribués

La différence entre les coûts d'attribution du plan d'actions réglés en instruments de capitaux propres, comme calculés conformément aux paiements fondés sur des actions de la norme IFRS 2 et les montants refacturés pour ces attributions par la société mère intermédiaire durant l'exercice représente un débit de 4 millions USD (2023 : débit de 5 millions USD). Ces coûts sont inclus dans les réserves pour profits et pertes.

Autres réserves

Juste valeur par le biais d’autres réserves pour résultat global

La juste valeur par le biais d’autres réserves de résultat global représente les variations de la juste valeur par le biais d’autres investissements de résultat global depuis la comptabilisation initiale.

Réserve de change

La réserve de change comprend les écarts de conversion découlant des bénéfices et des pertes de l’exercice en cours, ainsi que des réserves d’ouverture des succursales dont la devise fonctionnelle n’est pas le dollar américain.

Réserve d’apport en capital

Merrill Lynch Europe Limited a publié en 2015 des recharges d’obligations de retraite intragroupe de 59 millions de dollars. Cela a été considéré comme une contribution en capital. La société a reconnu une diminution de la réserve de contribution en capital de 4 millions USD en 2023 en raison de l’acquisition de réserves d’AEC lors de la liquidation de la succursale de BANA Athènes à la succursale de BofA Europe Athènes, dans laquelle les deux ont une société mère commune.

	Juste valeur par le biais d’autres réserves pour résultat global Millions USD	Réserve de change Millions USD	Réserve d’apport en capital Millions USD	Total Millions USD
Autres réserves				
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2024	1	20	55	76
Mouvement de l’année en cours	(1)	(37)	—	(38)
Au 31 décembre 2024	—	(17)	55	38

37. AUTRES ENGAGEMENTS FINANCIERS

	2024 Millions USD	2023 Millions USD
Engagements non utilisés	48 237	45 241
Engagements d’achat	637	286
Lettres de crédit standby et garanties financières	938	454
	49 812	45 981

Le tableau ci-dessus comprend le montant notionnel des engagements juridiquement contraignants non financés.

La Société contracte des engagements d’extension de crédit tels que des engagements de prêt, des lettres de crédit standby (ABLC pour « standby letter of credit ») et des lettres de crédit documentaire afin de répondre aux besoins de financement de ses clients.

Les engagements fermes d’extension de crédit sont généralement assortis de taux et d’échéances spécifiques. Certains de ces engagements comportent des clauses de détérioration visant à protéger la Société contre la détérioration de la capacité de remboursement de l’emprunteur.

Les engagements d’achat sont représentés par des engagements d’achat ouverts pour acheter des prêts, qui n’ont pas encore été réglés.

Les autres engagements financiers comprennent les engagements comptabilisés dans le cadre de l’option Juste valeur. Au 31 décembre 2024, 2 746 millions USD (2023 : 1 981 millions USD) de ces engagements ont été choisis pour être évalués en vertu de l’option de juste valeur.

### 38. INSTRUMENTS FINANCIERS PAR CATEGORIE

Le tableau suivant analyse la valeur comptable des actifs et passifs financiers de la Société par catégorie et par rubrique de l'état de situation financière :

**31 décembre 2024**

	Coût amorti	Obligatoire à la FVPL	Désigné à la FVPL	FVOCI - obligations non garanties	FVPL - instruments de capitaux propres	Total
	Millions USD	Millions USD	Millions USD	Millions USD	Millions USD	Millions USD
Espèces dans les banques centrales	23 077	—	—	—	—	23 077
Effets à recevoir liés au marché et aux clients	1 819	—	—	—	—	1 819
Prêts et avances aux banques	7 973	471	—	—	—	8 444
Prêts et avances aux clients	29 335	2 943	—	—	—	32 278
Prise en pension	12 112	—	526	—	—	12 638
Actifs détenus à des fins de transactions	—	1 525	—	—	—	1 525
Titres de placement	—	—	—	2 134	73	2 207
Instruments financiers dérivés	—	2 931	—	—	—	2 931
Autres actifs	265	—	—	—	—	265
<b>Actifs financiers</b>	<b>74 581</b>	<b>7 870</b>	<b>526</b>	<b>2 134</b>	<b>73</b>	<b>85 184</b>
Dépôts par des banques	15 743	—	—	—	—	15 743
Dépôts par des clients	46 008	—	—	—	—	46 008
Dettes liées au marché et aux clients	1 287	—	—	—	—	1 287
Prise en pension	128	—	—	—	—	128
Titres de créance	1 176	—	—	—	—	1 176
Instruments financiers dérivés	—	3 809	—	—	—	3 809
Passifs financiers désignés à la FVPL	—	—	238	—	—	238
Autres passifs	567	—	2	—	—	569
Comptes de régularisation	152	—	—	—	—	152
<b>Passifs financiers</b>	<b>65 061</b>	<b>3 809</b>	<b>240</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>69 110</b>

**31 décembre 2023**

	Coût amorti	Obligatoire à la FVPL	Désigné à la FVPL	FVOCI - obligations non garanties	FVPL - instruments de capitaux propres	Total
	Millions USD	Millions USD	Millions USD	Millions USD	Millions USD	Millions USD
Espèces dans les banques centrales	17 142	—	—	—	—	17 142
Effets à recevoir liés au marché et aux clients	1 427	—	—	—	—	1 427
Prêts et avances aux banques	8 376	472	—	—	—	8 848
Prêts et avances aux clients	29 468	2 603	—	—	—	32 071
Prise en pension	8 752	256	572	—	—	9 580
Actifs détenus à des fins de transactions	—	1 353	—	—	—	1 353
Titres de placement	—	—	—	2 226	47	2 273
Instruments financiers dérivés	—	2 579	—	—	—	2 579
Autres actifs	321	—	—	—	—	321
<b>Actifs financiers</b>	<b>65 486</b>	<b>7 263</b>	<b>572</b>	<b>2 226</b>	<b>47</b>	<b>75 594</b>
Dépôts par des banques	15 422	—	—	—	—	15 422
Dépôts par des clients	38 716	—	—	—	—	38 716
Dettes liées au marché et aux clients	848	—	—	—	—	848
Titres de créance	1 224	—	—	—	—	1 224
Instruments financiers dérivés	—	3 722	—	—	—	3 722
Passifs financiers désignés à la FVPL	—	—	17	—	—	17
Autres passifs	722	—	5	—	—	727
Comptes de régularisation	137	—	—	—	—	137
<b>Passifs financiers</b>	<b>57 069</b>	<b>3 722</b>	<b>22</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>60 813</b>



## 39. ACTIFS TRANSFERES ET ENTITES STRUCTUREES NON CONSOLIDEES

### Nature, finalité et étendue de l'exposition de la Société à des entités structurées

La Société conclut des transactions dans le cours normal de ses activités avec diverses entités structurées conçues pour atteindre un objectif commercial spécifique. Une entité structurée (parfois appelée Entité ad hoc spéciale) est une entité qui a été conçue de sorte que les droits de vote ou autres droits similaires ne sont pas le facteur dominant pour décider de qui contrôle l'entité.

L'exposition de la Société à des entités structurées se rapporte à son financement sous forme de prêts ou avances similaires aux clients, appuyé par des groupes d'actifs spécifiques. Les formes juridiques des entités structurées peuvent varier mais comprennent généralement des sociétés à responsabilité limitée, des fiducies, des fonds et des partenariats.

### Entités sponsorisées

La Société se considère comme le parrain d'une entité structurée, lorsqu'elle est principalement impliquée dans la conception et l'établissement de l'entité structurée, et davantage lorsque la Société transfère des actifs à l'entité structurée, les produits de marché associés à l'entité structurée à son propre nom, apporte une aide opérationnelle pour veiller à la poursuite de l'activité de la SPE et/ou apporte des garanties concernant les résultats de l'entité structurée.

### Entités structurées consolidées

La Société n'a pas d'entités structurées consolidées car son implication avec des entités structurées n'entraîne généralement pas le contrôle de la Société sur ses décisions de prise d'investissement.

### Entités structurées non consolidées

La participation de la Société dans une entité structurée non consolidée est considérée comme l'engagement contractuel et non contractuel qui expose la Société aux variations de rendements provenant de la performance de l'entité structurée. Un intérêt dans une autre entité peut être établi, mais sans s'y limiter, par la détention d'actions ou d'obligations non garanties, ainsi que d'autres formes d'engagements comme la mise à disposition de fonds, l'aide sous forme de liquidité, le rehaussement de crédit et les garanties.

La Société peut fournir un financement à des entités structurées dans le cours normal des activités. Comme indiqué ci-dessus, la Société fournit un financement à des entités structurées dans le cours normal de ses activités et évalue le risque et l'exposition de ladite activité de manière cohérente avec d'autres activités de financement en examinant la solvabilité des contreparties impliquées, le montant et la qualité de la garantie de l'instrument et les accords contractuels en place, y compris toute garantie reçue d'autres parties. La Société n'a généralement pas un niveau significatif d'implication dans la conception ou l'exploitation de ces entités structurées et ne se considère pas comme promoteur des accords. La Société déclare cette activité dans le cadre des prêts et avances aux clients, conformément aux autres activités de financement.

### Titrisation immobilière commerciale

La Société utilise également des entités structurées pour garantir des prêts immobiliers commerciaux et des avances en tant que source de financement et moyen de transfert de risque. Les prêts et les avances sont transférés par la Société aux entités structurées contre des liquidités, et les entités structurées émettent des titres d'emprunt à l'intention des investisseurs. Les actifs transférés sont généralement dé-comptabilisés du bilan de la Société car la Société transfère la quasi-totalité des risques et avantages de la propriété de l'actif. Reportez-vous aux notes 2.9 et 2.14 pour lire les méthodes comptables qui régissent la comptabilisation et la dé-comptabilisation des actifs financiers.

En plus de ce qui précède, la Société est exposée à des instruments de titrisation de biens immobiliers commerciaux parrainés au sein de son portefeuille de prêts et d'avances dans lesquels les actifs ont été transférés à l'entité structurée par une société affiliée du groupe BAC.

La Société conserve généralement une partie du prêt original, fournit un prêt d'émetteur distinct à l'entité structurée, ou fournit des facilités de liquidité à l'entité structurée. Celles-ci sont considérées comme représentant l'implication continue de la Société dans les actifs financiers transférés qui ont été dé-comptabilisés dans leur intégralité.

Le tableau suivant présente la valeur comptable des intérêts enregistrés de la Société dans son état de la situation financière ainsi que l'exposition maximale au risque (telle que définie dans le paragraphe ci-dessous) due à ces expositions dans les entités structurées non consolidées.

Le risque maximal de perte auquel la Société est exposée correspond à l'hypothèse peu probable où tous les actifs des VIE n'auraient plus aucune valeur ; il recouvre non seulement les pertes affectant éventuellement les actifs enregistrés au Bilan consolidé de la Société, mais également les pertes potentielles associées aux engagements hors bilan tels que les engagements de liquidité non financés et autres accords contractuels. Le risque maximal de perte auquel la Société est exposée ne tient pas compte des pertes comptabilisées antérieurement, par exemple, au moyen de réductions de la valeur d'éléments d'actif.

	2024		2023	
	Montant comptable des actifs financiers Millions USD	Exposition maximale à la perte Millions USD	Montant comptable des actifs financiers Millions USD	Exposition maximale à la perte Millions USD
Intérêts enregistrés dans l'état de la situation financière				
Prêts et avances aux clients	6	9	7	10

La taille totale de ces entités structurées est de 299 millions USD (2023 : 319 millions USD). Au cours de l'exercice ou des exercices précédents, la Société n'a fourni aucun soutien financier non contractuel ou autre soutien à ces entités structurées non consolidées.

Actifs financiers transférés qui sont décomptabilisés dans leur intégralité, mais lorsque la Société est toujours impliquée

Le tableau suivant résume l'effet sur l'état de la situation financière, la juste valeur et l'exposition maximale aux pertes de la Société en raison de son implication continue dans les actifs transférés avec des entités structurées.

	2024			2023		
	Porter une implication continue Millions USD	Juste valeur de l'implication continue	Exposition maximale à la perte Millions USD	Porter une implication continue Millions USD	Juste valeur de l'implication continue	Exposition maximale à la perte Millions USD
Prêts hypothécaires	85	84	91	175	173	184

Les montants indiqués dans le tableau ci-dessus concernent principalement les intérêts conservés dans les SPE.

La taille totale de ces entités structurées est de 2 407 millions USD (2023 : 4 425 millions USD). Au cours de l'exercice ou des exercices précédents, la Société n'a fourni aucun soutien financier non contractuel ou autre soutien à ces entités structurées non consolidées.

Aucun revenu important n'a été perçu par la Société ni en 2024, ni au cours des années précédentes en relation avec ces transactions.

40. COMPENSATION

Les actifs et passifs financiers peuvent être compensés et le montant net déclaré dans l'état de la situation financière uniquement lorsque la Société dispose actuellement d'un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés, et qu'il existe une intention de régler sur une base nette ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Le tableau suivant présente les instruments financiers soumis à des accords de compensation globale et à des accords similaires, mais non compensés : La colonne « montant net » indique l'impact sur l'état de la situation financière de la Société si tous les droits de compensation ont été exercés.

31 décembre 2024						
	Effets de la compensation sur le bilan			Montants associés non compensés		
	Montants bruts comptabilisés Millions USD	Montants bruts compensés dans l'état de la situation financière Millions USD	Montants nets présentés dans le PSO Millions USD	Instruments financiers Millions USD	Garanties en liquidités Millions USD	Montant net Millions USD
Actifs						
Instruments financiers dérivés	3 533	(602)	2 931	(1 495)	(692)	744
Prise en pension	13 293	(655)	12 638	(12 634)	—	4
Passifs						
Instruments financiers dérivés	4 273	(464)	3 809	(1 495)	(1,271)	1 043
Prise en pension	783	(655)	128	—	—	128

**31 décembre 2023**

	Montants bruts comptabilisés	Montants bruts compensés dans l'état de la situation financière	Montants nets présentés dans le PSO	Instruments financiers	Garanties en liquidités	Montant net
	Millions USD	Millions USD	Millions USD	Millions USD	Millions USD	Millions USD
Actifs						
Instruments financiers dérivés	3 547	(968)	2 579	(1 325)	(662)	592
Prise en pension	9 831	(251)	9 580	(9 580)	—	—
Passifs						
Instruments financiers dérivés	4 474	(752)	3 722	(1 325)	(1 325)	1 072
Prise en pension	251	(251)	—	—	—	—

Les instruments financiers inclus dans les « montants liés non compensés » ont été mis à jour pour inclure 12 634 millions USD (2023 : 9 580 millions USD) de garanties de titres de prise en pension reçues.

**Instruments financiers**

La Société peut effectuer un certain nombre de transactions sur des instruments financiers avec une seule contrepartie. Elle peut conclure une convention générale de compensation avec l'International Swaps and Derivatives Association (« ISDA ») ou son équivalent (« convention générale de compensation ») avec cette contrepartie. Ce type de convention assure un règlement net unique de tous les instruments financiers concernés par l'accord en cas de défaut de paiement ou de résiliation du contrat. Ces accords sont couramment utilisés pour se protéger contre des pertes en cas de faillite ou d'autres circonstances qui empêchent une contrepartie de respecter ses obligations. Une convention générale de compensation crée habituellement un droit de compensation qui devient exécutoire. Elle n'affecte la matérialisation ou le règlement d'actifs et de passifs financiers individuels qu'à la suite d'un cas donné de défaut de paiement ou dans d'autres circonstances non prévues dans le cours normal des activités.

La Société conclut des conventions générales de compensation avec les principales contreparties aux produits dérivés de la Société. En cas d'absence d'intention de régler sur la base du montant net, dans le cours normal des activités, les soldes n'ont pas été compensés dans l'état de la situation financière et sont présentés séparément dans le tableau ci-dessus.

**Garanties en liquidités**

Les garanties en liquidités se rapportent aux garanties reçues et données pour des produits financiers dérivés et qui n'ont pas été compensées dans l'état de la situation financière.

**41. GESTION DES RISQUES****Entité juridique de gouvernance des risques**

BAC a établi un cadre de gouvernance des risques (le « Cadre de gestion des risques »), qui sert de fondement à une gestion cohérente et efficace des risques, auxquels sont confrontées BAC et ses sociétés affiliées (parmi lesquelles la Société). Le Cadre de gestion des risques définit les rôles et responsabilités pour la gestion des risques et fournit un plan pour la gestion globale par la délégation de pouvoir, établit l'appétit pour le risque et les limites associées à nos activités.

Le Cadre de gestion des risques s'applique à tous les employés de BAC. Il permet une compréhension de l'approche appliquée par la Société, ainsi que des responsabilités de chaque employé, en matière de gestion du risque. Tous les employés sont tenus d'assumer la responsabilité d'une bonne gestion des risques et de rendre des comptes s'agissant de l'identification, de la remontée et du débat autour des risques auxquels est confrontée la Société. Le Cadre de gestion des risques définit les rôles et les responsabilités de gestion des risques par les unités de première ligne (« FLU »), la gestion indépendante des risques, d'autres fonctions de contrôle et l'audit d'entreprise. Figurent ci-dessous les composantes de l'approche adoptée par la Société en matière de gestion du risque :

- Une culture consistant à bien gérer le risque ;
- Appétence au risque ;
- Des processus de gestion du risque ;
- La gestion, l'agrégation des données et le signalement concernant le risque ; et
- La gouvernance du risque.

Les processus de gestion des risques décrits ci-dessus permettent aux sociétés BAC (y compris BoA Eu) de gérer les sept principaux types de risques : le marché, le crédit, la conformité et les opérations, les liquidités, la réputation, la stratégie et la gestion du capital.

Vous trouverez ci-dessous une synthèse de l’approche appliquée par la Société à chaque type de risque.

**a. Risque de marché**

Le risque de marché est le risque que des changements dans la situation du marché puissent se répercuter négativement sur la valeur de l’actif et/ou du passif, ou autrement sur le bénéfice. Le risque de marché est composé du risque de prix et du risque de taux d’intérêt.

*Risque lié au prix*

Le risque de prix est le risque pour la situation financière actuelle ou prévue découlant des variations de la valeur des portefeuilles de négociation, des titres de placement ou des activités de financement liées à la trésorerie. Ces portefeuilles sont généralement soumis à des fluctuations quotidiennes des prix et sont comptabilisés principalement à la valeur du marché. Ce risque provient surtout de l’activité des marchés, des transactions et des marchés des capitaux sur les marchés des taux d’intérêt, des devises et du crédit.

*Risque de taux d’intérêt*

Il s’agit du risque lié à la situation financière actuelle ou prévue issue des mouvements de taux d’intérêt. Le risque lié au taux d’intérêt résulte des écarts entre le moment des variations de change et le moment des flux de trésorerie (risque de réévaluation), de la variation de relations de taux entre les différentes courbes de rendements affectant les activités bancaires (risque de base), de la variation des relations de taux entre les échéances (risque de la courbe de rendements) et des options liées aux intérêts, intégrées aux produits bancaires ou aux titres d’investissement (risque des options).

*Risque de taux d’intérêt et risque de spread de crédit dans le portefeuille bancaire*

Le risque de taux d’intérêt dans le portefeuille bancaire est le risque pour les bénéfices ou le capital actuels ou anticipés de BofA Europe découlant de mouvements défavorables des taux d’intérêt. Les variations des taux d’intérêt et de la marge de crédit affectent les bénéfices et le capital de la Société en impactant sa projection de le revenu d’intérêts et la valeur économique sous-jacente de ses actifs, passifs et éléments hors bilan (valeur économique des capitaux propres).

Le risque d’écart résulte de la structure à terme des instruments sensibles aux taux d’intérêt qui découle de différences dans le calendrier de leurs changements de taux, couvrant les changements de la structure à terme des taux d’intérêt survenant de manière cohérente sur l’ensemble de la courbe de rendement (risque parallèle) ou différenciellement par période (non parallèle). Le risque de base découle de l’impact des variations relatives des taux d’intérêt sur les instruments sensibles aux taux d’intérêt qui ont des ténors similaires, mais qui sont tarifés en utilisant différents indices de taux d’intérêt. Le risque lié au taux d’intérêt dans le portefeuille bancaire de la Société provient des différences de réévaluation, de taux et de caractéristiques d’échéance entre ses actifs et ses passifs.

*Mesure du risque de marché*

Au niveau des actifs et des passifs, le risque de marché est calculé en évaluant l’impact des facteurs de risques individuels sur des expositions individuelles. Au niveau global, le risque de prix est évalué principalement en fonction des modèles de risques, y compris les modèles de valeur à risque (« VaR »). L’exposition économique globale de la Société et la sensibilité aux bénéfices et au capital, au risque de taux d’intérêt dans le portefeuille bancaire, sont également évaluées.

*Valeur à risque (VaR)*

La VaR est une mesure statistique de la perte potentielle du prix équitable du portefeuille, résultant de fluctuations dans les variables du marché, au cours d’une période de détention donnée, à un niveau de confiance donné. Un modèle unique est utilisé de façon constante pour les portefeuilles de négociation, qui s’appuie sur une approche de simulation historique basée sur une période de trois ans de données historiques. La statistique de VaR principale est équivalente à un niveau de confiance de 99 %. Cela signifie que pour une VaR avec une période de détention d’une journée, il ne devrait pas y avoir de pertes dépassant la VaR, en moyenne, 99 jours de négociation sur 100.

Le tableau suivant présente la VaR moyenne et à la fin de l’exercice de la Société pour 2024 et 2023. En outre, la VaR haute et la VaR basse sont présentées de manière distincte, pour chaque catégorie de risque et de manière globale.

	Fin d’exercice 2024 000 USD	Elevé 2024 000 USD	Moyenne 2024 000 USD	Faible 2024 000 USD
<b>99 % VaR quotidienne</b>				
Risque de crédit	13 299	13 595	9 471	7 726
Risque de change	1 342	2 659	1 202	382
Risque de taux d’intérêt	2 293	4 154	2 727	1 756
<b>Total</b>	<b>13 659</b>	<b>14 042</b>	<b>10 431</b>	<b>8 100</b>

	Fin d'exercice 2023 000 USD	Elevé 2023 000 USD	Moyenne 2023 000 USD	Faible 2023 000 USD
99 % VaR quotidienne				
Risque de crédit	9 227	21 268	11 396	7 426
Risque de change	1 416	2 482	1 131	346
Risque de taux d'intérêt	2 112	4 440	2 331	1490
Total	10 055	21 509	12 251	8,346

Outre les mesures de la VaR, le département en charge du risque de marché recourt à un ensemble d'autres mesures du risque, parmi lesquelles les analyses de sensibilité et les tests de tension, afin de surveiller les expositions et de les gérer en appliquant un solide ensemble de limites.

## b. Risque de crédit

Le risque de crédit représente la perte résultant de l'incapacité ou du manquement d'un emprunteur ou d'une contrepartie à remplir ses obligations. Le risque de crédit est établi lorsque la Société s'engage envers, ou conclut, un contrat avec un emprunteur ou une contrepartie. La Société définit l'exposition au risque de crédit auprès d'un emprunteur ou d'une contrepartie comme la perte potentielle résultant de prêts, de baux, et d'autres octrois de crédit.

### *Gestion des risques de contrepartie*

La Société gère le risque de crédit auprès d'un emprunteur ou d'une contrepartie en fonction du profil de risque qui est le sien, profil qui englobe l'évaluation des sources de remboursement, les garanties sous-jacentes (le cas échéant), et les effets prévus de la conjoncture économique actuelle et future pour les emprunteurs ou contreparties. L'exposition au crédit est réévaluée de manière proactive en tant que changements du profil de risque d'un emprunteur ou d'une contrepartie.

Dans ses unités commerciales, la Société prend un certain nombre de mesures pour atténuer les pertes, notamment une surveillance plus fréquente et plus intense du portefeuille pour les profils de risques modérés à faibles, des opérations de couverture et le transfert de gestion des expositions commerciales détériorées à des agents spécialisés dans les actifs.

La gestion du risque de crédit englobe les processus suivants :

- Montage du crédit ;
- Gestion du portefeuille ;
- Activités de réduction des pertes ;
- Etablir la provision pour pertes de crédit, qui est une réserve pour les pertes de crédit attendues pendant la durée de vie des engagements de prêt de la Société ; et
- Déclaration et gouvernance du risque de crédit

Ces processus créent un point de vue complet et consolidé des risques de crédit de la Société, fournissant ainsi à la direction les informations nécessaires pour guider ou réorienter les unités de première ligne et les plans stratégiques de certaines entités juridiques, le cas échéant.

Les principaux risques de crédit de la Société résultent de ses activités commerciales de prêt. La Société présente également un risque de crédit lié à son exposition aux produits dérivés.

### *Activités commerciales de prêt*

Les activités commerciales de prêt de la Société consistent principalement en des prêts aux entreprises et aux institutions, en plus de certaines activités de prêts adossés à des actifs et de prêts garantis. En fonction des conditions de marché, la Société peut chercher à atténuer ou réduire l'exposition aux prêts au moyen d'associations tierces, de titrisations, de ventes de prêts secondaires, ou d'achat de contrats à désignation unique et d'échange sur risque de crédit.

La Société fournit habituellement à ses clients des facilités de prêt utilisées, ainsi que des facilités de prêt engagées mais non utilisées, en faveur d'entreprises et d'institutions, à des fins générales d'entreprises, ainsi que des lignes de liquidités, des financements provisoires et des activités liées aux acquisitions. Tandis que ces installations peuvent être étayées par des accords d'amélioration de crédit, comme le nantissement de biens ou les revendications sur les actifs d'exploitation, la Société prévoit généralement le remboursement via d'autres sources parmi lesquelles les flux de trésorerie et/ou la recapitalisation. Les facilités financières appuyées sur des actifs ou autres valeurs sont généralement garanties par des actifs comme les hypothèques commerciales, les hypothèques résidentielles, les prêts automobiles, les locations, les prêts à la consommation et d'autres effets à recevoir. L'évaluation du crédit pour ces installations repose principalement sur le montant, le type d'actif, la qualité et la liquidité de la garantie sous-jacente, dans la mesure où la performance de la garantie et/ou des flux de trésorerie associés sont considérés comme la source de remboursement escomptée.

Les prêts dépréciés sont évalués en fonction de la valeur actuelle des paiements attendus, des prix du marché observables ou, le cas échéant, de la valeur de toute garantie que la Société s'attend à réaliser.

#### Négociation d'instruments dérivés

La Société conclut des conventions générales de compensation de type ISDA ou équivalentes (« conventions générales de compensation ») avec ses contreparties en matière de produits dérivés. Dans certaines circonstances, les conventions générales de compensation permettent d'atténuer les risques en cas de faillite, et permettent dans certains cas de compenser les effets à recevoir et les dettes auprès de la même contrepartie, lors de la clôture des opérations en cas de défaut de paiement. Les conventions générales de compensation sont normalisées dans le secteur. Néanmoins, elles sont négociées de manière bilatérale selon des modalités et des conditions de crédit négociées par ces parties. Une incertitude peut exister concernant l'applicabilité des conventions générales de compensation en vertu des lois sur la faillite dans certains pays, et les effets à recevoir et les dettes auprès de contreparties basées dans ces pays sont par conséquent comptabilisées en brut.

En outre, pour réduire le risque de perte en cas de défaut de paiement par les contreparties, la Société exige généralement une garantie documentée dans l'annexe du support de crédit (« CSA ») de l'ISDA. D'un point de vue économique, la Société évalue les expositions au risque nettes de garanties connexes répondant à des normes spécifiques. La Société s'efforce également de limiter autant que possible son risque de défaut sur les instruments dérivés en concluant des transactions prévoyant des dispositions qui lui permettent de résilier ou de redéfinir les modalités des contrats d'instruments dérivés à certaines conditions définies.

#### Analyse de la qualité du crédit

Le tableau suivant analyse la valeur comptable et l'exposition maximale au risque de crédit des actifs financiers de la Société, via une notation de crédit ou un équivalent interne s'y rattachant. En l'absence de notation, les soldes sont catégorisés comme non notés. Bien que ce tableau reflète l'exposition brute de la Société, celle-ci gère ses expositions au risque de crédit sur une base nette.

	AAA à AA Millions USD	A à BBB Millions USD	BB et inférieur Millions USD	Non noté Millions USD	Total brut Millions USD	Indemnité de dépréciation Millions USD	Exposition globale Millions USD
<b>31 décembre 2024</b>							
Liquidités détenues auprès des banques centrales	18 656	4 419	2	—	23 077	—	23 077
Effets à recevoir liés au marché et aux clients	—	1 735	84	—	1 819	—	1 819
Prêts et avances aux banques	—	7 760	685	2	8 447	(3)	8 444
Prêts et avances aux clients	7 335	15 551	9 394	88	32 368	(90)	32 278
Prise en pension	95	12 017	526	—	12 638	—	12 638
Actifs détenus à des fins de transactions	—	251	917	357	1 525	—	1 525
Titres d'investissement - dette	—	2 134	—	—	2 134	—	2 134
Instruments financiers dérivés	11	2 750	170	—	2 931	—	2 931
	<b>26 097</b>	<b>46 617</b>	<b>11 778</b>	<b>447</b>	<b>84 939</b>	<b>(93)</b>	<b>84 846</b>
Garanties financières et engagements	276	37 380	11 661	495	49 812	(132)	49 680
	<b>26 373</b>	<b>83 997</b>	<b>23 439</b>	<b>942</b>	<b>134 751</b>	<b>(225)</b>	<b>134 526</b>

Pour les instruments financiers entrant dans le champ d'application des dispositions relatives à la dépréciation d'IFRS 9 (instruments financiers non mesurés via la FVPL), le tableau ci-après analyse de manière plus approfondie la qualité de crédit de l'instrument en fonction de son évaluation dans le processus de dépréciation, entre la phase 1 (ECL à 12 mois) et la phase 2 (durée de vie ECL non créditée) et la phase 3 (crédit ECL à vie).

	AAA à AA Millions USD	A à BBB Millions USD	BB et inférieur Millions USD	Non noté Millions USD	Total brut Millions USD	Indemnité de dépréciation Millions USD	Exposition globale Millions USD
<b>31 décembre 2024</b>							
<b>Etape 1</b>							
Liquidités détenues auprès des banques centrales	18 656	4 419	2	—	23 077	—	23 077
Effets à recevoir liés au marché et aux clients	—	1 735	84	—	1 819	—	1 819
Prêts et avances aux banques	—	7 290	417	2	7 709	(2)	7 707
Prêts et avances aux clients	7 165	13 805	5 733	88	26 791	(17)	26 774
Prise en pension	95	12 017	—	—	12 112	—	12 112
Titres d'investissement - dette	—	2 134	—	—	2 134	—	2 134
Garanties financières et engagements	196	36 423	5 847	264	42 730	(29)	42 701
	<b>26 112</b>	<b>77 823</b>	<b>12 083</b>	<b>354</b>	<b>116 372</b>	<b>(48)</b>	<b>116 324</b>

	AAA à AA	A à BBB	BB et inférieur	Non noté	Total brut	Indemnité de dépréciation	Exposition globale
31 décembre 2024	Millions USD	Millions USD	Millions USD	Millions USD	Millions USD	Millions USD	Millions USD
<b>Etape 2</b>							
Prêts et avances aux banques	—	—	267	—	267	(1)	266
Prêts et avances aux clients	—	47	2 186	—	2 233	(41)	2 192
Garanties financières et engagements	—	241	3 949	—	4 190	(95)	4 095
	—	288	6 402	—	6 690	(137)	6 553

	AAA à AA	A à BBB	BB et inférieur	Non noté	Total brut	Indemnité de dépréciation	Exposition globale
31 décembre 2024	Millions USD	Millions USD	Millions USD	Millions USD	Millions USD	Millions USD	Millions USD
<b>Etape 3</b>							
Prêts et avances aux clients	—	3	398	—	401	(32)	369
Garanties financières et engagements	—	—	146	—	146	(8)	138
	—	3	544	—	547	(40)	507

	AAA à AA	A à BBB	BB et inférieur	Non noté	Total brut	Indemnité de dépréciation	Exposition globale
31 décembre 2023	Millions USD	Millions USD	Millions USD	Millions USD	Millions USD	Millions USD	Millions USD
Liquidités détenues auprès des banques centrales	10 980	6 146	16	—	17 142	—	17 142
Effets à recevoir liés au marché et aux clients	3	1 411	13	—	1 427	—	1 427
Prêts et avances aux banques	1	8 469	380	—	8 850	(2)	8 848
Prêts et avances aux clients	5 264	17 057	9 789	59	32 169	(98)	32 071
Prise en pension	256	8 421	903	—	9 580	—	9 580
Actifs détenus à des fins de transactions	63	4	995	291	1 353	—	1 353
Titres d'investissement - dette	—	2 226	—	—	2 226	—	2 226
Instruments financiers dérivés	—	2 280	277	22	2 579	—	2 579
	16 567	46 014	12 373	372	75 326	(100)	75 226
Garanties financières et engagements	800	35 664	9 375	142	45 981	(97)	45 884
	17 367	81 678	21 748	514	121 307	(197)	121 110

	AAA à AA	A à BBB	BB et inférieur	Non noté	Total brut	Indemnité de dépréciation	Exposition globale
31 décembre 2023	Millions USD	Millions USD	Millions USD	Millions USD	Millions USD	Millions USD	Millions USD
<b>Etape 1</b>							
Liquidités détenues auprès des banques centrales	10 980	6 146	16	—	17 142	—	17 142
Effets à recevoir liés au marché et aux clients	3	1 411	13	—	1 427	—	1 427
Prêts et avances aux banques	—	7 998	297	—	8 295	(1)	8 294
Prêts et avances aux clients	5 092	15 292	6 587	122	27 093	(25)	27 068
Prise en pension	—	8 421	331	—	8 752	—	8 752
Titres d'investissement - dette	—	2 226	—	—	2 226	—	2 226
Garanties et engagements	718	34 921	5 824	1	41 464	(29)	41 435
	16 793	76 415	13 068	123	106 399	(55)	106 344

	AAA à AA	A à BBB	BB et inférieur	Non noté	Total brut	Indemnité de dépréciation	Exposition globale
31 décembre 2023	Millions USD	Millions USD	Millions USD	Millions USD	Millions USD	Millions USD	Millions USD
Etape 2							
Prêts et avances aux banques	—	—	83	—	83	(1)	82
Prêts et avances aux clients	—	136	1 705	—	1 841	(46)	1 795
Garanties financières et engagements	—	85	2 292	—	2 377	(59)	2 318
	—	221	4 080	—	4 301	(106)	4 195

	AAA à AA	A à BBB	BB et inférieur	Non noté	Total brut	Indemnité de dépréciation	Exposition globale
31 décembre 2023	Millions USD	Millions USD	Millions USD	Millions USD	Millions USD	Millions USD	Millions USD
Etape 3							
Prêts et avances aux clients	—	15	617	—	632	(27)	605
Garanties financières et engagements	—	—	159	—	159	(9)	150
	—	15	776	—	791	(36)	755

#### Garanties détenues et autres rehaussements de crédit

La Société détient des garanties ou d'autres rehaussements de crédit en contrepartie de son risque de crédit associé à certains de ses actifs et engagements financiers. Le tableau suivant présente, par catégorie d'actifs des instruments financiers, le montant qui représente le mieux l'exposition maximale de la Société au risque de crédit, ainsi qu'une quantification de la mesure dans laquelle les garanties et autres rehaussements de crédit limitent le risque de crédit du point de vue de la direction.

	2024	2024	2023	2023
	Exposition maximale au risque de crédit	Atténuation identifiable	Exposition maximale au risque de crédit	Atténuation identifiable
	Millions USD	Millions USD	Millions USD	Millions USD
Liquidités détenues auprès des banques centrales	23 077	—	17 142	—
Effets à recevoir liés au marché et aux clients	1 819	1 741	1 427	1 330
Prêts et avances aux banques	8 444	473	8 848	475
Prêts et avances aux clients	32 278	21 568	32 071	21 204
Prise en pension	12 638	12 634	9 580	9 580
Actifs détenus à des fins de transactions	1 525	261	1 353	287
Titres de placement	2 134	—	2 226	—
Instruments financiers dérivés	2 931	1 955	2 579	1 635
Autres actifs	265	—	321	—
	85 111	38 632	75 547	34 511
Garanties financières et engagements	49 680	18 065	45 884	16 741
	134 791	56 697	121 431	51 252

L'atténuation identifiable en lien avec les « Prêts et avances aux clients » ci-dessus a été mise à jour pour inclure 16 632 millions USD (2023 : 15 140 millions USD) de garanties (biens immobiliers et financiers). L'atténuation identifiable en ce qui concerne les « Garanties et engagements » a été mise à jour pour inclure 14 506 millions USD (2023 : 13 892 millions USD) de garanties financières reçues.

Pour les prêts et les avances, la Société peut demander aux emprunteurs d'entreprises de fournir des garanties sous la forme d'une première charge sur l'immobilier, des frais flottants sur tous les actifs de la société et d'autres privilèges et garanties. En général, la Société ne met pas systématiquement à jour l'évaluation des garanties détenues contre tous les prêts consentis à des entreprises clientes, car elle met l'accent sur la solvabilité globale du client. La valorisation des garanties pour ces prêts est mise à jour lorsqu'un prêt est mis sur une liste de surveillance pour un contrôle resserré. Dans le cas des prêts douteux, la Société obtient des évaluations de la garantie, car elle contribue à la détermination des mesures à prendre en matière de risque de crédit de la direction.

Les créances du marché et des clients représentent principalement des créances sur des garanties affichées par la Société pour couvrir les passifs dérivés ou d'autres créances à court terme résultant de règlements commerciaux en instance. Le risque de crédit sur ces positions est atténué par l'ampleur de la position vendeur à découvert ou la valeur de la transaction sous-jacente sur une obligation non réglée.



Lorsque la Société ne met pas systématiquement à jour l'évaluation des garanties détenues ou lorsque des valeurs spécifiques ne sont généralement pas disponibles pour la valeur des garanties, aucune compensation n'a été incluse dans la colonne d'atténuation identifiée dans le tableau ci-dessus.

Les actifs de négociation représentent principalement des positions négociées sur des prêts aux sociétés et d'autres obligations et titres. Certaines positions de prêt négociées sont garanties contre des biens immobiliers ou d'autres actifs, et la Société surveille la valeur de la garantie sous-jacente pour déterminer la juste valeur de la position.

La Société atténue le risque de crédit des produits dérivés et des accords de vente et de rachat inversés en concluant des conventions générales de compensation et en détenant des garanties sous forme de liquidités et de titres négociables.

La Société atténue l'exposition au risque de crédit pour certains prêts et engagements de prêt gérés sur la base de la juste valeur en achetant une protection de risque de crédit sous forme de dérivés de crédit. Au 31 décembre 2024, ces contrats dérivés offraient une protection du capital notionnel de 3 892 millions USD (2023 : 3 396 millions USD).

Le tableau suivant présente la valeur comptable des actifs financiers dépréciés et la valeur des garanties identifiables et des autres atténuateurs de crédit.

	Montant de l'actif financier douteux Millions USD	Garantie identifiable Millions USD	Autres atténuateurs de crédit Millions USD
<b>31 décembre 2024</b>			
Prêts et avances aux clients	401	241	—
<b>31 décembre 2023</b>			
Prêts et avances aux clients	632	410	—

Le montant des garanties identifiables incluses ci-dessus est limité à l'exposition totale aux prêts pour illustrer l'atténuation du risque de crédit de la Société sur ces positions à la fin de l'exercice. Les valeurs de garantie identifiables réelles peuvent dépasser l'exposition totale du prêt que la Société détient.

Au 31 décembre 2024, la Société n'a pas reconnu d'indemnité de perte en relation avec ses contrats de vente et de rachat inversés en raison des garanties détenues sur ces positions.

La Société n'a obtenu aucun actif financier ou non financier en prenant possession de garanties détenues à titre de garantie contre des prêts et des avances.

#### Concentrations de risque de crédit

La Société surveille la concentration du risque de crédit par secteur et par emplacement géographique. Une analyse des concentrations de risque de crédit provenant des prêts et des avances, des engagements de prêts et des garanties est présentée ci-dessous.

	Prêts et avances aux banques Millions USD	Prêts et avances aux clients Millions USD	Prise en pension Millions USD	Instruments financiers de la dette à la FVOCI Millions USD	Garanties financières et engagements Millions USD
<b>Au 31 décembre 2024</b>					
Montant brut	8 447	32 368	12 638	2 134	—
Montant engagé / garanti	—	—	—	—	49 812
	<b>8 447</b>	<b>32 368</b>	<b>12 638</b>	<b>2 134</b>	<b>49 812</b>
<b>Concentration du portefeuille par pays</b>					
Autriche	22	42	—	—	563
Belgique	3	229	—	—	1 079
Danemark	—	888	—	—	1 784
France	564	4 005	1 356	128	8 669
Allemagne	—	1 061	—	—	6 879
Irlande	94	2 624	95	—	1 142
Italie	259	1 723	277	—	2 027
Jersey	—	732	—	—	285
Luxembourg	—	5 141	—	—	1 834
Pays-Bas	—	1 613	—	—	4 522
Norvège	114	180	—	—	383
Arabie Saoudite	402	876	—	—	815
Espagne	2	839	1 136	—	2 053

Suède	387	501	—	—	2 096
Suisse	—	1 561	—	—	2 371
Turquie	267	197	—	—	17
Emirats arabes unis (EAU)	311	451	—	—	421
RU	5 182	7 691	—	2 006	10 485
Etats-Unis	167	415	9 774	—	482
Autres	673	1 599	—	—	1 905
	<b>8 447</b>	<b>32 368</b>	<b>12 638</b>	<b>2 134</b>	<b>49 812</b>
<b>Concentration du portefeuille par secteur</b>					
Banques centrales	—	—	—	—	—
Gouvernements centraux	—	58	—	2 134	320
Sociétés non financières	—	16 884	—	—	35 332
Institutions de crédit	8 447	—	11 741	—	1 088
Autres sociétés financières	—	15 426	897	—	13 072
	<b>8 447</b>	<b>32 368</b>	<b>12 638</b>	<b>2 134</b>	<b>49 812</b>

	Prêts et avances aux banques Millions USD	Prêts et avances aux clients Millions USD	Prise en pension Millions USD	Instruments financiers de la dette à la FVOCI Millions USD	Garanties financières et engagements Millions USD
Au 31 décembre 2023					
Montant brut	8 850	32 169	9 580	2 226	—
Montant engagé / garanti	—	—	—	—	45 981
	<b>8 850</b>	<b>32 169</b>	<b>9 580</b>	<b>2 226</b>	<b>45 981</b>
<b>Concentration du portefeuille par pays</b>					
Autriche	—	56	—	—	393
Belgique	18	757	—	—	1 168
Danemark	—	133	—	—	1 212
France	574	3 671	555	192	7,849
Allemagne	1	1 217	—	—	5 918
Irlande	70	3 082	205	—	679
Italie	78	1 542	331	—	2 181
Jersey	—	297	—	—	409
Luxembourg	403	5 633	—	—	1 945
Pays-Bas	—	1 888	—	—	3 424
Norvège	—	47	—	—	619
Arabie Saoudite	402	641	—	—	1 350
Espagne	2	1 117	1 184	—	1 583
Suède	48	572	—	—	1 548
Suisse	—	781	—	—	2 368
Turquie	160	336	—	—	—
Emirats arabes unis (EAU)	125	468	—	—	338
RU	6 021	8 067	51	2 034	11 021
Etats-Unis	513	330	7 254	—	450
Autres	435	1 534	—	—	1 526
	<b>8 850</b>	<b>32 169</b>	<b>9 580</b>	<b>2 226</b>	<b>45 981</b>
<b>Concentration du portefeuille par secteur</b>					
Banques centrales	—	—	—	—	—
Gouvernements centraux	—	8	—	2 226	—
Sociétés non financières	—	17 154	—	—	31 301
Institutions de crédit	8 850	—	8 421	—	610
Autres sociétés financières	—	15 007	1 159	—	14 070
	<b>8 850</b>	<b>32 169</b>	<b>9 580</b>	<b>2 226</b>	<b>45 981</b>

#### Etat dû passé des créances clients

Pour les créances clients la Société calcule la provision pour perte sur la base d'une matrice de provisions, étant donné que les positions à court terme sont telles que les arriérés sont le principal facteur dans le calcul de la perte (ajusté en fonction des informations prospectives disponibles). Au 31 décembre 2024, il n'y avait pas de créances clients en souffrance (2023 : 0,1 million USD).

#### Sûretés et garanties

Au 31 décembre 2024, la juste valeur des actifs financiers acceptés en garantie que la Société était autorisée à utiliser, vendre ou réaffecter en garantie en l'absence de défaut de paiement s'élevait à 13 981 millions USD (2023 : 10 679 millions USD). La juste valeur réelle des actifs

financiers acceptés en garanties et ayant été utilisés, vendus, ou réaffectés en garanties s'élevait à 1 418 millions USD (2023 : 1 102 millions USD). La garantie obtenue se composait de trésorerie, des titres d'Etat et d'agences gouvernementales. La Société est tenue de restituer la trésorerie ou les titres équivalents, le cas échéant.

Des sûretés ont été allouées par la Société sous la forme de charges spécifiques et générales en lien avec certains engagements contractuels. La garantie constituée est sous forme de liquidités et de valeurs mobilières. Au 31 décembre 2024, la Société avait fourni une garantie en liquidité et en titres de 1 314 millions USD (2023 : 1 441 millions USD) vis-à-vis des engagements contractuels au titre des positions du passif relatives aux produits dérivés.

### **c. Processus de conformité et de gestion des risques opérationnels**

Le risque opérationnel est le risque de pertes résultant de processus internes inadéquats ou défectueux, des employés et des systèmes, ou d'événements extérieurs. La Société s'efforce d'atteindre l'excellence opérationnelle dans tout ce que nous faisons. La Société a conçu un programme de gestion des risques opérationnels qui cherche à anticiper et évaluer les risques opérationnels et à y répondre efficacement s'ils se matérialisent.

Le risque de conformité est le risque de sanctions juridiques ou réglementaires, de pertes financières significatives ou de dommages à la réputation de la Société découlant d'un manquement de cette dernière vis-à-vis des lois, règles et réglementations en vigueur et des politiques et procédures internes. La Société s'engage à respecter le plus haut niveau de conformité et n'a aucun appétit pour les violations des exigences législatives ou réglementaires. La Société a établi un programme de gestion des risques de conformité qui cherche à anticiper et évaluer les risques de conformité et à y répondre efficacement s'ils se matérialisent.

#### *Processus de conformité et de gestion des risques opérationnels*

La Société s'engage à maintenir de solides pratiques de conformité et de gestion des risques opérationnels dans toutes les unités FLU et fonctions de contrôle. Les risques opérationnels et de conformité sont gérés dans un environnement réglementaire en constante évolution et complexe, et avec les produits, services et stratégies en constante évolution proposés par les FLU. La Société dispose d'un ensemble intégré de processus et de contrôles pour gérer les risques externes et internes, y compris les mesures et les processus de surveillance, de test et d'évaluation des risques.

Les FLU et les fonctions de contrôle sont d'abord et avant tout responsables de la gestion de tous les aspects de leurs activités, y compris leur conformité et leur risque opérationnel. Les FLU et les fonctions de contrôle sont tenues de comprendre leurs processus opérationnels, les risques et les contrôles connexes, y compris les dépendances envers les tiers, les exigences réglementaires connexes. Elles doivent surveiller et rendre compte de l'efficacité de l'environnement de contrôle. Afin de surveiller et d'évaluer activement le rendement de leurs processus et de leurs contrôles, elles doivent mener des activités complètes d'assurance de la qualité et identifier les problèmes et les risques pour remédier aux lacunes et aux faiblesses du contrôle. Les FLU et les fonctions de contrôle doivent également respecter les limites d'appétence pour le risque opérationnel afin d'atteindre les objectifs stratégiques, de planification des immobilisations et de la planification financière. Enfin, les FLU et les fonctions de contrôle sont tenues d'identifier, de gérer et de faire remonter proactivement les risques liés à la conformité et aux opérations dans l'ensemble de la Société.

### **d. Risque de liquidité**

Le risque de liquidité est l'incapacité à répondre aux besoins attendus et inattendus de flux de trésorerie et de garanties tout en continuant à aider les entreprises et les clients dans un certain nombre de contextes économiques.

#### *Gestion du risque de liquidité*

La politique de risque de liquidité de la Société (« LRP ») définit l'approche de gestion des liquidités de la Société, alignée sur les processus du groupe et adaptée à sa composition, à sa stratégie, à son profil d'activité, à sa tolérance au risque et aux exigences réglementaires. Elle est approuvée par le Conseil d'administration. Le MRC examine et recommande des limites d'appétit pour le risque à la BRC, qui à son tour examine et recommande au conseil d'administration de la Société pour approbation.

Chacune des FLU est responsable de la gestion du risque de liquidité dans la tolérance du risque de liquidité de la Société. Le service de gestion globale des risques (Global Risk Management, « GRM »), deuxième ligne de défense, assure une surveillance et une supervision indépendantes des activités de FLU, une vision indépendante du risque de liquidité des activités de FLU et évalue l'efficacité des processus de gestion du risque de liquidité de la Société.

GRM collabore avec le Trésor et les entreprises pour surveiller les besoins réels et prévisionnels en matière de liquidités et de financement en mettant l'accent sur l'utilisation limitée et les tendances. Tout changement dans le comportement des entreprises et des marchés peut nécessiter un changement dans la gestion des risques de liquidité.

La politique de risque de liquidité décrit en outre les rôles et les responsabilités en matière de risque de liquidité, y compris les exigences relatives aux limites de risque de liquidité, aux tests de stress, à l'analyse et à la production de rapports, ainsi qu'à la planification de la récupération et de la résolution.

### Gouvernance du risque de liquidité

Le Conseil d'administration de BofA Europe assure la supervision du profil de risque de liquidité de BofA Europe et, au moins une fois par an, approuve la Déclaration de tolérance au risque de la Société, qui définit le niveau de risque de liquidité que la Société peut assumer dans le cadre du Plan stratégique et de capital de la Société, par le biais du Processus interne d'évaluation de l'adéquation des liquidités de la Société (Internal Liquidity Adequacy Assessment Process, « ICAAP ») et du Processus interne d'évaluation de l'adéquation du capital de la Société (Internal Liquidity Adequacy Assessment Process, « ILAAP »). Le Conseil d'administration examine périodiquement les stratégies, politiques et procédures de gestion du risque de liquidité décrites dans la déclaration de tolérance au risque de la Société et le LRP.

Le BRC est responsable de la supervision du Cadre de gestion des risques de la Société, de la performance par rapport à la tolérance au risque et de l'identification, de la mesure, de la surveillance et du contrôle des principaux risques par le PDG de la Société, le CRO de la Société et la direction générale. Au moins une fois par trimestre, la direction rend compte sur le profil de risque de liquidité et la tolérance au risque de liquidité de la Société au BRC.

Le MRC assure la supervision de la gestion du risque de liquidité des activités de la Société. Le MRC est responsable de la gestion globale des risques, notamment d'une évaluation intégrée des risques, des bénéfices, du capital et des liquidités. Le suivi de la performance par rapport à la Déclaration d'appétit pour le risque de la Société est effectué de manière continue et signalé au MRC et au BRC de manière régulière. La performance est également communiquée régulièrement au Conseil.

Le service GRM est tenu de fixer des limites du risque de liquidité pour garantir que l'entité est gérée selon cette appétence au risque de liquidité. Les limites de risque de liquidité sont classées comme suit :

- Tolérance au risque approuvée par le Conseil d'administration
- Limites approuvées de l'appétit au niveau de la direction du MRC
- Appétence sans risque
- Indicateurs de risque

Les limites sont surveillées et signalées quotidiennement. Il existe un chemin hiérarchique clair vers la haute direction, l'ALCO, le MRC, le BRC et le Conseil d'administration selon la catégorie de limites et le type de violation.

### Rapports sur les risques de liquidité

Les rapports quotidiens sur la liquidité permettent une surveillance du risque de liquidité et une communication appropriée du risque, ce qui comprend des protocoles définis en cas de dépassement des limites et de survenue de risques et de problèmes. Des rapports réguliers sur le risque de liquidité sont envoyés au Conseil d'administration, au BRC et à la haute direction.

Les tableaux ci-dessous représentent les flux de trésorerie non actualisés des passifs financiers de la Société au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023, à l'exception de ceux détenus pour la négociation et les passifs financiers désignés à la juste valeur, pour lesquels la juste valeur a été déclarée en cohérence avec les valeurs utilisées dans la gestion du risque de liquidité de ces instruments :

	A la demande Millions USD	Moins de 3 mois Millions USD	Echéance entre 3 mois et 1 an Millions USD	Echéance entre 1 an et 5 ans Millions USD	Echéance après cinq ans Millions USD	Total Millions USD
<b>Dettes financières hormis à des fins de transaction au 31 décembre 2024</b>						
Dépôts par des banques	614	4	—	15 125	—	15 743
Dépôts par des clients	24 874	—	679	18 455	2 000	46 008
Dettes liées au marché et aux clients	1 287	—	—	—	—	1 287
Prise en pension	128	—	—	—	—	128
Titres de créance	—	353	823	—	—	1 176
Passifs financiers désignés à la juste valeur	238	—	—	—	—	238
Passifs de location	—	—	22	50	20	92
	<b>27 141</b>	<b>357</b>	<b>1 524</b>	<b>33 630</b>	<b>2 020</b>	<b>64 672</b>
Garanties financières et engagements	<b>49 812</b>	—	—	—	—	<b>49 812</b>
	<b>76 953</b>	<b>357</b>	<b>1 524</b>	<b>33 630</b>	<b>2 020</b>	<b>114 484</b>
<b>Passifs détenus à des fins de transaction</b>						
Instruments financiers dérivés	3 809	—	—	—	—	3 809

	A la demande Millions USD	Moins de 3 mois Millions USD	Echéance entre 3 mois et 1 an Millions USD	Echéance entre 1 an et 5 ans Millions USD	Echéance après cinq ans Millions USD	Total Millions USD
<b>Dettes financières hormis à des fins de transaction au 31 décembre 2023</b>						
Dépôts par des banques	1 071	9	1	14 341	—	15 422
Dépôts par des clients	18 932	—	857	16 927	2 000	38 716
Dettes liées au marché et aux clients	848	—	—	—	—	848
Prise en pension	—	—	—	—	—	—
Titres de créance	99	783	342	—	—	1 224
Passifs financiers désignés à la juste valeur	17	—	—	—	—	17
Passifs de location	—	—	23	62	22	107
	20 967	792	1 223	31 330	2 022	56 334
Garanties financières et engagements	45 981	—	—	—	—	45 981
	66 948	792	1 223	31 330	2 022	102 315
Passifs détenus à des fins de transaction						
Instruments financiers dérivés	3 722	—	—	—	—	3 722

La Société a inscrit toutes les dettes d'instruments financiers dérivés dans la catégorie « sur demande », afin de refléter la pratique courante sur le marché consistant à résilier de telles dettes à leur juste valeur sur demande d'un client, bien que de manière générale la Société ne soit pas contractuellement tenue de le faire. La Société considère peu probable qu'au cours de toute période donnée l'ensemble des passifs soit liquidé à court terme. La Société gère la liquidité de ces instruments en liquidant activement des positions d'actifs, afin d'assurer des flux de trésorerie correctement équilibrés. Les garanties, les engagements et les dettes financières désignées à leur juste valeur sont présentés sur la base de la date la plus précoce à laquelle ils peuvent être appelés. Tous les autres chiffres font apparaître les échéances contractuelles.

Pour l'analyse de l'échéance sur les actifs financiers, veuillez vous reporter aux notes de la note 16 à la note 21.

#### e. Risque lié à la réputation

Le risque de réputation est le risque que des perceptions négatives de Bank of America puissent avoir une incidence défavorable sur sa rentabilité ou ses activités.

Bank of America gère le risque de réputation à l'aide de politiques et de contrôles établis dans le cadre des processus d'activité et de gestion du risque, afin d'atténuer rapidement les risques de réputation via un contrôle et une identification proactifs des éventuels événements générateurs de risques de réputation.

Enfin, pour veiller à ce que le risque de réputation soit atténué dans le cadre des activités commerciales courantes, le contrôle et la surveillance du risque de réputation est intégré au processus de gouvernance globale et incorporé aux fonctions et responsabilités des employés.

Etant donné la nature du risque lié à la réputation, BofA Europe, alignée sur BAC, ne fixe pas de limite quantitative concernant un quelconque niveau acceptable de risque. Grâce à une gestion proactive des risques, BofA Europe s'efforce de minimiser à la fois la fréquence et l'impact des événements susceptibles d'affecter sa réputation.

Au niveau de la Bank of America, le risque de réputation est analysé par le Comité en charge du risque d'entreprise et par le Comité de gestion du risque au niveau de la direction, qui effectuent une première supervision du risque de réputation. En outre, l'équipe GRM et le Conseil d'administration de Bank of America analysent les principaux risques de réputation.

La région EMEA dispose d'un comité spécialisé, le Comité relatif au risque lié à la réputation dans la région EMEA, dont la charte prévoit la prise en considération des problématiques de risque lié à la réputation, ainsi que la formulation de directives et d'approbations concernant les activités présentant des risques de réputation particuliers mentionnés dans d'autres cadres de contrôle actuels ou domaines d'activité.

Le suivi des éléments présentés au Comité des risques de réputation EMEA est maintenu grâce à un protocole de signalement, qui fournit des détails tels que la description du problème de risque de réputation, la juridiction géographique du problème, la raison de la remontée et la décision prise par le Comité. Les éléments liés à BofA Europe qui ont été apportés au comité sont également notifiés au MRC.

Les évaluations du risque réputationnel sont fournies au MRC lors des réunions du comité et en 2024, il y a eu 8 réunions du MRC. Les notations des risques sont rapportées trimestriellement lors des réunions du BRC. Les notations du risque réputationnel de BofA Europe sont restées inchangées en 2024 et sont les suivantes :

- Risque inhérent : Modéré
- Efficacité des contrôles : Satisfaisant
- Perspectives de risque résiduel : Modéré et stable

**f. Risque stratégique**

Le risque stratégique est le risque qui résulte de facteurs financiers existant ou prévus issus d'hypothèses erronées concernant des facteurs externes et/ou internes, de plans d'activité inadéquats (par exemple, trop agressifs, avec les mauvais axes prioritaires, ambigus), une mise en œuvre inefficace de la stratégie commerciale ou l'incapacité de répondre rapidement aux évolutions des environnements réglementaires, macroéconomiques ou concurrentiels dans les zones géographiques où la Société opère (comme des mesures de la concurrence, une évolution des préférences des clients, une obsolescence des produits et des évolutions technologiques).

La Société prend en compte de manière proactive le risque stratégique dans le processus de planification stratégique qui alimente les processus de planification du capital, des liquidités et des finances tout au long de l'année. La Société évalue continuellement l'environnement interne et externe, y compris la perspective d'experts externes, ainsi que ses forces, faiblesses, opportunités et menaces. Lors du processus de planification, le Conseil d'administration remet en question de façon vraisemblable les hypothèses et les recommandations de l'équipe de gestion, et approuve les plans stratégiques après une évaluation exhaustive des risques.

La Société définit des stratégies dans le contexte de l'appétit pour le risque global. Les plans stratégiques de la Société sont cohérents avec l'appétence au risque, le plan de capital et les exigences de liquidité et traitent spécifiquement les risques stratégiques.

La Société suit les performances par rapport au plan stratégique et analyse les progrès tout au long de l'année. La haute direction surveille en permanence les performances de l'entreprise tout au long de l'année avec plusieurs processus existants allant du suivi des performances financières et opérationnelles à la gestion du Plan de Rétablissement de la Société et à l'évaluation régulière des bénéfices et du profil de risque. La haute direction met à la disposition du Conseil d'administration des rapports sur les progrès réalisés dans la réalisation du plan stratégique, ainsi que sur le respect des échéanciers et des objectifs, et indique si des mesures supplémentaires ou différentes doivent être prises.

Le Conseil d'administration est chargé de superviser le processus de planification stratégique et la mise en œuvre par la direction du plan stratégique qui en résulte. Le plan stratégique est examiné et approuvé chaque année par le Conseil d'administration en tenant compte du plan d'immobilisations, du plan d'exploitation financière, des exigences de liquidité et de l'appétence au risque. Les actions stratégiques importantes, comme les actions relatives au capital, les acquisitions ou dessaisissements importants et les plans de reprise et de règlement sont examinés et approuvés par le Conseil d'administration, le cas échéant.

Des points réguliers sont prévus pour débattre des implications pour les risques stratégiques d'entreprises, de produits ou de services et d'autres initiatives stratégiques nouveaux, développés ou modifiés, et pour fournir un examen et une approbation formels, le cas échéant.

Le Conseil est également responsable de la supervision du processus de planification du capital. Le plan stratégique est examiné et approuvé chaque année par le Conseil d'administration en tenant compte du plan d'immobilisations, du plan d'exploitation financière et de l'appétence au risque.

GRM, l'audit d'entreprise et d'autres CF fournissent des informations, un défi et une supervision aux plans stratégiques, initiatives et plans d'investissement de première ligne de l'unité concernant la Société.

La transparence quant à la réalisation des objectifs des plans stratégiques et d'investissement de BofA Europe en fournissant une visibilité sur les risques stratégiques de BofA Europe est essentielle à une gestion efficace des risques. Les FLU et les CF présentent des mises à jour à la direction générale et au Conseil d'administration sur leurs performances commerciales et la gestion du risque stratégique. Les mises à jour prennent en compte les analyses de la performance par rapport au plan stratégique, les évaluations de l'adéquation du capital, les déclencheurs de gestion du capital, l'appétit pour le risque et la performance par rapport aux pairs. Le Conseil d'administration assiste, selon les besoins, à des présentations thématiques spécifiques, afin d'aborder des sujets et des questions supplémentaires concernant la planification stratégique ou le plan stratégique. Le Conseil utilise ces mises à jour et présentations pour s'assurer que les actions et décisions de la direction restent cohérentes avec les plans stratégiques, les plans d'investissement et l'appétence au risque.

**g. Gestion des risques de capital**

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital consiste à en assurer un niveau suffisant et à le composer de manière à soutenir ses activités commerciales et à gérer le risque associé tant dans un contexte économique normal que dans des conditions difficiles.

Une position de capital solide est essentielle pour imposer une stratégie commerciale et rester compétitif. Ce qui est soutenu par son cadre de gestion du capital conçu pour s'assurer que la Société est dotée d'une capitalisation appropriée à tout moment et pour répondre aux situations suivantes :

- Exigences minimales de fonds propres réglementaires basées sur le risque (Pilier 1 du capital énoncé dans le Règlement (UE) n° 575/2013), Exigences supplémentaires de fonds propres du Pilier 2 définies par la BCE, ainsi que les exigences de tampon énoncées dans la Directive 2013/36/UE et le tampon O-SII défini par la BCE et la CBI. En outre, un tampon de capital interne supérieur à ceux prescrits dans la réglementation est également maintenu.
- BofA Europe détient 3,5 milliards USD de MREL et est également soumise aux exigences de capacité d'absorption des pertes totales (« TLAC »).

- Risques auxquels la Société est confrontée en procédant à un examen régulier des activités commerciales actuelles et à venir
- Réglementations à venir ayant une incidence sur la Société

Le cadre servant à gérer le capital dans la Société est étayé par des calculs et des rapports fréquents liés au capital, accompagnés de prévisions et de simulations de crise. Chaque étape du processus est soumise à des contrôles prédéfinis. Il s'agit de rapports hebdomadaires, mensuels et trimestriels, qui permettent une supervision suffisante afin d'assurer une gestion efficace de la position de capitaux propres dans les limites de l'appétence pour le risque de la Société. Des mécanismes d'alarme spécifiques entraînent la signalisation des problèmes.

La composition du capital réglementaire de la Société est la suivante.

	<b>2024</b> <b>Millions</b> <b>USD</b>	<b>2023</b> <b>Millions</b> <b>USD</b>
Capitaux propres Tier 1 de base (capital social et réserves)	14 202	12 844
Tier 2 (dettes subordonnées à long terme)	2 012	2 000
<b>Total des ressources en capital</b>	<b>16 214</b>	<b>14 844</b>

A la fin des années en cours et précédentes, la Société dépassait les exigences de capital externe. Les ressources en capital pour l'exercice en cours et les exercices antérieurs ne comprennent pas les bénéfices audités de l'exercice en cours (antérieur).

Les informations sur la Société sont comprises dans les divulgations au titre du Pilier 3, disponibles sur le site Web conformément à la section 8 des réglementations sur l'exigence en capital. Elles peuvent être consultées sur <http://investor.bankofamerica.com>.

La Société publie des rapports pays par pays, comme exigé en vertu des exigences en capital. Ces rapports peuvent être consultés sur <http://investor.bankofamerica.com>.

## h. Risque climatique

Le risque climatique est le risque que le changement climatique ou les mesures prises pour atténuer le changement climatique exposent la Société à des impacts négatifs sur sa réputation. Les risques liés au climat sont divisés en deux grandes catégories, toutes deux réparties entre les sept principaux types de risques :

- *Risques physiques* : Risques liés aux impacts physiques dus au changement climatique, conséquence d'événements météorologiques extrêmes tels que les ouragans et les inondations, ainsi que les changements chroniques à long terme comme la hausse des températures et la montée du niveau de la mer, et
- *Risques liés à la transition* : Risques liés à la transition vers une économie à faible émission de carbone, qui peut entraîner des changements importants concernant les politiques, le juridique, le technologique et le marché.

Les risques physiques du changement climatique, tels que des événements météorologiques extrêmes plus fréquents et plus graves, peuvent augmenter les risques pour la Société, y compris le risque de crédit en diminuant la capacité de remboursement ou les valeurs collatérales des contreparties, ou peuvent augmenter le risque opérationnel par un impact négatif sur les installations, les employés ou les fournisseurs de la Société.

Les risques de transition du changement climatique peuvent amplifier les risques de crédit par les impacts financiers des changements de politiques, de technologie ou de marché sur la Société ou ses contreparties. Des changements imprévus sur le marché peuvent entraîner des ajustements soudains des prix et donner lieu à un risque accru sur le marché. La Société peut être exposée à un risque d'atteinte à la réputation si BAC ne respecte pas ses engagements et/ou objectifs liés au climat, ou est perçue comme étant insuffisamment réactive au changement climatique.

La Société intègre les considérations relatives au risque climatique dans ses programmes existants de gestion du risque.

## 42. EVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

### a) Modèles de valorisation

Conformément à la norme IFRS 13 - Mesure de la juste valeur, les instruments financiers transportés à leur juste valeur ont été classés dans une hiérarchie de la juste valeur à trois niveaux selon la priorité des intrants à la technique d'évaluation. La hiérarchie de la juste valeur accorde la priorité optimale aux prix cotés sur les marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques (niveau 1) et la plus faible priorité aux intrants inobservables (niveau 3).

Les instruments financiers sont considérés de niveau 1 lorsque leur évaluation est fondée sur les prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs et passifs identiques. Les instruments financiers de niveau 2 sont évalués à l'aide de prix cotés d'actifs ou de passifs similaires, de prix cotés sur des marchés non actifs ou de modèles utilisant des données observables ou qui peuvent être corroborés par des données de marché observables pendant la quasi-totalité de la durée de vie des actifs ou des passifs. Les instruments financiers sont considérés de niveau 3 lorsque leur évaluation est déterminée au moyen de modèles d'établissement des prix, de méthodes d'actualisation des flux de trésorerie ou de techniques similaires, et qu'au moins une hypothèse ou une donnée importante du modèle d'évaluation n'est pas observable. La Société utilise l'exception de portefeuille et gère certains portefeuilles d'instruments financiers (p. ex., dérivés de gré à gré et certains passifs structurés) sur la base de l'exposition nette au risque ouvert et a choisi d'estimer la juste valeur de ces portefeuilles en fonction de l'exposition nette au risque ouvert à la date de mesure. Lorsque c'est le cas, des ajustements d'évaluation (par ex., ajustement de l'offre-demande ou ajustements du risque de crédit qui reflètent la mesure sur la base de l'exposition nette) peuvent être nécessaires pour refléter le coût de sortie d'une position de risque ouvert net de taille de marché supérieure à la normale. En 2024, à l'exception de la prise en compte des FVA, aucune modification n'a été apportée aux techniques d'évaluation qui ont ou sont censées avoir un impact significatifs la situation financière consolidée ou les résultats opérationnels consolidés de la Société.

#### *i) Actifs de négociation et passifs de négociation*

La juste valeur des actifs et des passifs des comptes détenus à des fins de négociation repose essentiellement sur des marchés actifs, où les prix sont fondés sur des cours directs ou sur l'observation de transactions. La liquidité constitue un facteur important dans la détermination de la juste valeur des actifs et passifs des comptes détenus à des fins de transaction. Au sein de marchés moins liquides, les cours du marché sont susceptibles de ne pas être facilement disponibles. Certains instruments sont évalués selon une approche fondée sur la valeur de l'actif net, qui tient compte de la valeur des actifs et passifs sous-jacents. Dans ces cas de figure, la juste valeur est déterminée en fonction d'une quantité limitée de données de marché disponibles, ainsi que d'autres facteurs, principalement l'analyse des états financiers de l'émetteur et des modifications de notes de crédit attribuées par une ou plusieurs agences de notation.

#### *ii) Instruments financiers dérivés*

La juste valeur des actifs et des passifs dérivés négociés sur le marché de gré à gré est déterminée à l'aide de modèles quantitatifs qui utilisent de nombreuses données de marché, notamment les taux d'intérêt, les cours et les indices, afin de générer des courbes de rendement continu ou de cours et des facteurs de volatilité, lesquels sont utilisés afin d'évaluer la position. La majeure partie des données de marché sont activement cotées et peuvent être confirmées par des sources externes, notamment des courtiers, des opérations du marché et des services tiers d'évaluation. Lorsque la Société fait appel à des services tiers d'évaluation, elle vérifie les méthodes et les hypothèses retenues. Le risque d'estimation est plus grand pour les positions sur des dérivés actifs et passifs qui mettent en œuvre des options ou qui sont dénouées à plus long terme, lorsque des données de marché observables ne sont pas facilement disponibles ou qu'il n'y a pas de données non observables, auquel cas il est fait appel à des méthodes d'extrapolations quantitatives de scénarios de taux, de cours ou d'index afin de déterminer les justes valeurs. La juste valeur des actifs et des passifs dérivés intègre, si nécessaire, des correctifs au titre de la liquidité du marché, de la qualité du crédit de la contrepartie et d'autres facteurs propres à la transaction. Les actifs et passifs dérivés considérés comme de niveau 3 concernent les swaps de taux d'intérêt et les swaps de défaut de crédit.

En outre, la Société intègre dans son évaluation de la juste valeur des instruments dérivés négociés de gré à gré un correctif d'évaluation afin de tenir compte du risque de crédit lié à la position nette. Les positions sont compensées par celles de la contrepartie, et la juste valeur des positions nettes acheteurs est ajustée en fonction du risque de contrepartie alors que la juste valeur des positions nettes vendeurs est ajustée en fonction du propre risque de crédit de la Société. La Société intègre les ajustements de l'évaluation du financement à ses estimations de la juste valeur de sorte à intégrer les coûts de financement des dérivés non garantis et des dérivés pour lesquels la Société n'est pas autorisée à utiliser les biens qu'elle reçoit en garantie. Une estimation de l'importance des pertes, qui repose principalement sur les données de marché, est également faite aux fins de déterminer la juste valeur.

#### *iii) Accords de prise en pension*

La juste valeur de certains accords de revente est estimée à l'aide d'un modèle de flux de trésorerie actualisé qui intègre des données telles que les courbes de rendement des taux d'intérêt. Les accords de revente qui sont mesurés à la juste valeur sont généralement classés au niveau 2 dans la hiérarchie de la juste valeur.

#### *iv) Titres de placement*

##### **1. Titres de créance à la FVOCI**

La juste valeur des titres de créance à la FVOCI est basée sur les deux marchés activement négociés, où les prix sont basés sur des cotations directes ou sur des transactions observées, et les marchés qui ne sont pas considérés comme actifs, mais qui sont évalués sur la base des prix du marché cotés, les cotations des concessionnaires ou les sources de prix alternatives soutenues par des données observables. Les investissements dont les valeurs sont basées sur les prix du marché cotés sur les marchés actifs, et sont donc classés au niveau 1, y compris les bons du Trésor du gouvernement américain et certaines obligations souveraines non américaines. La Société n'ajuste pas le prix coté pour ces instruments.



## 2. Autres placements

La juste valeur des autres investissements est déterminée à l'aide de modèles quantitatifs qui nécessitent l'utilisation de techniques d'évaluation. Etant donné que ces titres ne sont pas activement négociés, ou lorsque les prix cotés sont disponibles, la Société utilise plusieurs approches de marché pour évaluer ces investissements. Par exemple, des multiples de négociation comparables et des flux de trésorerie actualisés sont utilisés pour arriver à l'évaluation de ces positions. Les comparables peuvent être utilisés pour estimer certaines des entrées non observables, qui sont ensuite incorporées dans un modèle de flux de trésorerie actualisé. La direction détermine les sociétés publiques comparables et calcule un multiple de négociation pour chaque société comparable, identifiée à l'aide d'autres données observables. Le multiple de négociation est ensuite actualisé pour des considérations telles que l'illiquidité et les différences entre les sociétés comparables, sur la base de faits et de circonstances spécifiques à la société. Dans la mesure du possible, la direction corrobore la juste valeur avec les observations des transactions de marché des mêmes instruments sous-jacents entre les parties informées et disposées dans les transactions de pleine concurrence.

## v) Passifs financiers désignés à la FVTPL

La juste valeur des actifs et des passifs des comptes détenus à des fins de transaction désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat repose essentiellement sur des marchés actifs, où les prix sont fondés sur des cours directs ou sur l'observation de transactions.

## vi) Prêts et engagements de prêt

La juste valeur des prêts et des engagements de prêt est fondée sur les cours du marché, lorsqu'ils sont disponibles, ou sur les flux de trésorerie actualisés calculés à partir des écarts de taux du marché concernant des titres d'emprunt ou des dérivés de crédit de l'emprunteur considéré ou d'emprunteurs comparables. Les résultats des calculs des flux de trésorerie actualisés peuvent être ajustés au besoin, de façon à tenir compte d'autres conditions de marché ou du risque de crédit perçu de l'emprunteur.

**b) Instruments financiers évalués à la juste valeur – Hiérarchie de la juste valeur**

Le tableau ci-dessous présente la valeur comptable des instruments financiers détenus à la juste valeur à travers les trois niveaux de la hiérarchie de la juste valeur au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023.

**Evaluation des justes valeurs au 31 décembre 2024**

	<b>Niveau 1 Millions USD</b>	<b>Niveau 2 Millions USD</b>	<b>Niveau 3 Millions USD</b>	<b>Total Millions USD</b>
Prêts et avances aux banques	—	471	—	471
Prêts et avances aux clients	—	2 703	240	2 943
Prise en pension	—	526	—	526
Actifs détenus à des fins de transactions	—	1 012	513	1 525
Instruments financiers dérivés	—	2 822	109	2 931
Titres de placement	128	2 006	73	2 207
<b>Total des actifs</b>	<b>128</b>	<b>9 540</b>	<b>935</b>	<b>10 603</b>
Passifs détenus à des fins de transaction	—	2	—	2
Instruments financiers dérivés	—	3 721	88	3 809
Passifs financiers désignés à la juste valeur	—	210	28	238
<b>Total des passifs</b>	<b>—</b>	<b>3 933</b>	<b>116</b>	<b>4 049</b>

**Evaluation des justes valeurs au 31 décembre 2023**

	<b>Niveau 1 Millions USD</b>	<b>Niveau 2 Millions USD</b>	<b>Niveau 3 Millions USD</b>	<b>Total Millions USD</b>
Prêts et avances aux banques	472	—	—	472
Prêts et avances aux clients	—	2 368	235	2 603
Prise en pension	—	828	—	828
Actifs détenus à des fins de transactions	260	614	479	1 353
Instruments financiers dérivés	—	2 391	188	2 579
Titres de placement	319	1 907	47	2 273
<b>Total des actifs</b>	<b>1 051</b>	<b>8 108</b>	<b>949</b>	<b>10 108</b>
Passifs détenus à des fins de transaction	—	3	2	5
Instruments financiers dérivés	—	3 550	172	3 722
Passifs financiers désignés à la juste valeur	—	14	3	17
<b>Total des passifs</b>	<b>—</b>	<b>3 567</b>	<b>177</b>	<b>3 744</b>

Les transferts entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur sont évalués sur une base trimestrielle et la politique de détermination d'un montant de transfert est cohérente pour les transferts entrants et sortants. 471 millions USD de prêts et d'avances aux banques sont passés du niveau 1 au niveau 2 de la hiérarchie de la juste valeur. Ce transfert a été effectué à la fin de l'année 2024 car ces soldes sont évalués à l'aide de flux de trésorerie actualisés et répondent donc aux critères de classification de niveau 2.

### c) Evaluation de la juste valeur de Niveau 3

Les contrats dérivés de niveau 3 concernent principalement des produits dérivés sur taux d'intérêt et indexés sur l'inflation datés de longue date et/ou intégrant des données de valorisation de modèle non observables (par exemple, une corrélation non observable).

Les actifs de négociation de niveau 3 concernent principalement des prêts dont les données de valorisation ne sont pas observables.

Les informations de niveau 3 concernent les instruments financiers par modèle présentant des informations de modèle non observables et ayant un impact global important sur la juste valeur des instruments financiers. Cela est vrai, indépendamment du fait que l'instrument financier soit considéré comme un titre de liquidité, un produit titrisé ou un produit dérivé structuré.

La classification au niveau 3 est le résultat d'un échec à être classé au niveau 1 ou 2. Notez certains points essentiels relatifs à l'utilisation des informations de niveau 3 aux fins d'estimation de la juste valeur :

- Les informations non observables peuvent uniquement être utilisées en l'absence de données de marché observables et fiables.
- Si des informations non observables sont utilisées, elles doivent prendre en compte les hypothèses que les acteurs du marché utiliseraient en calculant le prix de l'actif ou du passif, y compris les hypothèses de risque. Si les propres données de la Société sont utilisées pour établir des informations non observables, cela doit être ajusté si les informations raisonnablement disponibles indiquent que d'autres acteurs du marché utiliseraient des données différentes.
- Les hypothèses de risque comprennent le risque ou l'incertitude inhérent(e) à un modèle de valorisation particulier utilisé pour estimer la juste valeur, ainsi que les informations utilisées par le modèle de valorisation. Une estimation de juste valeur produite à partir d'un modèle de valorisation doit être ajustée pour ces risques si un acteur du marché le ferait pour son calcul de prix portant sur un actif ou un passif. Les actifs et les passifs financiers dont les valeurs sont fondées sur des techniques de prix ou d'évaluation, qui requièrent des données à la fois non observables et significatives dans la mesure globale de la juste valeur, sont classés au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs.

#### i) Rapprochement

Le tableau suivant présente un rapprochement de tous les instruments financiers de niveau 3 mesurés à la juste valeur. Les actifs de niveau 3 représentaient 935 millions USD au 31 décembre 2024 (2023 : 949 millions USD) et environ 9 % (2023 : 9 %) des actifs mesurés à la juste valeur. Les passifs de niveau 3 s'élevaient à 116 millions USD au 31 décembre 2024 et représentaient 3 % (2023 : 177 millions USD 5 %) des passifs évalués à la juste valeur.

	Prêts et avances aux clients Millions USD	Actifs détenus à des fins de transactions Millions USD	Actifs dérivés Millions USD	Titres de placement Millions USD	Passifs dérivés Millions USD	Passifs financiers désignés à la juste valeur Millions USD	Total Millions USD
<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier 2024</b>	235	479	188	47	(172)	(5)	772
Total des gains/(pertes) comptabilisés au compte de résultat		47	(22)	48	29	(22)	80
Achats	—	321	1	—	(1)	—	321
Ventes		(183)	—	(22)		—	(205)
Emissions	9	27	—	—	—	—	36
Règlements	(4)	(293)	(58)	—	56	—	(299)
Transfert en Niveau 3	—	168	—	—	—	—	168
Transfert en dehors du Niveau 3		(39)	—	—	—	(1)	(40)
Transferts entre entreprises	—	(14)	—	—	—	—	(14)
<b>Solde au 31 décembre 2024</b>	<b>240</b>	<b>513</b>	<b>109</b>	<b>73</b>	<b>(88)</b>	<b>(28)</b>	<b>819</b>
Gains/(pertes) non réalisés	—	(23)	(22)	40	30	(22)	3

(1) Inclut les gains (pertes) déclarés dans les bénéfices des postes suivants du compte de résultat :

(i) Actifs de négociation et instruments financiers dérivés – Résultat net de négociation

(ii) Titres de placement et passifs financiers désignés à la juste valeur - Résultat net des instruments financiers évalués à la FVPL (Note 6)

Les transferts vers le niveau 2 depuis le niveau 3 au cours de l'exercice étaient attribuables au manque de données observables sur les prix du marché après l'achat. Les transferts en dehors du niveau 3 vers le niveau 2 au cours de l'exercice étaient attribuables à une plus grande disponibilité de données observables sur les prix des positions sous-jacentes.

	<b>Prêts et avances aux clients Millions USD</b>	<b>Actifs détenus à des fins de transactions Millions USD</b>	<b>Actifs dérivés Millions USD</b>	<b>Titres de placement Millions USD</b>	<b>Passifs dérivés Millions USD</b>	<b>Passifs financiers désignés à la juste valeur Millions USD</b>	<b>Total Millions USD</b>
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2023	352	809	221	47	(202)	(7)	1 220
Total des gains/(pertes) comptabilisés au compte de résultat	(14)	85	41	—	(46)	5	71
Achats	—	73	—	—	—	—	73
Ventes	(16)	(58)	—	—	—	(1)	(75)
Emissions	—	14	—	—	—	—	14
Règlements	(74)	(436)	(103)	—	105	—	(508)
Transfert en niveau 3	—	29	46	—	(29)	(2)	44
Transfert en dehors du niveau 3	(13)	(37)	(17)	—	—	—	(67)
Transferts entre entreprises	—	—	—	—	—	—	—
Solde au 31 décembre 2023	235	479	188	47	(172)	(5)	772
Gains/(pertes) non réalisés	(14)	7	43	—	(46)	5	(5)

## ii) Entrées non observables utilisées pour mesurer la juste valeur

31 décembre 2024								
Compensation	Technique d'évaluation	Informations significatives non observables	Unité	Données basses	Données hautes	Moyenne pondérée des données	Actifs à juste valeur Millions USD	Passifs à juste valeur Millions USD
Prêts, avances et prêts négociés – soutenus par des actifs immobiliers commerciaux	Flux de trésorerie actualisés	Rendement Prix	% \$	— —	1 103	s.o. 84	183	—
Prêts, avances et prêts négociés – Prêts commerciaux	Actualisation des flux de trésorerie, éléments comparables de marché	Rendement Taux de remboursement anticipé Taux par défaut Gravité de la perte Prix	% % % % \$	4 — — — —	37 20 2 30 135	17 s.o. s.o. s.o. 69	570	(28)
Capitaux propres	Actualisation des flux de trésorerie, éléments comparables de marché	Rendement Taux de remboursement anticipé Taux par défaut Gravité de la perte Prix	% % % % \$	4 — — — —	37 20 2 30 135	17 s.o. s.o. s.o. 69	73	
Instruments dérivés de taux d'intérêt	Tarification des dérivés standard de l'industrie	Corrélation (IR/IR) Corrélation (FX/IR) Taux d'inflation à long terme Volatilités d'inflation à long terme Volatilités des taux d'intérêt	% % % % %	(35) (25) (1) — (1)	70 58 21 5 1	50 27 3 3 —	72	(62)
Dérivés de crédit	Flux de trésorerie actualisés, modèle de corrélation de récupération aléatoire	Ecart de crédit Taux de remboursement anticipé Taux par défaut Corrélation de crédit Prix	Points % % % \$	3 — — 29 —	298 15 1 2 63 99	63 n\as n\as 49 94	37	(25)

## 31 décembre 2023

Compensation	Technique d'évaluation	Informations significatives non observables	Unité	Données basses	Données hautes	Moyenne pondérée des données	Actifs à juste valeur Millions USD	Passifs à juste valeur Millions USD
Prêts, avances et prêts négociés – soutenus par des actifs immobiliers commerciaux	Flux de trésorerie actualisés	Prix de rendement	% \$	— —	25 100	12 75	192	(2)
Prêts, avances et prêts négociés – Prêts commerciaux	Actualisation des flux de trésorerie, éléments comparables de marché	Rendement Taux de remboursement anticipé Taux par défaut Gravité de la perte Prix Volatilités d'actions à long terme	% % % % \$ %	5 10 3 35 — —	59 20 4 40 157 —	13 16 4 37 70 s.o.	520	(2)
Capitaux propres	Actualisation des flux de trésorerie, éléments comparables de marché	Rendement Taux de remboursement anticipé Taux par défaut Gravités de la perte Volatilités d'actions à long terme Prix	% % % % % \$	5 10 3 35 — —	59 20 4 40 — 157	15 15 4 38 70 s.o.	47	—
Instruments dérivés de taux d'intérêt	Tarification des dérivés standard de l'industrie	Corrélation (IR/IR) Corrélation (FX/IR) Taux d'inflation à long terme Volatilités d'inflation à long terme Volatilités des taux d'intérêt	% % % % %	(35) (25) (1) — —	89 58 11 5 2	65 35 — 2 1	146	(143)
Dérivés de crédit	Flux de trésorerie actualisés, modèle de corrélation de récupération aléatoire	Ecart de crédit Points initiaux Taux de remboursement Taux par défaut Corrélation de crédit Prix	Points Points % % % \$	2 — 15 2 22 —	79 — 15 2 62 94	59 — s.o. s.o. 58 87	42	(29)

Le tableau ci-dessus fournit des informations sur les techniques de valorisation, les informations significatives et non observables et leurs fourchettes et moyennes pour chaque grande catégorie d'actifs et de passifs mesurés à la juste valeur sur une base récurrente avec un solde de niveau 3.

Le niveau d'agrégation et la gamme de produits fait que l'ensemble d'informations utilisées est large et n'est pas distribué de façon équilibrée dans l'inventaire. En outre, la fourchette d'informations non observables peut varier d'une entreprise à l'autre dans le secteur des services financiers en raison de la diversité des types de produits inclus dans l'inventaire de chaque société. Les fourchettes calculées sont au niveau du groupe BAC. La Société se trouve dans ces plages ou dans ces plages.

La Société adopte plusieurs approches du marché pour évaluer certains instruments financiers de son niveau 3. Par exemple, les éléments comparables de marché et l'actualisation des flux de trésorerie sont utilisés ensemble. Pour un produit donné, comme les titres de créance émis par le secteur privé, les éléments comparables de marché peuvent servir à estimer certaines données non observables. Ces données sont alors incorporées dans un modèle d'actualisation des flux de trésorerie. Par conséquent, les soldes divulgués englobent ces deux techniques.

### Prêts et titres

Pour les instruments appuyés sur des actifs d'immobilier résidentiel, des actifs d'immobilier commercial, des prêts commerciaux, des titres de créance et autres, une nette hausse des rendements de marché, des taux de défaut, de la gravité ou de la durée des pertes se traduirait par une juste valeur nettement inférieure pour les positions longues (acheteuses). Les positions courtes (vendeuses) se verraient affectées de façon contraire. Les variations des taux de remboursement anticipé auraient des incidences différentes en fonction de l'ancienneté de l'instrument. Pour les obligations structurées adossées à des prêts, cet impact dépendrait des remboursements anticipés et de leur capacité de réinvestissement.

Pour les instruments appuyés sur des actifs d'immobilier commercial, une forte hausse des prix des actifs immobiliers se solderait par une juste valeur nettement supérieure.

### Actifs et passifs dérivés

Pour les dérivés de crédit, une forte hausse du rendement de marché, des points anticipés (par exemple, un seul paiement anticipé effectué par un acheteur de protection initialement), des spreads de crédit, des taux de paiement ou des gravités de perte se solderaient par une juste valeur nettement inférieure pour les vendeurs de protection et une juste valeur nettement supérieure pour les acheteurs de protection. Les variations des taux de remboursement anticipé auraient des incidences différentes en fonction de l'ancienneté de l'instrument.

Pour les dérivés de taux d'intérêt, une variation importante des taux à long terme, de la volatilité et des données de corrélation (par exemple, le degré de corrélation entre un titre de participation et un indice, entre deux marchandises, entre deux taux d'intérêt, ou entre des taux d'intérêt et des taux de change) se solderait par une incidence importante sur la juste valeur. Cependant, l'ampleur et l'orientation de cette incidence dépendent de l'exposition longue ou courte de la Société.

#### iii) Analyse de la sensibilité des données non observables

Bien que la valeur des instruments financiers dépende de données non observables, le niveau précis de ces paramètres à la date du bilan peut être déterminé grâce à un ensemble d'options possibles raisonnables. Les niveaux appropriés de ces données sont choisis de telle sorte qu'ils soient cohérents avec les conditions de marché et conformes avec les politiques de contrôle de valorisation de la Société. Si la Société devait évaluer les instruments financiers concernés en utilisant les valeurs de données déterminées à partir des extrêmes des fourchettes des options possibles raisonnables à la fin de l'exercice, elle aurait pu accroître sa juste valeur à hauteur de 167 millions USD (2023 : 121 millions USD) ou la diminuer de 372 millions USD (2023 : 151 millions USD), avec un effet potentiel sur le compte de résultat plutôt que sur les réserves.

Cette information vise à illustrer l'impact potentiel de la relative incertitude de la juste valeur des instruments financiers, dont la valorisation dépend de données non observables et ne constitue un élément ni prédictif, ni indicatif des mouvements futurs de la juste valeur. En outre, il est peu probable en pratique que tous les paramètres non observables se situent simultanément aux extrêmes des fourchettes des options possibles raisonnables.

### d) Bénéfice/(Perte) du premier jour

Le montant ci-dessous, qui n'a pas encore été comptabilisé dans le compte de résultat, correspond à la différence entre la juste valeur au moment de la comptabilisation (c.-à-d., le prix de transaction) et le montant qui aurait été obtenu si les techniques de valorisation utilisées pour l'évaluation ultérieure avaient été appliquées lors de la comptabilisation initiale, moins les résultats ultérieurs. La répartition est la suivante :

	2024 Millions USD	2023 Millions USD
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>3</b>	<b>5</b>
Le bénéfice du premier jour sur les nouvelles transactions n'est pas comptabilisé dans le compte de résultat	3	—
Règlements / décapitalisations	(3)	(2)
<b>Au 31 décembre</b>	<b>3</b>	<b>3</b>

### e) Actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti

Ce qui suit résume la juste valeur des actifs et des passifs financiers de la Société qui sont comptabilisés au coût amorti.

Les prêts et avances aux banques et aux clients détenus au coût amorti sont classés au niveau 2 et ont une juste valeur de 37 134 millions USD (37 593 millions USD en 2023).

Selon la hiérarchie de la juste valeur, les liquidités détenues dans les banques centrales sont classées au niveau 1.

Les valeurs comptables de certains instruments financiers tels que les contrats de prise en pension et les contrats de prise en pension, les dépôts par banque et clients, les créances/dettes du marché et des clients et les autres actifs/autres passifs sont une approximation raisonnable de leur juste valeur.

### **43. TRANSACTIONS RELATIVES AUX PARTIES LIEES**

Comme indiqué dans la note 1, la Société a choisi de se prévaloir de l'exemption prévue par la norme FRS 101 pour satisfaire aux exigences de la norme IAS 24 - Information relative aux parties liées, en ce qui concerne les informations sur les transactions entre parties liées conclues entre deux ou plusieurs membres à part entière d'un groupe.

La direction considère que les principaux dirigeants sont représentés par le Conseil d'administration de la Société. Les informations relatives à la rémunération des administrateurs sont fournies dans la note 11.

## **Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est disponible au siège de la succursale, Bank of America Europe DAC Succursale en France / Paris Branch 51 Rue La Boétie, 75008 Paris, France